Quatre-vingt-treizième année. — N° 122. Le Numéro : 0,50 NF Jeudi 25 Mai 1961.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Textes d'intérêt général | Documents administratifs | DÉBATS | | Documents | | Conseil économique et social |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Assemblée nationale | Sénat | Assemblée nationale | Sénat | Avis et Rapports |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | TROIS MOIS | SIX MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| Métropole et Outre-mer | 18 NF | 35 NF | 65 NF | 40 NF | 9 NF | 22 NF | 16 NF | 30 NF | 30 NF | 8 NF |
| Etranger | 27 NF | 53 NF | 100 NF | 55 NF | 12 NF | 40 NF | 24 NF | 40 NF | 40 NF | 12 NF |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent le compte rendu intégral des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Les Éditions des DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition du CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL comprend les avis et rapports.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, Paris (15e). — Tél. : FON 51-00


* Les textes qui, dans le sommaire, sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux du format in-8° carré.

*En vente :*

**PERSONNEL NON TITULAIRE DE L'ETAT, DES DEPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS**

**Régime complémentaire de retraites (I. G. R. A. N. T. E.)**

La Direction des Journaux officiels vient de procéder à l'édition d'une brochure groupant les textes relatifs au régime complémentaire de retraites créé par le décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959 et s'appliquant, d'une part, aux agents temporaires de l'Etat, des départements, communes et établissements publics, dont la rémunération est inférieure au plafond de cotisations de la sécurité sociale, et, d'autre part, aux agents déjà affiliés à l'I. P. A. C. T. E., pour la tranche de leur rémunération inférieure audit plafond.

Cette brochure, *mise à jour au* 15 *mai* 1961, est en vente, sous le n° 1188, au prix de 1,50 NF, ou expédiée sans frais sur simple demande, accompagnée du montant, adressée à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15e).

NOTA. — La brochure relative au régime I. P. A. C. T. E., mise à jour au 19 avril 1961, est en vente, sous le n° 1052, au prix de 3,50 NF.

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P. 9063-13 Paris*].)

(1 f.)

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES


MINISTERES D'ETAT

*Arrêté* du 15 mai 1961 relatif aux indemnités de tournée attribuées aux personnels du corps civil des maghzens sahariens (p. 4699).

MINISTERE DE LA JUSTICE

*Arrêté* portant délégation de fonctions (magistrature) (p. 4699).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

*Arrêté* portant détachement (conseillers et attachés civils) (p. 4699).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

*Décret* du 24 mai 1961 portant dissolution du conseil municipal de la commune de Jurques (Calvados) et institution d'une délégation spéciale (p. 4699).

MINISTERE DES ARMEES

*Décret* portant nomination du greffier en chef du Haut Tribunal militaire (p. 4699).

*Décret* portant mise en disponibilité et admission au bénéfice du congé définitif du personnel navigant d'un officier général de l'armée de l'air (p. 4699).

*Décret* portant délégation de signature (p. 4700).

*Arrêté* du 27 avril 1961 relatif à l'examen préalable exigé de certains candidats au concours d'admission dans le corps des ingénieurs du génie maritime (p. 4700).

*Arrêtés* des 8 et 9 mai 1961 relatifs à des régies d'avances (p. 4700).

*Arrêté* du 17 mai 1961 fixant le montant forfaitaire des avantages en nature pris en compte dans le calcul des émoluments servant de base aux cotisations de la sécurité sociale militaire (p. 4701).

*Arrêtés* portant homologation de grades au titre des forces françaises combattantes et de la Résistance intérieure française (p. 4701).

*Arrêté* portant nomination de rapporteurs près la commission consultative des marchés passés pour le compte de l'armée de l'air (p. 4701).

*Arrêté* et *décisions* portant nominations et détachement:

Armée de terre (réserve) (p. 4701).

Service de santé (marine) (p. 4702).

Services extérieurs (terre) (p. 4702).

*Listes* de classement pour les emplois de chef de musique et de sous-chef de musique de l'armée de terre (p. 4702).

**MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

*Arrêté* du 23 mai 1961 portant transfert de crédits (p. 4702).

*Tableau* d'avancement et *arrêtés* portant promotion, détachement et acceptation de démission:

Contrôle d'Etat (p. 4703).

Imprimerie nationale (p. 4703).

Institut national de la statistique et des études économiques (p. 4703).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

*Liste* d'admissibilité au concours d'agrégation de médecine et de pharmacie (section Sciences naturelles, sous-section D) (p. 4703).

*Liste* complémentaire d'aptitude à l'enseignement supérieur (p. 4703).

*Liste* complémentaire des candidats aux fonctions de maître de conférences (p. 4703).

*Liste* d'aptitude aux fonctions de chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive (p. 4703).

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS**

*Arrêtés* portant inscriptions à un tableau d'avancement, promotions, nominations, titularisations, attribution de fonctions, affectation et détachements:

Administration centrale (p. 4707).

Administration centrale de la marine marchande (p. 4707).

Aviation civile (p. 4707).

Conseil général des ponts et chaussées (p. 4707).

Ecole nationale des ponts et chaussées (p. 4707).

Ponts et chaussées (p. 4708).

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE**

*Tableau* d'avancement et *arrêtés* portant promotions, admission à la retraite et conférant l'honorariat:

Administration générale (p. 4708).

Administration centrale (p. 4708).

Service des mines (p. 4708).

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

*Arrêté* du 12 mai 1961 relatif à la réglementation de la circulation des bovins non vaccinés contre la fièvre aphteuse (p. 4704).

**MINISTERE DU TRAVAIL**

*Circulaire* du 17 mai 1961 relative aux tarifs d'honoraires en matière de soins aux assurés sociaux (p. 4705),

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

*Liste* des candidats autorisés à participer aux épreuves du médicat des hôpitaux psychiatriques (p. 4707).

**MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

*Arrêtés* du 17 mai 1961 portant ouverture de concours pour le recrutement de secrétaires administratifs et de commis des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre (p. 4708).

**MINISTERE DE L'INFORMATION**

*Décrets* du 18 mai 1961 fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage de centres radio-électriques dans l'intérêt des réceptions radio-électriques (p. 4709).

**Emplois réservés:** Nominations (p. 4709).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Réunion de commissions (p. 4709).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des armées.**

*Avis* relatif au recrutement direct d'ingénieurs militaires des travaux de l'air au titre de l'année 1961 (p. 4709).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'ingénieurs stagiaires du service des laboratoires du ministère des finances (p. 4709).

*Résultats* du tirage de la vingtième tranche de la loterie nationale 1961 (p. 4710).

*Situation* du Trésor (31 décembre 1960) (p. 4712).

**Ministère des travaux publics et des transports.**

*Avis* relatif à l'établissement du plan des services occasionnels de transport public routier de voyageurs du département d'Ille-et-Vilaine (p. 4740).

**Ministère de l'agriculture.**

*Avis* de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'institut national agronomique (p. 4740).

*Avis* relatif à l'extension de la convention collective concernant les exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône (p. 4740).

*Avis* relatif à l'extension de l'avenant n° 4 à la convention collective des exploitations maraîchères de la Loire-Atlantique (p. 4740).

*Arrêté* relatif à l'extension de la convention collective concernant les entreprises de battages et de travaux agricoles du département de Maine-et-Loire (p. 4740).

*Avis* relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective concernant les exploitations forestières de Saône-et-Loire (p. 4740).

**Ministère du travail.**

*Avis* relatif à l'extension de deux avenants à la convention collective des employés de commerce du canton de Rodez (p. 4741).

*Avis* relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective de travail de la librairie de détail de la région parisienne (p. 4741).

*Avis* relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective régionale de travail des entreprises de courtage d'assurances de la Seine et de Seine-et-Oise (p. 4741).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Sète (Hérault) (p. 4740).

*Avis* de concours pour le recrutement d'agents principaux à l'hôpital-hospice de Calais (Pas-de-Calais) (p. 4741).

**Bulletin** des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (17e semaine de 1961) (p. 4742).

**Annonces** (p. 4743).

## DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**du 24 mai 1961.**

**Assemblée nationale.** — *Projets et propositions de loi, exposés des motifs et rapports* (2e session ordinaire de 1959-1960) :

**N° 6.** — Annexe n° 594 (p. 77).

**N° 7.** — Annexes nos 595 à 604 (p. 109).

**N° 8.** — Annexes nos 605 à 617 (p. 141).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## MINISTERES D'ETAT

### Indemnités de tournée attribuées aux personnels du corps civil des maghzens sahariens.

Le ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements et territoires d'outre-mer et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'arrêté du ministre résidant en Algérie n° 70-57 T du 1er juin 1957,

Arrêtent :

Art. 1er. — Les contrôleurs, agents d'encadrement et mokhazenis du corps civil des maghzens sahariens appelés à se déplacer en détachement constitué peuvent prétendre à une indemnité journalière forfaitaire, dite « de tournée », selon les taux ci-après :

| | | |
|---|---|---|
| Contrôleur et contrôleur adjoint | 4 | NF. |
| Agent d'encadrement | 3,50 | |
| Mokhazeni | 1,50 | |

Art. 2. — Le droit à cette indemnité est ouvert depuis le jour du départ en tournée jusqu'à celui du retour, ces deux jours inclus.

Lorsque la durée de la tournée ne dépasse pas une journée, l'indemnité est versée aux agents qui effectuent un déplacement à plus de 2 kilomètres de leur cantonnement et qui se trouvent dans l'obligation de prendre au moins un repas hors de ce cantonnement.

Art. 3. — L'arrêté susvisé du 1er juin 1957 est abrogé en ce qui concerne les personnels visés par le présent texte.

Art. 4. — Le directeur du budget au ministère des finances et des affaires économiques, le directeur des affaires administratives et sociales du Sahara et les préfets des Oasis et de la Saoura sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1er janvier 1961.

Fait à Paris, le 15 mai 1961.

*Le ministre d'Etat,*
Pour le ministre d'Etat et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
MICHEL JOBERT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du budget,*
RAYMOND MARTINET.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Magistrature.

Par arrêté du 23 mai 1961, sont délégués, pendant une période de six mois, pour exercer en surnombre les fonctions de juge au tribunal de grande instance d'Alger :

MM. Deltrull, juge au tribunal de grande instance de Foix.
Boissière, juge au tribunal d'instance de Bazas.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Conseillers et attachés civils.

Par arrêté en date du 10 mai 1961, M. Martin de La Bastide d'Hust (Henri), conseiller civil de classe exceptionnelle, est détaché, pour une période de cinq ans, auprès du ministère de l'éducation nationale, école nationale des langues orientales, en qualité de professeur de 1re classe, à compter du 1er janvier 1961.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Décret du 24 mai 1961 portant dissolution du conseil municipal de la commune de Jurques (Calvados) et institution d'une délégation spéciale.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,

Vu les articles 18 et 19 du code de l'administration communale ;

Considérant que les graves dissensions qui existent au sein du conseil municipal de Jurques (Calvados) entravent l'administration de la commune ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Jurques (Calvados) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans cette commune une délégation spéciale composée de MM. Jacqueline (Henri), Boutigny (Robert) et Mathan (Martial).

Art. 3. — Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :
*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre de l'intérieur,*
ROGER FREY.

## MINISTERE DES ARMEES

### Décret du 23 mai 1961 portant nomination du greffier en chef du Haut Tribunal militaire.

Par décret en date du 23 mai 1961, M. Lot (Jean), greffier en chef de la cour d'appel de Paris, est nommé greffier en chef du Haut Tribunal militaire.

### Décret du 24 mai 1961 portant mise en disponibilité et admission au bénéfice du congé définitif du personnel navigant d'un officier général de l'armée de l'air.

Le Président de la République,

Sur la proposition du Premier ministre et du ministre des armées,

Vu l'article 13 de la Constitution en date du 4 octobre 1958 ;

Vu la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, et notamment l'article 3 (alinéa 2) ;

Vu la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le général de corps aérien Challe (Bernard-Georges-Joseph-André) :

*a*) Est placé dans la position prévue par l'article 3 (alinéa 2) de la loi du 19 mai 1834 ;

*b*) Sera admis au bénéfice du congé définitif du personnel navigant à compter du 16 octobre 1961, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge de son grade.

Art. 2. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :
*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

**Délégation de signature.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des armées,

Vu le décret du 8 janvier 1959 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié notamment par le décret du 5 février 1960 ;

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret n° 61-307 du 5 avril 1961 portant organisation de l'administration centrale des armées ;

Vu le décret n° 61-324 du 5 avril 1961 fixant les attributions du service du recrutement,

Décrète :

Art. 1er. — M. le colonel Arnaud (Joseph-Henri), chef du service du recrutement, reçoit délégation du ministre des armées pour signer :

1° Les décisions individuelles en matière de recrutement.

2° Les actes et décisions concernant le fonctionnement du service du recrutement, à l'exclusion des décrets et arrêtés.

3° En ce qui concerne la gestion budgétaire et celle des matériels du service :

*a*) Les décisions de réforme ou d'aliénation des matériels réformés ou en excédent des besoins, jusqu'à concurrence de 200.000 NF ;

*b*) Les décisions d'imputation consécutives à l'établissement des procès-verbaux de recensement, de détérioration ou de perte de matières ou de matériels appartenant à l'Etat, jusqu'à concurrence de 50.000 NF ;

*c*) Les pièces justificatives de dépenses.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le colonel Arnaud, la délégation qui lui est attribuée par le présent décret pourra être exercée par M. l'administrateur civil de 1re classe Callec (François), chef de service adjoint.

Art. 3. — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :
*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

---

**Examen préalable exigé de certains candidats au concours d'admission dans le corps des ingénieurs du génie maritime.**

Le ministre des armées,

Vu le décret n° 56-884 du 1er septembre 1956 et l'arrêté du 25 février 1957 fixant les conditions d'admission dans le corps des ingénieurs du génie maritime, des ingénieurs des directions de travaux de 2e classe et des techniciens d'études et de fabrications des constructions et armes navales,

Arrête :

Art. 1er. — L'examen préalable imposé à certains candidats au concours d'admission dans le corps des ingénieurs du génie maritime par l'article 4 (§ *b*) du décret n° 56-884 du 1er septembre 1956 a lieu, chaque année, à l'école technique supérieure des constructions et armes navales.

Art. 2. — Les candidats à l'examen préalable sont placés en mission à Brest, pendant la durée des épreuves, lorsqu'ils ne sont pas en service dans ce port.

Art. 3. — L'examen préalable comporte des épreuves écrites et des épreuves orales portant sur les programmes qui étaient en vigueur à l'école technique supérieure à l'époque à laquelle les candidats y ont accompli leurs études.

La nature de ces épreuves, ainsi que les coefficients appliqués à chacune d'entre elles pour la détermination de la note moyenne obtenue à l'examen préalable, sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

| | COEFFICIENT |
|---|---|
| Epreuves écrites : | — |
| Analyse. Géométrie analytique | 20 |
| Mécanique | 14 |
| Physique. Electricité | 18 |
| Résistance des matériaux | 10 |
| Français (dissertation) | 10 |
| Epreuves orales : | |
| Métallurgie | 8 |
| Cours de spécialité (selon la spécialité du candidat | 20 |
| Total des coefficients | 100 |

Chacune des épreuves est notée sur 20 points.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 3 qui précède mises à part, l'examen préalable est subi par les candidats dans les mêmes conditions que les examens de sortie de l'école technique supérieure.

Sont considérés comme ayant satisfait à l'examen préalable les candidats dont la moyenne générale est supérieure à 16 sans qu'aucune des notes obtenues dans les différentes matières soit inférieure à 10.

Art. 5. — Nul ne peut être admis à se présenter plus d'une fois à l'examen préalable.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 avril 1961.

Pour le ministre des armées et par délégation :
*Le délégué ministériel pour l'armement,*
LAVAUD.

---

**Régies d'avances.**

Le ministre des armées, le ministre des travaux publics et des transports et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'arrêté interministériel du 6 juin 1951 portant désignation d'ordonnateurs secondaires du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) ;

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le paiement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor, modifié et complété par le décret n° 53-1271 du 24 décembre 1953 ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 septembre 1952 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent :

Art. 1er. — Une régie d'avances est instituée auprès du service de l'infrastructure aéronautique de l'Algérie à Tiaret pour le paiement des dépenses de salaires et accessoires de salaires des personnels ouvriers au titre du budget du ministère des armées (section Air).

Art. 2. — Le montant maximum de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur d'avances est fixé à 20.000 NF. Les pièces justificatives des dépenses payées au moyen de cette avance doivent être remises à l'ordonnateur dans un délai maximum de quarante-cinq jours à compter de la date des paiements.

Art. 3. — Le régisseur est nommé par arrêté du ministre des armées.

Il est assujetti à un cautionnement qui peut être réalisé en numéraire, en rentes sur l'Etat, ou remplacé par la garantie résultant d'une affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée et perçoit une indemnité de responsabilité. Le montant de ce cautionnement et de cette indemnité est fixé dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 septembre 1952.

Art. 4. — Le directeur du contrôle et de la comptabilité générale au ministère des armées, le directeur du personnel et de l'administration générale au secrétariat général à l'aviation civile et commerciale et le directeur de la comptabilité publique au ministère des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mai 1961.

*Le ministre des armées,*
Pour le ministre et par délégation :
*L'inspecteur général de l'administration de l'air,*
CHOSSAT.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le secrétaire général à l'aviation civile et commerciale,*
PAUL MORONI.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par délégation :
*Le directeur de la comptabilité publique,*
MARTIAL-SIMON.

Par arrêté du ministre des armées en date du 9 mai 1961, l'article 2 de l'arrêté du 6 mars 1953 instituant une régie d'avances auprès du magasin central d'habillement de l'armée de l'air à Toulouse-Balma, modifié par les arrêtés des 26 avril 1954, 1er octobre 1954, 16 février 1955 portant transfert de ladite régie auprès de l'établissement central du commissariat de l'air n° 799 au même lieu géographique, 25 avril 1956, 22 février 1958 et 8 août 1960 est à nouveau modifié comme suit :

« *Art.* 2. — Le montant maximum des avances susceptibles d'être consenties au régisseur est fixé à 32.000 NF ».

Par arrêté du ministre des armées en date du 9 mai 1961, l'article 1er de l'arrêté du 4 juin 1959 est modifié comme suit :

« *Art.* 1er. — Une régie d'avances est instituée auprès de l'atelier-magasin régional 1/651 à Ouges-Longvic (Côte-d'Or) ».

**Montant forfaitaire des avantages en nature pris en compte dans le calcul des émoluments servant de base aux cotisations de la sécurité sociale militaire.**

Le ministre des armées, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre du travail,

Vu les articles 595 et suivants du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 49-1377 du 3 octobre 1949 fixant les modalités d'application de la loi du 12 avril 1949, et notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1958,

Arrêtent :

Art. 1er. — Les avantages en nature attribués aux militaires à solde spéciale progressive, par application des règlements, sont pris en compte dans le montant des émoluments servant de base au calcul de la cotisation à verser à la caisse nationale militaire de sécurité sociale pour la somme mensuelle suivante :

110 NF à compter du 1er janvier 1961.

Art. 2. — Le directeur de la comptabilité publique, le directeur central du service de l'action sociale des forces armées, le directeur du budget et le directeur général de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1961.

*Le ministre des armées,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des affaires administratives, juridiques et contentieuses,*
GUILLAUME WIDMER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du budget,*
Par empêchement du directeur du budget :
*Le sous-directeur,*
ROBERT VAYSSET.

*Le ministre du travail,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller technique,*
JEAN CHEYLUS.

**Homologation de grades au titre des forces françaises combattantes.**

Par arrêté du 25 avril 1961, sont homologués, en application de l'ordonnance n° 45-321 du 3 mars 1945 relative à la législation des pensions, les grades d'assimilation détenus par les agents des forces françaises combattantes désignés ci-après :

A TITRE DE JUSTICIABLES DE LA LÉGISLATION DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

*Sous-lieutenants.*

Réseau « Alexandre (Pierre-Jacques) ».
(Pour prendre rang à compter du 5 janvier 1944.)

Dawance (Pierre-Joseph-Adrien), né le 28 novembre 1924.

Réseau « S. R. du C. D. L. L. ».
(Pour prendre rang à compter du 1er novembre 1943.)

Messain, épouse Saignoux (Marcelle-Henriette), née le 13 mai 1911.

**Homologation de grades au titre de la Résistance intérieure française.**

Par arrêté du 25 avril 1961 :

Sont homologués, à titre posthume, les grades des personnels de la Résistance intérieure française ci-après:

*Adjudant.*
(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Olesinski (Joseph), né le 19 février 1888.

*Sergent.*
(Pour prendre rang du 1er janvier 1944.)

Battaglia (Bruno-Robert), né le 22 mai 1919.

*Soldat de 2e classe.*
(Pour prendre rang du 1er février 1943.)

Zoldi (Canzio), né le 24 avril 1885.

Sont homologués, à titre fictif, les grades des personnels de la Résistance intérieure française ci-après, justiciables de la législation des pensions en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945 :

*Sous-lieutenant.*
(Pour prendre rang du 9 juin 1944.)

Vialis (Raymond-Fernand), né le 8 octobre 1912.

*Sergent.*
(Pour prendre rang du 15 décembre 1940.)

Goasguen (Roger), né le 22 septembre 1921.

(Pour prendre rang du 30 mars 1942.)

Martin (Raymond), né le 16 novembre 1889.

(Pour prendre rang du 15 janvier 1943.)

Boiteaux (Maurice-Victor-André), né le 19 janvier 1921.

(Pour prendre rang du 7 avril 1943.)

Thomet (Henri), né le 10 mai 1920.

(Pour prendre rang du 10 novembre 1943.)

Morel (André-Marc), né le 20 novembre 1927.

(Pour prendre rang du 17 mai 1944.)

Malibert (René), né le 2 octobre 1922.

*Caporal.*
(Pour prendre rang du 11 février 1942.)

Delattre, épouse Lefebvre (Marie-Thérèse), née le 22 septembre 1909.

**Commission consultative des marchés passés pour le compte de l'armée de l'air.**

Par arrêté du 13 mai 1961, sont nommés rapporteurs auprès de la commission consultative des marchés passés pour le compte de l'armée de l'air :

MM. Karn et Schmeltz, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat.

MM. Therre, Raynaud et Saint-Marc, conseillers référendaires à la Cour des comptes.

MM. Morette (François) et Despas, inspecteurs des finances.

**Armée de terre (réserve).**

Par décision du 5 mai 1961, sont nommés, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans les cadres des officiers de réserve, à compter du jour de leur radiation des cadres de l'armée active, et affectés pour administration aux états-majors désignés ci-après les officiers dont les noms suivent :

TROUPES METROPOLITAINES

**Génie.**

1° ARME

1re *région militaire.*

**Subdivision autonome de la Seine à Paris.**

M. le lieutenant-colonel Fourgeaud (Jean-Emile), inspection technique du matériel du génie.

5e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Toulouse.

M. le colonel Duplessys (Paul-André-Pierre), direction des travaux du génie de Toulouse.

6e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Nancy.

M. le capitaine Fritz (Robert-Charles), 26e bataillon du génie.

8e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Chambéry.

M. le capitaine Atzori (Pierre-Louis-Jean), 7e régiment du génie.

2° SERVICE DES BATIMENTS

Cadre des adjoints.

5e *région militaire.*

Groupe de subdivisions de Perpignan.

M. le capitaine Bellot (Louis), centre militaire de formation professionnelle n° 1.

### Service de santé (marine).

Par décision du 3 mai 1961, sont nommés après concours à l'emploi de spécialiste des hôpitaux maritimes, à compter du 1er avril 1961 :

Catégorie Bactériologie.

MM. Delpy (J.-P.-A.), médecin de 1re classe.
Daoulas (R.-J.), médecin de 1re classe.

Catégorie Dermato-vénéréologie.

M. Duluc (J.-E.-F.), médecin de 1re classe.

Catégorie Neuro-psychiatrie.

M. Bouchacourt (A.), médecin de 1re classe.

Catégorie Pneumo-phtisiologie.

MM. Le Rest (F.-P.-M.), médecin de 1re classe.
Mazot (P.-E.-A.), médecin de 1re classe.

Catégorie Ophtalmologie.

M. Beauchamp (P.-A.), médecin de 1re classe.

Catégorie Oto-rhino-laryngologie.

M. Le Den (R.), médecin de 1re classe.

Par décision du 3 mai 1961, M. le pharmacien chimiste principal Texier (André-Eugène-Antoine) est nommé, après concours, à l'emploi de chef de laboratoire de chimie de la marine, option Arsenaux, à compter du 1er avril 1961.

### Services extérieurs (terre.)

Par arrêté du 2 mai 1961, M. Tran Quan Nam (Jean-Baptiste), secrétaire administratif principal, 3e échelon, des services extérieurs du ministère des armées (direction centrale des essences des armées), est placé, à compter du 1er avril 1960, en position de service détaché auprès du ministère des travaux publics et des transports (administration centrale), en qualité de secrétaire d'administration, hors classe.

Ce détachement sur un emploi de secrétaire d'administration est prononcé à titre transitoire, jusqu'à la création des emplois de secrétaire administratif d'administration centrale.

A cette date l'intéressé sera détaché sur un des nouveaux emplois créés.

### Liste de classement pour l'emploi de chef de musique de l'armée de terre.

Sont classés pour l'emploi de chef de musique de l'armée de terre les sous-chefs de musique dont les noms suivent :

Vellozi (Laurent), adjudant-chef, E. M. P. des Andelys.
Mercenne (Albert), adjudant-chef, C. I. du 93e R. I.
Janssen (Julien), adjudant-chef, 1re R. E.
Grell (Alfred), adjudant-chef, 151e R. I. M.
Espinasse (Henri), adjudant-chef, mission militaire de coopération technique au Maroc.

### Liste de classement pour l'emploi de sous-chef de musique de l'armée de terre.

Sont classés pour l'emploi de sous-chef de musique de l'armée de terre les militaires dont les noms suivent :

Henry (Jean), 1re classe au 5e régiment du génie.
Levet (Pierre), 2e classe au 5e régiment du génie.
Delcambre (Bernard), 2e classe au 5e régiment du génie.
Pommard (Christian), sergent-chef, 1er R. P. I. Ma.
Planquette (Robert), sergent-chef, 8e G. C. P.

*N. B.* — Les candidats classés pour l'emploi de sous-chef de musique n'appartenant pas à l'arme de l'infanterie métropolitaine devront formuler d'urgence une demande de changement d'arme à adresser par la voie hiérarchique.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

### Transfert de crédits.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 14 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1961,

Arrête :

Art. 1er. — Sont annulés, sur 1961, une autorisation de programme de 15.000.000 NF et un crédit de paiement de 21.200.000 NF applicables au compte spécial du Trésor et aux chapitres mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Sont ouverts, sur 1961, une autorisation de programme de 15.000.000 NF et un crédit de paiement de 21.200.000 NF applicables au compte spécial du Trésor et au chapitre mentionné dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 mai 1961.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du budget,*
RAYMOND MARTINET.

TABLEAU A

| COMPTE | CHAPITRES | AUTORISATIONS de programme annulées. | CRÉDITS de paiement annulés. |
|---|---|---|---|
| | | Nouveaux francs. | |
| COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR | | | |
| *Fonds spécial d'investissement routier.* | | | |
| Exécution du plan départemental d'amélioration du réseau routier | 2 | 3.000.000 | 1.000.000 |
| Exécution du plan d'amélioration de la voirie urbaine | 3 | 6.500.000 | 6.500.000 |
| Exécution du plan d'amélioration de la voirie communale | 4 | 5.500.000 | 13.700.000 |
| | | 15.000.000 | 21.200.000 |

TABLEAU B

| COMPTE | CHAPITRE | AUTORISATION de programme accordée. | CRÉDIT de paiement ouvert. |
|---|---|---|---|
| | | Nouveaux francs. | |
| COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR | | | |
| *Fonds spécial d'investissement routier.* | | | |
| Exécution du plan national d'amélioration du réseau routier | 1 | 15.000.000 | 21.200.000 |

### Contrôle d'Etat.

TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE CONTRÔLEUR D'ETAT DE 1re CLASSE AU TITRE DE L'ANNÉE 1960

*Contrôleur d'Etat de 2e classe, 3e échelon, proposé pour le grade de contrôleur d'Etat de 1re classe.*

M. Pernot (André-François).

Par arrêté en date du 9 mai 1961, M. Pernot (André-François), contrôleur d'Etat de 2e classe, 3e échelon, a été nommé contrôleur d'Etat de 1re classe à compter du 1er septembre 1960.

### Imprimerie nationale.

Par arrêté en date du 17 mai 1961, M. Lozachmeur (Pol), correcteur adjoint de 6e échelon à l'Imprimerie nationale, a été placé en service détaché auprès du ministère de la santé publique et de la population, à compter du 1er février 1961, pour la durée de son stage qu'il est appelé à effectuer en qualité d'inspecteur de la population et de l'action sociale.

### Institut national de la statistique et des études économiques.

Par arrêté du 17 mai 1961, l'offre de démission de l'emploi d'attaché staglaire à l'institut national de la statistique et des études économiques présentée par M. Gualdino Pereira est acceptée à compter du 1er avril 1961.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Liste d'admissibilité au concours d'agrégation de médecine et de pharmacie (section Sciences naturelles, sous-section D).

Par arrêté du 24 mai 1961, sont déclarés admissibles aux épreuves du concours d'agrégation de médecine et de pharmacie :

MM. Desvignes, Duchenne, Malgras.

### Liste complémentaire d'aptitude à l'enseignement supérieur.

Par arrêté en date du 14 avril 1961, l'arrêté du 9 janvier 1961 est complété ainsi qu'il suit :

Grammaire : Mme Sobra.
Histoire des religions : Mlle Jaubert.
Géographie : M. Bordes.

### Liste complémentaire des candidats aux fonctions de maître de conférences.

Par arrêté en date du 14 avril 1961, l'arrêté du 9 janvier 1961 est complété ainsi qu'il suit :

Grec : M. Masson.

### Liste d'aptitude aux fonctions de chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive.

Par arrêté en date du 4 mai 1961, les fonctionnaires et agents ci-après désignés ont été inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive :

Mme Abert, née Favre (Suzanne), lycée de filles de Rabat (Maroc).
MM. Ambert (Pierre), J. O. de Grenoble.
Amblard (Jean), lycée de garçons d'Aurillac.
Antras (Raymond), collège El-Jadida (Maroc).
Auguet (Michel), J. O. d'Arras.
Bachelier (Pierre), lycée de Saint-Rambert-l'Isle-Barbe (Rhône).
Barbier (Jean), J. O. de Digne.
Bardelang (René), J. O. de Thionville.
Barel (Guy), lycée technique de Nice.
Mme Baron (Jeanne), lycée technique de filles de Nîmes.
MM. Barthoulot (Michel), lycée municipal de Montbéliard.
Beauge (Marcel), lycée de garçons d'Avignon.
Mme Beigbeder, née Leygnac (Andrée), collège d'enseignement technique de Cap-Breton.
MM. Betbeze (Joseph), collège d'enseignement technique de Bagnères-de-Bigorre.
Beyssac (François), J. O. de Nantes.
Blanc (André), lycée municipal, place Victor-Hugo, à Marseille.
Mme Boccara, née Pistre, détachée en Tunisie.
MM. Boucharine (Jacques), collège technique de Cotonou (Dahomey).
Bouchet (Robert), collège d'enseignement technique de Digne.
Mme Bourdon (Jacqueline), lycée de filles Edgar-Quinet, à Paris.
M. Boussiron (Pierre), lycée Chaptal, à Paris.
Mmes Bouteron (Yvonne), lycée Victor-Hugo, à Paris.
Breard (Josette), lycée technique municipal de filles de Toulon.
Mlle Brochon (Jacqueline), lycée municipal de filles de Saint-Léonard-de-Noblat.
MM. Buros (Gilbert), J. O. de Bellegarde (Ain).
Cabanetos (Yvon), lycée technique d'Etat, à Lyon.
Mme Caby, née Ruelle (Yvonne), service académique de l'E. P. S. à Alger.
MM. Caer (Jean), lycée technique de Lorient.
Campagnac (Georges), J. O. de Périgueux.
Mme Caron (Thérèse), lycée technique, rue Fondary, à Paris.
MM. Carrère (Bernard), détaché au Maroc.
Catteau (Lucien), collège Colbert, à Paris.
Cazenave (Pierre), petit lycée Condorcet, à Paris.
Mmes Chardon (Lucette), lycée technique de filles de Lille.
Charnaux, née Freiche (Simone), collège d'enseignement technique de filles de Dole.
M. Chasserat (Jacques), collège d'enseignement technique commercial, à Marseille.
Mme Chateauneuf (Pierrette), lycée Delacroix, à Alger.
Mlle Chatelier (Suzanne), lycée de filles d'Angoulême.
M. Chodorge (Lucien), lycée technique d'Aix-en-Provence.
Mme Chol (Michèle), lycée d'Etat de filles de Saint-Etienne.
M. Clergeau (Jean), lycée d'Etat d'Alençon.
Mme Compain, née Donzel (Madeleine), lycée de filles d'Annecy.
MM. Covain (Edmond), lycée de garçons de Tourcoing.
Coudert (Georges), école des travaux publics d'Egletons.
Mmes Creuzevault (Odette), collège d'enseignement technique de filles de Dijon.
Danel (Marie-Louise), lycée de filles de Béthune.
M. Deneve (Henri), lycée technique de Dunkerque.
Mmes Dennez (Germaine), lycée de Mayence.
Descous (Line), lycée technique nationalisé de Fort-de-France.
Desmurs (Madeleine), lycée de filles de Chalon-sur-Saône.
MM. Dessausedats (Henri), lycée technique de garçons de Rodez.
Devaux (Hervé), J. O. de Rethel (Ardennes).
Didier (Roland), collège de Bouaké (Côte-d'Ivoire).
Dost (Jacques), lycée d'Etat de garçons de Niort.
Dransart (Georges), institut national des sports, à Paris.
Dubois (Emile), J. O. de Belfort.
Dubois (Georges), lycée d'Etat de Moulins.
Mmes Dubreuil (Antoinette), lycée d'Etat de filles de Montluçon.
Dupre (Jacqueline), lycée de filles de Toulouse.
MM. Dusselier (Jacques), collège d'enseignement technique d'Amiens.
Duval (Georges), collège d'enseignement technique de Saint-Quentin.
Mme Eychenie, née Poyet, lycée municipal de filles de Voiron.
M. Fabre (Lucien), lycée municipal de Barcelonnette.
Mme Flouroux (Josette), lycée technique de filles de Talence.
MM. Françoise (André), lycée technique de garçons de Caen.
Galissaire (Robert), J. O. de Sauveterre.
Gauthier (Paddy), lycée technique nationalisé de Nîmes.
Mme Gazel, née Tesseyre, lycée Stephen-Pichon, à Bizerte (Tunisie).
M. Geyer (Eugène), J. O. de Saint-Etienne.
Mme Gibaudan (Gilberte), lycée de filles de Béziers.
M. Gires (André), lycée d'Etat de Saint-Lô.
Mmes Gounelle (Claire), lycée d'Etat de filles de Montpellier.
Grandidier (Léonie), lycée municipal de filles de Limoges.
M. Grente (Claude), J. O. d'Evreux.
Mme Grorud, née Chapotot, collège de filles de Tunis.
M. Guibert (René), J. O. de Cahors.
Mmes Guilhem (Simone), lycée de filles de Toulouse.
Guimier (Claude), lycée Jean-Baptiste-Say (annexe), Paris.
MM. Hallot (Laurent), lycée municipal mixte de Lunel.
Hospital (Alphonse), école des travaux publics, Egletons.
Houiller (Jean-Louis), lycée Chaptal, à Paris.
Hourdille (Jean), lycée d'Etat de garçons de Biarritz.
Mmes Houssin (Geneviève), collège d'enseignement technique de Boulogne-sur-Mer.
Yacoubsohn, née Leclerc, lycée de filles de Casablanca.
M. Jacque (Robert), lycée Jacques-Decour, à Paris.
Mme Jacqueline (Colette), lycée de filles de Rouen.
MM. Jandreaux (Anselme), lycée municipal d'Autun.
Jourdian (Jean), C. R. E. P. S. de Talence (Gironde).
Mme Jousselin (Janine), collège d'enseignement technique de filles d'Angoulême.
MM. Kerherve (Joseph), lycée municipal de Concarneau.
Kocher (Charles), collège d'enseignement technique Mathis, à Strasbourg.

Mme Labarthe, née Fraigneau (Irène), lycée municipal de Mont-de-Marsan.
MM. Lafitte (René), lycée municipal de garçons d'Orléans.
Lapalu (Gaston), enseignement supérieur, à Paris.
Lapeyre (Georges), lycée municipal d'Objat (Corrèze).
Latour (Fernand), collège d'enseignement technique Sixte-Vignan, à Tarbes.
Laurent (Louis), lycée municipal de garçons de Reims.
Mlle Leduc (Michèle), lycée La Fontaine, à Paris.
MM. Legall (Jean), collège d'enseignement technique du bâtiment, à Brest.
Legay (Jacques), Antsirabé (Madagascar).
Legros (Roger), J. O. de Lens.
Mme Lenormand (Denise), J. O. du Havre.
MM. Lepoivre (Médéric), C. R. E. P. S. d'Houlgate.
Lepretre (Robert), J. O. de Guéret.
Leveque (Emile), lycée d'Etat de garçons de Metz.
Mmes Levy, née Longe, lycée municipal de filles, place Morel, à Lyon.
Lorgnet, née Neel (Geneviève), détachée à la Maison des Ailes, ministère des armées (air).
Loubet (Odette), lycée Montgrand, à Marseille.
M. Mailfert (Marcel), lycée technique Rouvière, à Toulon.
Mme Maille (Raymonde), lycée de filles de Verdun.
MM. Malartre (André), J. O. de Caen.
Marchenoir (André), J. O. de Gien (Loiret).
Martignoles (Pierre), lycée classique de Conakry (Guinée).
Mme Martin, née Baud (Monique), lycée municipal de Belfort.
M. Martz (Pierre), lycée technique d'Etat de Poligny.
Mmes Mataud (Janine), lycée technique de filles de Saint-Etienne.
Maurens (Lucienne), lycée R.-Naves, à Toulouse.
Maury (Renée), lycée technique, rue d'Abbeville, à Paris.
MM. Mayeux (Jean), lycée de garçons de Charleville.
Mazeas (Félix), lycée d'Etat de garçons de Rouen.
Mme Merand, née Boussuges (Gilberte), lycée mixte de Savigny (Seine-et-Oise).
M. Meriaux (Emile), lycée de garçons de Cambrai.
Mme Michel (Simone), lycée mixte de Digne.
MM. Miclet (André), détaché à Fort-Lamy (Tchad).
Miguras (Emmanuel), collège d'enseignement technique, le Boucau (Landes).
Mme Miramon, née Touziet (Gabrielle), collège d'enseignement technique de Mont-de-Marsan.
MM. Morin (Jean), C. R. E. P. S. de Poitiers.
Moulin (Louis), école d'ingénieurs électriciens à Grenoble.
Mmes Mulligan (Suzanne), lycée Victor-Hugo, à Paris.
Mylleville, née Renault (Marianne), lycée de filles de Bayonne.
Oger (Ginette), collège d'enseignement technique, La Bottière, à Nantes.
M. Ott (Charles), école professionnelle de Strasbourg.
Mme Ottavy (Simone), lycée Paul-Bert, à Paris.
M. Oury (Gérard), lycée Ampère, à Lyon.
Mme Panabière (Christiane), collège d'enseignement technique M.-Audoux, à Montpellier.
M. Panariou (Roger), J. O. de la Rochelle.
Mme Paris, née Repaire, lycée de filles de Carthage (Tunisie).
MM. Penavaire (Jacques), détaché à Madagascar.
Perrin (Rémy), J. O. d'Angers.
Petit (Maurice), lycée technique de Cluny (Saône-et-Loire).
Petitpas (René), J. O. de Calais.
Mmes Peyret, née Titaud (Andrée), lycée municipal de filles de Nice.
Plas (Jeanne), lycée municipal de filles de Périgueux.
MM. Poirier (Fernand), J. O. de Nevers.
Pons (Emile), lycée municipal de Nice.
Poret (Roger), lycée technique de Reims.
Mmes Potard, née Croisille, collège d'enseignement technique de Clermont-Ferrand.
Poupard (Madeleine), lycée Honoré-de-Balzac, à Paris.
Pret, née Lenormand (Nelly), lycée technique de filles, le Havre.
MM. Puech (André), lycée municipal, place Victor-Hugo, à Marseille.
Puissant (Gaston), lycée municipal de Boulogne-sur-Mer.
Quedec (Pierre), lycée J.-Baptiste-Say, à Paris.
Ranson (Jean), lycée municipal de Barbezieux.
Raspaud (Louis), lycée municipal de garçons de Pamiers.
Mme Raynaud (Yvette), lycée de filles de la Rochelle.
M. Rebuffic (Lucien), service académique de Caen.
Mmes Recoussine (Hélène), collège d'enseignement technique de filles Roche, de Marseille.
Rey (Denise), lycée Edgar-Quinet, à Marseille.
M. Robert (Adrien), J. O. de Bordeaux.
Mme Roche (Andrée), lycée Jules-Ferry, à Paris.
M. Ropers (Georges), lycée Montaigne, à Paris.
Mme Rosenblum (Simone), lycée municipal Anatole-France, à Marseille.
M. Rouleau (Gilbert), J. O. de la Roche-sur-Yon.
Mme Rousseaux (Madeleine), lycée technique de filles de Lille.
MM. Roussiliat (Jean), cours secondaire de Vierzon.
Roussouly (Pierre), lycée municipal, rue Chaponnay, à Lyon.
MM. Roustant (André), collège mixte de Sousse (Tunisie).
Roy (Jean), collège d'enseignement technique du bâtiment, à Nice.
Mmes Ruas (Simone), lycée municipal de filles de Nice.
Sabatier (Odette), lycée municipal de filles de Saint-Etienne.
Saflix (Blanche), lycée technique d'Etat, à Lyon.
Salle (Edmonde), enseignement supérieur, à Paris.
Savoisky (Marguerite), collège d'enseignement technique de filles de Thaon (Vosges).
MM. Schlinder (Roger), collège Lavoisier, à Paris.
Screve (Maurice), J. O. d'Arras.
Mmes Senneret (Jeanne), J. O. de Vichy.
Severin, née Arnoux (Laure), lycée de filles de Versailles.
Spilliaert (Marcelle), lycée (annexe) de Toulon.
M. Stoeffler (Marcel), J. O. de Saverne.
Mlle Sulpice (Marie-Louise), lycée technique de filles de Marseille.
Mmes Taillantou (Jacqueline), lycée technique de Roanne.
Tchong, née David (Jeanne), lycée de Tanger (Maroc).
MM. Thareau (Maurice), J. O. de la Roche-sur-Yon.
Thevenin (Jean), lycée technique de garçons de Reims.
Tremelat (Pierre), lycée municipal de Sisteron.
Mmes Trescazes (Justine), lycée technique de filles de Perpignan.
Toulouse (Rose), lycée municipal de filles d'Avignon.
Mlle Vacquie (Henriette), école nationale d'apprentisage de Toulouse.
Mmes Van Quinh (Marguerite), annexe du lycée Carnot, à Paris.
Vanthournout (Odette), lycée de filles de Châlons-sur-Marne.
MM. Vehrle (Célestin), lycée technique d'Etat, à Lyon.
Veillerot (Henri), J. O. de Mâcon.
Vernet (Robert), lycée technique nationalisé de Montceau-les-Mines.
Vieljenf (Pierre), lycée Gouraud, à Rabat (Maroc).
Villey (Bernard), centre de rééducation physique d'Evreux.
Mme Vives (Geneviève), lycée Hélène-Boucher, à Paris.
M. Vouaux (Jean), J. O. de Strasbourg.
Mme Walter (Simone), lycée technique de filles de Limoges.
MM. Weber (Paul), lycée municipal de Molsheim (Bas-Rhin).
Yonnet (René), collège d'enseignement technique de filles de Bagnères-de-Bigorre.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Réglementation de la circulation des bovins non vaccinés contre la fièvre aphteuse.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le code rural, et notamment les articles 239 et 335 ;

Vu les arrêtés du 25 mars 1960, du 3 mai 1960, du 22 juin 1960, du 7 novembre 1960 et du 31 mars 1961 relatifs à la réglementation de la circulation des bovins non vaccinés contre la fièvre aphteuse ;

Vu la circulaire ministérielle n° 101642 du 15 décembre 1960 relative aux certificats sanitaires individuels prescrits pour les bovins soumis à des interventions de prophylaxie,

Arrête :

Art. 1er. — Les dispositions de l'arrêté ministériel du 7 novembre 1960 réglementant la circulation des animaux de l'espèce bovine non vaccinés contre la fièvre aphteuse ne sont pas applicables :

1° Aux bovins originaires du département du Finistère qui ne franchissent pas les limites de ce département ;

2° Aux bovins originaires du département du Finistère qui franchissent les limites de ce département pour être conduits directement soit à un établissement d'abattage, soit à un marché dont la réglementation impose l'envoi direct à l'abattoir. Dans ce cas, les animaux doivent être identifiés dans les conditions prescrites à l'article 2 de l'arrêté du 25 mars 1960 et pourvus d'un laissez-passer établi conformément aux dispositions de l'article 3, deuxième alinéa, du même arrêté.

Art. 2. — La circulation des bovins de plus de six mois conduits directement à un établissement agréé par le ministère de l'agriculture pour y être soumis à des épreuves de laboratoire reste subordonnée aux dispositions prescrites à l'article 2 de l'arrêté du 3 mai 1960.

Art. 3. — L'arrêté du 30 mars 1961 relatif à la réglementation de la circulation des bovins non vaccinés contre la fièvre aphteuse est abrogé.

Art. 4. — Le chef du service vétérinaire, sous l'autorité du directeur des actions techniques, et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mai 1961.

*Le ministre de l'agriculture,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le conseiller technique adjoint au directeur du cabinet,*

MAURICE ORGEOLET.

## MINISTERE DU TRAVAIL

**Circulaire n° 64 du 17 mai 1961 relative aux tarifs d'honoraires en matière de soins aux assurés sociaux.**

Paris, le 17 mai 1961.

*Le ministre du travail*
*à Messieurs les directeurs régionaux de la sécurité sociale.*

La commission interministérielle des tarifs, au cours de sa réunion du 10 mai 1961, a été amenée à approuver surtout des conventions fixant les tarifs applicables dans plusieurs dispensaires.

### 1. — Approbations définitives.

Elle a, auparavant, approuvé trois avenants intervenus entre la caisse régionale de sécurité sociale de Dijon et :

Le syndicat des sages-femmes du Doubs (circonscription de la caisse primaire de sécurité sociale de Montbéliard) ;

Le syndicat des masseurs kinésithérapeutes de Bourgogne-Franche-Comté (arrondissement de Montbéliard) ;

Le syndicat des infirmières et infirmiers d'Etat du Doubs (section de Montbéliard).

Ces trois avenants complètent les conventions antérieures en définissant, pour le calcul de l'indemnité kilométrique, les zones de plaine, de montagne et de haute montagne, comme il a été admis antérieurement pour les médecins.

Ces zones, telles qu'elles sont définies par l'arrêté du 5 mai 1939, sont les suivantes :

Plaine : cantons d'Audincourt et de Montbéliard.

Montagne : canton de l'Isle-sur-le-Doubs.

Haute montagne : cantons d'Hérimoncourt, de Pont-de-Roide et de Saint-Hippolyte.

### 2. — Fixation de tarifs d'autorité.

En raison de l'absence de syndicat de sages-femmes dans le département des Côtes-du-Nord, la commission interministérielle a, à la demande de la caisse régionale de sécurité sociale de Rennes, fixé le tarif d'autorité applicable dans ce département.

Les tarifs fixés sont les suivants :

| | C. | V. | V. D. | V. N. | S. F. | ACCOUCHEMENT | | S. F. I. | INDEMNITÉ FORFAITAIRE de déplacement. | | | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Simple. | Gémellaire. | | Jour. | Majoration. | | |
| | | | | | | | | | | Dimanche. | Nuit. | |
| 1° Adhésions personnelles.... | 4,50 | 6 | 9,50 | 12 | 2,60 | 130 | 160 | 2,35 | 0,90 | 1,40 | 1,90 | 0,40 |
| 2° Tarifs d'autorité..... | 1,30 | 1,60 | 2,80 | 3,95 | 0,75 | 40,50 | 47,25 | 1,20 | 0,40 | 0,60 | 0,90 | 0,19 |

Ces tarifs entreront en vigueur à compter du 1er juin 1961. Les adhésions personnelles, qui prendront effet à compter de cette date, seront reçues par la caisse primaire de sécurité sociale des Côtes-du-Nord, 3, rue Pohel, à Saint-Brieuc. Si les adhésions sont adressées postérieurement au 1er juin 1961, elles prendront effet à la date de leur réception par la caisse primaire.

### 3. — Approbation conditionnelle antérieure devenue définitive.

Il convient de signaler, en outre, qu'une approbation conditionnelle, intervenue antérieurement, est devenue définitive, l'avenant demandé ayant été signé par les parties intéressées et communiqué à la direction régionale de la sécurité sociale de Marseille. Il s'agit de la convention des chirurgiens dentistes des Basses-Alpes, entrée en vigueur le 21 avril 1961.

Les tarifs applicables sont les suivants :

| C. | V. | V. D. | V. N. | D. | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|
| 6 | 7 | 12 | 18 | 3,30 | 0,55 |

### 4. — Dispensaires.

La commission a donné son approbation aux conventions signées avec de nombreux dispensaires de la région parisienne et de province. Toutes ces conventions entreront en vigueur à compter du 1er juin 1961. Les conventions approuvées intéressent les dispensaires suivants :

Région de Lyon :

Dispensaire d'hygiène sociale de la Compagnie Pechiney, à Riouperoux (Isère) (sauf pour soins dentaires).

Dispensaire de la Croix-Rouge française, à Grenoble (Isère).

Dispensaire d'hygiène sociale, 48, rue Saint-Laurent, à Grenoble (Isère).

Région de Marseille :

Dispensaire de la Compagnie de raffinage Shell Berre, à Berre (avenant concernant cabinet dentaire).

Dispensaire Le Flambeau américain, 14, rue Jules-Gilly, à Nice.

Région de Montpellier :

Dispensaire de la Croix-Rouge, 3, boulevard Henri-IV, et 41, boulevard de Strasbourg, à Montpellier.

Dispensaire de la Croix-Rouge française, 5, rue Trencavel, à Béziers (Hérault).

Dispensaire de soins et d'hygiène sociale de la S. N. C. F., 43, rue Pasteur, à Béziers.

Dispensaire de l'union cantonale des sociétés mutualistes de Montpellier et de ses trois cantons.

Dispensaire Beau-Soleil, 119, avenue de Lodève, de l'union départementale des sociétés mutualistes de l'Hérault, maison de la mutualité, rue de la 32e, à Montpellier.

Dispensaire de soins de l'Electricité de France, rue du Pont-de-Lattes, à Montpellier (Hérault).

Dispensaire Saint-Vincent-de-Paul, 16, rue des Docteurs-Bourguet, à Béziers (Hérault).

Région d'Orléans :

Dispensaires de la caisse chirurgicale mutualiste du Cher (sections dentaires).

Région parisienne :

Les conventions approuvées avec les dispensaires de la région parisienne intéressent trente-huit dispensaires polyvalents et soixante-trois cabinets ou services dentaires. Ces conventions ont été signées avec les dispensaires ci-après :

#### A. — Dispensaires polyvalents

*Catégorie A 1.*

(— 10 p. 100 d'abattement.)

Seine.

Dispensaire de la fondation Curie, 26, rue d'Ulm, à Paris (5e).

Dispensaire du comité d'entreprise Poissonnière, 8, boulevard Poissonnière, à Paris (9e).

Ecole de puériculture de la faculté de médecine, 26, boulevard Brune, à Paris (14e).

Dispensaire de la Croix-Saint-Simon, 18, rue de la Croix-Saint-Simon, à Paris (20e).

Dispensaire municipal, 54, rue Jules-Guesde, à Alfortville.

Dispensaire municipal, 11, rue Achille-Domart, à Aubervilliers.

Dispensaire Veber, 5, rue du Président-Wilson, à Levallois-Perret.

Dispensaire municipal, 7, rue Amaury-Duval, à Montrouge.

Dispensaire municipal, 91, avenue Aristide-Briand, aux Pavillons-sous-Bois.

Centre de diagnostic municipal, 10, rue Cartault, à Puteaux.

Dispensaire municipal, 84, boulevard Victor-Hugo, à Saint-Ouen.

Dispensaire municipal, angle des rues H.-Barbusse et L.-Blanc, à Saint-Ouen.

*Catégorie A.*

(— 20 p. 100 d'abattement.)

Seine.

Dispensaire de l'association interprofessionnelle des centres médicaux et sociaux de la région parisienne, 58, rue du Louvre, à Paris (2e).
Le centre médical de la Bourse, 26, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris (2e).
Dispensaire de la ligue fraternelle des enfants de France, 21, rue Vandrezanne, à Paris (13e).
Dispensaire de la fondation Les Berceaux du souvenir, 19, rue Saint-Yves, à Paris (14e).
Centre de biologie thermo-climatique, 5 *ter*, rue d'Alésia, à Paris (14e).
Dispensaire de soins Furtado-Heine, 8, rue Delbet, à Paris (14e).
Dispensaire d'éducation physique, 1, rue Lacretelle, à Paris (15e).
Dispensaire municipal, 94, rue du Château, à Asnières.
Centre médico-social municipal, 43, rue Albert-de-Mun, à Asnières.
Dispensaire municipal, 21 *bis*, rue des Bordeaux, à Charenton.
Dispensaire municipal (annexe), 23, boulevard de Verdun, à Fontenay-sous-Bois.
Dispensaire municipal, 2, avenue Jean-Pierre, à Fresnes.
Dispensaire municipal, 19, rue Camille-Pelletan, à Levallois.
Hertford Bristish Hospital, 48, rue de Villiers, à Levallois.
Dispensaire municipal, 41, boulevard Jean-Jaurès, à l'Haÿ-les-Roses.

Seine-et-Oise.

Dispensaire municipal, 23, rue Henri-Barbusse, à Gagny.

*Catégorie B.*

(— 30 p. 100 d'abattement.)

Seine.

Dispensaire des étudiants de France, 22, boulevard Saint-Michel, à Paris (6e).
Dispensaire du centre de la fourrure, 52, rue des Petites-Ecuries, à Paris (10e).
Dispensaire Edouard-André, société philanthropique, 4, rue Jean-Marie-Jégo, à Paris (13e).
Dispensaire de soins, 4, rue Thureau-Dangin, à Paris (15e).
Dispensaire médical de la ville de Colombes, 4, rue de Metz, à Colombes.
Dispensaire de l'institut prophylactique, 2, rue du Grand-Champ, à Nanterre.
Dispensaire du centre médico-scolaire municipal, 3, rue Paul-Bert, à Saint-Mandé.
Dispensaire municipal, 147, rue du Docteur-Bauer, à Saint-Ouen.

Seine-et-Oise.

Dispensaire municipal, place Gévelot, à Conflans-Sainte-Honorine.
Dispensaire de la poudrerie, à Sevran-Livry.

B. — CABINETS OU SERVICES DENTAIRES

*Catégorie A* 1.

(— 10 p. 100 d'abattement.)

Seine.

Service dentaire du dispensaire municipal, 84, boulevard Victor-Hugo, à Saint-Ouen.
Service dentaire du centre médical municipal, angle des rues Henri-Barbusse et Louis-Blanc, à Saint-Ouen.

Seine-et-Oise.

Service dentaire du dispensaire municipal, château du Prieuré, place Gévelot, à Conflans-Sainte-Honorine.

*Catégorie A.*

(— 20 p. 100 d'abattement.)

Seine.

Service dentaire du dispensaire du ministère de la justice, 13, place Vendôme, à Paris (1er).
Service dentaire du dispensaire de l'association interprofessionnelle des centres médicaux et sociaux de la région parisienne, 58, rue du Louvre, à Paris (2e).
Service dentaire du centre médical de la Bourse, 26, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris (2e).
Service dentaire de la mutuelle familiale de la région parisienne, 10, rue du Sentier, à Paris (2e).
Service dentaire du centre médico-social Notre-Dame-Auxiliatrice, 27, rue Pierre-Nicole, à Paris (5e).
Service dentaire du dispensaire des étudiants, 22, boulevard Saint-Michel, à Paris (6e).
Service dentaire du centre médical Europe « Action médico-sociale de Paris », 44, rue d'Amsterdam, à Paris (9e).
Service dentaire du dispensaire « L'Association nouvelle Défense de la santé », 10, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris (9e).
Service dentaire du dispensaire de l'aide médicale, 14, rue de Paradis, à Paris (10e).
Service dentaire du centre médico-social du ministère de la santé publique et de la population, 8, rue Bossuet, à Paris (10e).
Service dentaire du dispensaire Alfred-Fournier, 2, rue Dareau, et 25, boulevard Saint-Jacques, à Paris (14e).
Service dentaire du centre médico-social Notre-Dame-de-la-Médaille-Miraculeuse, 20, rue Charles-Divry, à Paris (14e).
Service dentaire du dispensaire de la fondation Barth, 9, rue Alexandre-Cabanel, à Paris (15e).
Service dentaire du dispensaire de soins, 4, rue Thureau-Dangin, à Paris (15e).
Service dentaire du service médico-social des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, 160, rue de Crimée, à Paris (19e).
Service dentaire du dispensaire Lumière et Santé, 50, boulevard de Ménilmontant, à Paris (20e).
Service dentaire du dispensaire de soins Notre-Dame de Ménilmontant, 117, rue de Ménilmontant, à Paris (20e).
Service dentaire du dispensaire municipal, 94, rue du Château, à Asnières.
Service dentaire du centre médico-social municipal, 43, rue Albert-de-Mun, à Asnières.
Service dentaire du dispensaire municipal, 2, avenue Louis-Pasteur, à Bagneux.
Centre de prophylaxie dentaire municipal, 55, avenue Jean-Jaurès, à Clamart.
Service dentaire du dispensaire Léon-Chassaing, 17, rue d'Evreux, à Courbevoie.
Service dentaire du centre médico-social municipal, 2, rue de la République, à Drancy.
Service dentaire du dispensaire médico-social de la Croix-Rouge française, 1, rue Jules-Siegfried, à Epinay.
Service dentaire du dispensaire de la Croix-Rouge française, 133, avenue de Verdun, à Issy-les-Moulineaux.
Service dentaire du dispensaire Marie-Magdeleine de la Croix-Rouge française, 102, rue Aristide-Briand, à Levallois-Perret.
Service dentaire du dispensaire de la Mutuelle familiale parisienne, 5, avenue du Président-Wilson, à Levallois-Perret.
Service dentaire du dispensaire municipal, 7, rue Amaury-Duval, à Montrouge.
Service dentaire du centre médico-social municipal, 91, avenue Aristide-Briand, aux Pavillons-sous-Bois.
Service dentaire du dispensaire municipal, 4, rue d'Estienne-d'Orves, au Perreux-sur-Marne.
Service dentaire du centre médico-chirurgical mutualiste, 123, avenue du Général-de-Gaulle, au Perreux-sur-Marne.
Service dentaire du centre de diagnostics municipal, 10, rue Cartault, à Puteaux.
Service dentaire du dispensaire de la Croix-Rouge française, œuvre d'assistance maternelle et infantile, 3, rue Charles-Michels, à Saint-Denis.
Service dentaire du dispensaire municipal, 147, rue du Docteur-Bauer, à Saint- Ouen.

Seine-et-Oise.

Service dentaire du dispensaire municipal, square de la Mairie, à Bezons.
Service dentaire du centre médico-social de la batellerie, 37, quai de la République, à Conflans-Sainte-Honorine.
Service dentaire du dispensaire Gaston-Plateau, 30, rue Maurice-Berteaux, à Ermont.
Service dentaire du centre médico-social municipal, 36, boulevard Charles-de-Gaulle, à Sannois.

Seine-et-Marne.

Service dentaire du dispensaire du centre d'essais de Melun-Villaroche, à Moissy-Cramayel.

*Catégorie B.*

(— 30 p. 100 d'abattement.)

Seine.

Service dentaire du dispensaire des œuvres sociales du spectacle, 65, rue Réaumur, à Paris (2e).
Service dentaire du dispensaire de soins Sainte-Marie, 9, rue Poulletier, à Paris (4e).
Service dentaire du centre médico-social Sœur-Rosalie, 32, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, à Paris (5e).
Service dentaire du dispensaire Sainte-Madeleine, 14, rue de la Ville-l'Evêque, à Paris (8e).
Service dentaire du centre médical des anciens combattants et prisonniers de guerre, 25, rue Ballu, à Paris (9e).

Service dentaire du centre d'hygiène et de santé, 41, rue Lucien-Sampaix, à Paris (10e).

Service dentaire du dispensaire populaire de Paris, 71 *ter*, rue Jean-Pierre-Timbaud, à Paris (11e).

Service dentaire du dispensaire de l'école de puériculture de la faculté de médecine de Paris, 26, boulevard Brune, à Paris (14e).

Service dentaire du dispensaire de la Croix-Rouge française, 146, avenue de Saint-Ouen, à Paris (18e).

Service dentaire du dispensaire du groupe d'œuvres sociales de Belleville Marguerite-Marie, 162, rue de Belleville, à Paris (20e).

Service dentaire du dispensaire Sainte-Marguerite-Marie, 13, avenue Lamartine, à Asnières.

Service dentaire du dispensaire Pasteur de la Croix-Rouge française, 6, avenue Pasteur, à Bondy.

Service dentaire du dispensaire de soins Saint-Vincent-de-Paul, 7, rue des Vallées, à Châtenay-Malabry.

Annexe du centre de prophylaxie dentaire municipal, 18, rue Danton, au Petit-Clamart.

Service dentaire du dispensaire Saint-Yves de la Croix-Rouge française, 18, rue Paul-Strauss, à la Courneuve.

Service dentaire du dispensaire municipal, 19, rue Camille-Pelletan, à Levallois.

Service dentaire du dispensaire municipal, 14, rue Eugène-et-M.-L.-Cornet, à Pantin.

Service dentaire du dispensaire de l'Association philanthropique de la Plaine-Saint-Denis, 153-155, avenue du Président-Wilson, à Saint-Denis.

Service dentaire du dispensaire municipal, 12, rue Carnot, à Suresnes.

Service dentaire du centre d'hygiène et d'assistance, 49, avenue du Raincy, à Villemomble.

Seine-et-Oise.

Service dentaire du dispensaire Jeanne-d'Arc, avenue de la Gare, à Vigneux.

Vous voudrez bien porter les indications qui précèdent à la connaissance des caisses de sécurité sociale de votre circonscription et leur donner le maximum de publicité.

Pour le ministre et par délégation :

*Le conseiller d'Etat, directeur général de la sécurité sociale,*

ALAIN BARJOT.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

### Liste des candidats autorisés à participer aux épreuves du médicat des hôpitaux psychiatriques.

Par arrêté du 16 mai 1961, les candidats dont les noms suivent sont autorisés à participer aux épreuves du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 mai 1961, sous réserve de la production des pièces nécessaires à la constitution de leur dossier :

MM.
Achalle (Pierre).
Ajzenberg (Daniel).
Ameil (Marc).
Aubin (Pierre).
Azoulay (Jacques).
Bange (Claude).
Bardis (Claude).
Mlle Barre (Liliane).
Basset (Jacques).
Bastie (Yves).
Benoit (Yves).
BenkhouchaMohamed.
Blanc (Y.).
Bobin (Paul).
Boiteau (Paul).
Mme Born-Segui (Jeanne).
Bouckson (Germain).
Brisset (François).
Burgat (Raymond).
Mme Capron (Claudine).
Carabelli (Pierre).
Challou (Claude).
Chapot (Gaston).
Charriot (Guy).
Chavanne (Jacques).
Clouet (Gérard).
Collin (Janine).
Colmin (Jean).
Cornil (Jean).
Creton (Michel).
Dabbah (Mario).
Dermenghem (Jean-François).
Dessau (René).
Mme Deville-Lentulo (Jacqueline).
Dorenlot (Gilles).
Dubois (René).
Mme du Couedic (Alice).
Dumezil (Claude).
Dussartre (Jean).
Fadeuilhe (André).
Fargeon (André).
Faucret (Michel).
Feron (André).
Ferrant (Jean-Pierre).
Mme Fouche (Françoise).
Mme François (Léone).
Fraunie (Eloi).
Frecourt (Jean).
Mme Frelot (Marie-Thérèse).
Mlle Gerandal (Colette).
Geslain (Pierre).
Gilot (Pierre).
Mlle Grandmontagne (Odette).
Greciet (Gérard).
Mlle Guille (Marie-Claude).
Heinrich (Jean-Pierre).
Huchon (Jean).
Josse (Gaston).
Joussellin (Daniel).
Mme Jude (Germaine).
Jude (Jean-Pierre).
Laborde (Pierre).
Mme Lacabe (Françoise).
Mme Lacassin (Andrée).
Lanteri-Laura (Emile).
Laroche (Jacques).
Mlle Lavoine (Michelle).
Lefebvre (Pierre).
Le Nir (François).
Levêque (Jean).
Mme Lhuissier (Nelly).
Mme Madec (Andrée).
Mme Madre (Jacqueline).
Madre (Jean).
Marchal (André).
Marie (Claude).
Marinier (Robert).
Markovitch (Pierre).
Mathe (André).
Matline (Sammy).
Mme Maudoux (Micheline).
Maury-Lascoux (Jean).
Mayer (Henri).
Merceron (Michel).
Merlin (Louis).
Moisi (Michel).
Monroy (Michel).
Morenon (Jean).
Mlle Mortier (Denise).
Mouzet (Claude).
Mme Nicaise (Josette).
Nicaise (Henri).
Mme Nicolas (Maryvonne).
Noel (Pierre).
Noyer (Jacques).
Mlle Pauget (Françoise).
Mlle Petit (Jacqueline).
Mlle Picard (Monique).
Pilon (Louis).
Plichet (Marianne).
Mme Postel (Madeleine).
Rabardel (Jean).
Rebufat (Pierre).
Mlle Richet (Léone).
Righini (Claude).
Robert (Guy).
Robert (Marcel).
Robin (Charles).
Rouaux (Jean).
Roullet (Alain).
Mme Rousseau (Jacqueline).
Sanchez (François).
Segal (Jean).
Spielmann (Jean-Pierre).
Timsit (Meyer).
Thuilleaux (Michel).
Mlle Tonnel (Micheline).
Valery (Bernard).
Vanet (Gérard).
Mlle Vidal (Blanche).
Veynante (André).
Wilkin (Max-Olivier).

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

### Administration centrale.

Par arrêté du 8 mai 1961, M. Haour (Philippe), administrateur civil de classe exceptionnelle au commissariat général au tourisme, a été nommé chef de service pour compter du 16 avril 1961.

### Administration centrale de la marine marchande.

Par arrêté du 31 janvier 1961, le tableau d'avancement des administrateurs civils du secrétariat général de la marine marchande à la classe exceptionnelle de leur emploi est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1960 :

Mlles Salsac, Chami, M. Hreglich (fonctionnaire en provenance de Tunisie, détaché), Mlle Cosson, Mme Raine, M. Grelet (fonctionnaire en provenance du Maroc).

Par arrêté en date du 17 mai 1961, sont promus au grade d'administrateur civil de classe exceptionnelle les administrateurs civils de 1re classe (3e échelon) dont les noms suivent :

Pour compter du 1er janvier 1960.

Mlles Salsac (Marguerite), Chami (Christiane).

Pour compter du 1er juin 1960.

M. Hreglich (Max) (détaché), Mlle Cosson (Charlotte).

Pour compter du 11 juin 1960.

Mme Raine (Jacqueline).

### Aviation civile.

Par arrêté du 17 mai 1961, M. Preziosi (François), ingénieur adjoint des travaux météorologiques, est détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour une durée d'un an à compter du 1er février 1960, pour exercer les fonctions d'instructeur au centre national tunisien de l'aéronautique civile.

Par arrêté du 17 mai 1961, M. Lecerf (André), adjoint technique principal de la météorologie, est détaché, pour une durée maximum de trois ans à compter du 20 décembre 1960, auprès du ministère des affaires étrangères pour être mis à la disposition de l'Organisation météorologique mondiale, dans le cadre de l'assistance technique des Nations Unies, à titre d'expert météorologiste.

### Conseil général des ponts et chaussées.

Par arrêté du 8 mai 1961, M. Lapebie, ingénieur général des ponts et chaussées, a été attaché au conseil général des ponts et chaussées à compter du 1er mai 1961, date à partir de laquelle il a cessé d'être adjoint à l'ingénieur général chargé de la 3e circonscription d'inspection générale des services ordinaires des ponts et chaussées

### Ecole nationale des ponts et chaussées.

Par arrêté en date du 8 mai 1961 :

M. Darpas, ingénieur des ponts et chaussées, précédemment nommé répétiteur de géométrie à titre provisoire, a été titularisé, à compter du 1er octobre 1960, dans ses fonctions actuelles à l'école nationale des ponts et chaussées, pour une période de cinq ans.

M. Gouet, ingénieur des ponts et chaussées, a été nommé répétiteur de résistance des matériaux, à titre provisoire, pour une période de deux ans à compter du 1er octobre 1960.

### Ponts et chaussées.

Par arrêté du 8 mai 1961, M. Liffort de Buffevent, ingénieur général des ponts et chaussées, a été chargé, pour compter du 1er mai 1961, de la 3e circonscription d'inspection générale des services ordinaires des ponts et chaussées, en remplacement de M. Mitault, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté du 8 mai 1961, M. Lazard (Raymond), ingénieur général des ponts et chaussées, a été chargé par intérim, à compter du 1er mai 1961, des 5e et 6e circonscriptions d'inspection générale des services ordinaires des ponts et chaussées, en remplacement de M. Liffort de Buffevent, appelé à une autre destination.

Par arrêté du 8 mai 1961, M. Lizée, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Rouen, ayant rang et prérogatives d'ingénieur général des ponts et chaussées, a été désigné à ce titre comme adjoint à l'ingénieur général chargé par intérim des 5e et 6e circonscriptions d'inspection générale des services ordinaires des ponts et chaussées.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE

### Administration générale.

Par arrêté en date du 16 mai 1961, Mme Pages (Andrée), ingénieur principal de 1re classe, 3e échelon, des techniques industrielles du corps autonome, est admise à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 23 avril 1961, date à laquelle elle a atteint la limite d'âge de son emploi.

Par arrêté en date du 16 mai 1961, M. François (Roger), ingénieur principal hors classe, 2e échelon, des techniques industrielles du corps autonome, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 9 mars 1961, date à laquelle il a atteint sa limite d'âge personnelle.

### Administration centrale.

TABLEAU D'AVANCEMENT DE CLASSE POUR L'ANNÉE 1960

(Cadre provisoire des agents supérieurs.)

*Pour la hors-classe.*

1 M. Boyer (Louis). — 2 M. Vogelweith (Léo).

*Pour la 1re classe.*

Mlle Montagne (Marcelle).

PROMOTIONS

Par arrêté du 17 mai 1961 :

M. Boyer (Louis), agent supérieur de 1re classe, 4e échelon, est nommé agent supérieur hors classe, 1er échelon, à compter du 1er janvier 1960.

M. Vogelweith (Léo), agent supérieur de 1re classe, 4e échelon, est nommé agent supérieur hors classe, 1er échelon, à compter du 1er janvier 1960.

Mlle Montagne (Marcelle), agent supérieur de 2e classe, 3e échelon, est nommée agent supérieur de 1re classe, 1er échelon, à compter du 1er janvier 1960.

### Service des mines.

Par arrêtés en date du 8 mai 1961, l'honorariat du grade d'ingénieur des travaux publics de l'Etat (mines) a été conféré à MM. Allot (Louis) et Baldy (Albert), ingénieurs des travaux publics de l'Etat (mines) de classe exceptionnelle en retraite.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

### Concours pour le recrutement de secrétaires administratifs des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et le ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès des Français musulmans d'Algérie aux emplois publics de l'Etat ;

Vu la loi n° 51-598 du 24 mai 1951, et notamment l'article 29 ;

Vu le décret n° 50-1590 du 29 décembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des fonctionnaires des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu l'arrêté du 4 février 1954 fixant le programme et les modalités d'admission au concours pour l'emploi de secrétaire administratif des services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu le décret n° 58-1454 du 31 décembre 1958 relatif aux épreuves facultatives complémentaires prévues en faveur des Français musulmans d'Algérie dans les examens et concours donnant accès à certaines catégories d'emplois publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 60-579 du 15 juin 1960 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités de reclassement applicables aux personnels temporaires du ministère de la construction bénéficiaires des dispositions de l'article 58 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957 ;

Sur la proposition du directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de guerre,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'ouverture d'un concours pour le recrutement de vingt secrétaires administratifs dans les services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre est autorisée au cours du second semestre de l'année 1961.

Art. 2. — Sur les vingt postes mis au concours, deux emplois sont réservés aux candidats Français musulmans d'Algérie. Au cas où ils ne seraient pas pourvus, un de ces emplois pourra être attribué aux candidats du concours général, le second demeurera bloqué en vue d'être utilisé pour le recrutement d'agent contractuel dans les conditions fixées à l'article 6 de l'ordonnance du 29 octobre 1958.

Art. 3. — Sur le nombre total des postes mis au concours, quatre postes comporteront obligatoirement exercice de fonctions en Algérie.

Art. 4. — En sus du contingent ouvert à l'article 2, quatre emplois de secrétaire administratif sont réservés aux bénéficiaires des dispositions du décret n° 60-579 du 15 juin 1960.

Art. 5. — Un arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de guerre fixera la date des épreuves, les modalités d'inscription et les conditions d'organisation du concours.

Art. 6. — Le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1961.

*Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de l'administration générale,*
JACQUES PERNET.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
Pour le ministre délégué et par délégation :
*Le directeur général de l'administration et de la fonction publique,*
MARCEAU LONG.

### Concours pour le recrutement de commis dans les services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et le ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958 édictant des mesures destinées à favoriser l'accès des Français musulmans d'Algérie aux emplois publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 58-651 du 30 juillet 1958 portant règlement d'administration publique relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau et de sténodactylographes des administrations centrales et des services extérieurs et de commis des services extérieurs ;

Vu le décret n° 60-579 du 15 juin 1960 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités de reclassement applicables aux personnels temporaires du ministère de la construction bénéficiaires des dispositions de l'article 58 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'ouverture de deux concours pour le recrutement de quarante commis dans les services extérieurs du ministère des anciens combattants et victimes de guerre est autorisée au cours du second semestre de l'année 1961 dans les conditions prévues à l'article 14 du décret du 30 juillet 1958 susvisé.

Art. 2. — Un arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de guerre fixera la date des épreuves, les conditions d'inscription et les modalités d'organisation des concours.

Art. 3. — En sus du contingent ouvert à l'article 1er, quatre emplois de commis sont réservés aux bénéficiaires des dispositions du décret n° 60-579 du 15 juin 1960.

Art. 4. — Le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 mai 1961.

*Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de l'administration générale,*
JACQUES PERNET.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
Pour le ministre délégué et par délégation :
*Le directeur général de l'administration et de la fonction publique,*
MARCEAU LONG.

## MINISTERE DE L'INFORMATION

**Décrets du 18 mai 1961 fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage de centres radio-électriques dans l'intérêt des réceptions radio-électriques.**

Par décret en date du 18 mai 1961, est approuvé le plan annexé au présent décret fixant les limites de la zone de protection et de la zone de garde instituées autour du centre radio-électrique du pic du Midi (Hautes-Pyrénées).

La zone de protection est définie par le contour extérieur et la zone de garde par le cercle intérieur tracés sur le plan joint.

Sont applicables à ces zones les dispositions de l'article L. 108 du code des P. T. T.

Dans la zone de garde radio-électrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'arrêté du 21 août 1953, existant à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radio-électriques, devront être modifiés ou transformés dans le délai maximum d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

Par décret en date du 18 mai 1961, est approuvé le plan annexé au présent décret fixant les limites de la zone de protection et de la zone de garde instituées autour du centre radio-électrique du Puy-de-Dôme.

La zone de protection est définie par le cercle extérieur et la zone de garde par le cercle intérieur tracés sur le plan joint.

Sont applicables à ces zones les dispositions de l'article L. 108 du code des P. T. T.

Dans la zone de garde radio-électrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'arrêté du 21 août 1953, existant à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radio-électriques, devront être modifiés ou transformés dans le délai maximum d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

## EMPLOIS RESERVES

### NOMINATIONS

**Ministère des armées.**

Par arrêté du 13 décembre 1960, M. Peltier (Raymond) a été nommé agent de bureau stagiaire dans les services extérieurs du ministère des armées à Saint-Maixent (Deux-Sèvres) en application du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1re et 2e partie, livre III, titre III, chapitre IV) et sous réserve du résultat favorable des visites médicales prévues à l'article 13 du décret n° 59-310 du 14 février 1959 (application du statut général des fonctionnaires).

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

RÉUNION DE PLEIN DROIT DU PARLEMENT
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 16 DE LA CONSTITUTION
ET 2e SESSION ORDINAIRE DE 1960-1961

**Réunions de commissions du jeudi 25 mai 1961.**

Commission de la production et des échanges, à quinze heures. — Salle Colbert.

Commission *ad hoc* chargée d'examiner une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (n° 1193), à quinze heures. — Local n° 250.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

**Ministère des armées.**

**Avis relatif au recrutement direct d'ingénieurs militaires des travaux de l'air au titre de l'année 1961.**

Huit postes d'ingénieurs militaires des travaux de l'air sont à pourvoir en 1961 par voie de recrutement direct au ministère des armées dans les conditions prévues par l'article 51 *quinquies* de la loi du 9 avril 1935 et l'arrêté du 29 mai 1945, modifié et complété par les arrêtés des 31 mai 1946 et 28 avril 1947.

Ce recrutement est réservé aux élèves de l'école nationale d'arts et métiers qui obtiendront leur diplôme d'ingénieur en 1961.

Pour tous renseignements sur les conditions de ce recrutement et l'indication des pièces à produire pour la constitution des dossiers de candidature, adresser toute demande au ministère des armées (direction technique et industrielle de l'aéronautique), 26, boulevard Victor, Paris (15e).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

**Avis de concours pour le recrutement d'ingénieurs stagiaires du service des laboratoires du ministère des finances.**

En application d'un arrêté du 17 avril 1961, publié au *Journal officiel* du 22 avril 1961, est autorisée l'ouverture d'un concours pour le recrutement de trois ingénieurs stagiaires des laboratoires du ministère des finances.

Sur les trois places mises au concours, qui comportent exercice de fonctions en Algérie, une sera réservée aux Français musulmans d'Algérie.

Les épreuves du concours débuteront le mardi 17 octobre 1961.

Elles se dérouleront, au choix du candidat, à Paris ou à Alger.

Sur demande adressée au chef du service des laboratoires du ministère des finances, 1, rue Gabriel-Vicaire, à Paris (3e) (téléphone TUR 53-63), il sera fourni une notice comportant toutes précisions sur les modalités du concours (conditions et diplômes exigés pour concourir, pièces justificatives à produire à l'appui des demandes d'inscription, nature et programmes des épreuves) et sur les avantages de carrière (avancement, classement hiérarchique, traitement et indemnités).

Les demandes d'inscription ainsi que les pièces justificatives à produire à l'appui de ces demandes devront être fournies le 15 septembre 1961 au plus tard.

MINISTERE DES FINANCES

# LOTERIE

Le tirage de la vingtième tranche de la loterie nationale 1961 a eu lieu

**Ce tirage a désigné comme gagnants les billets**

| Nombre de lots. | Terminaisons | Montant des lots (1) | Sommes à payer (2) | Nombre de lots. | Terminaisons | Montant des lots (1) | Sommes à payer (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 80.000 | *4* | 30 NF. | 30 NF. | 80 | *1.437* | 500 NF. | 500 NF. |
| 80.000 | *5* | 30 NF. | 30 NF. | 80 | *9.679* | 500 NF. | 500 NF. |
| 8.000 | *21* | 60 NF. | 60 NF. | 80 | *9.652* | 500 NF. | 500 NF. |
| 8.000 | *41* | 60 NF. | 60 NF. | 80 | *9.877* | 500 NF. | 500 NF. |
| 8.000 | *15* | 60 NF. | 90 NF. | 80 | *9.926* | 500 NF. | 500 NF. |
| 8.000 | *71* | 60 NF. | 60 NF. | 80 | *7.876* | 500 NF. | 500 NF. |
| 8.000 | *64* | 60 NF. | 90 NF. | 80 | *7.307* | 500 NF. | 750 NF. |
| 800 | *299* | 120 NF. | 120 NF. | 80 | *3.553* | 500 NF. | 500 NF. |
| 800 | *579* | 120 NF. | 120 NF. | 80 | *0.429* | 500 NF. | 500 NF. |
| 800 | *236* | 120 NF. | 120 NF. | 80 | *1.569* | 500 NF. | 500 NF. |
| 800 | *448* | 120 NF. | 120 NF. | 80 | *5.107* | 800 NF. | 800 NF. |
| 800 | *348* | 120 NF. | 120 NF. | 80 | *4.739* | 800 NF. | 800 NF. |
| 800 | *791* | 200 NF. | 200 NF. | 80 | *8.065* | 800 NF. | 830 NF. |
| 800 | *307* | 250 NF. | 250 NF. | 80 | *1.787* | 800 NF. | 800 NF. |
| 800 | *755* | 250 NF. | 280 NF. | 80 | *1.559* | 1.000 NF. | 1.000 NF. |

| Nombre de lots. | Le billet portant le numéro : | Montant des lots (1) | Sommes à payer (2) |
|---|---|---|---|
| 1 | *97.485* gagne dans le groupe **3** ..... | 50.000 NF. | 50.030 NF. |
| 1 | *07.852* gagne dans le groupe **1** ..... | 50.000 NF. | 50.000 NF. |
| 1 | *96.285* gagne dans le groupe **1** ..... | 100.000 NF. | 100.030 NF. |
| 1 | *36.806* gagne dans le groupe **5** ..... | 400.000 NF. | 400.000 NF. |
| 1 | *69.598* gagne dans le groupe **8** ..... | 1.000.000 NF. | 1.000.000 NF. |

**AU TOTAL : 207.856 LOTS, DONT 99 EGAUX**

(1) Dans cette colonne figure le montant des lots déterminés par le tirage sans qu'il soit fait état des cumuls éventuels.
(2) Les sommes indiquées dans cette colonne en regard des finales ou numéros gagnants représentent, en cas de cumul, le total des

Le prochain tirage (vingt et unième tranche 1961) aura lieu

ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

# NATIONALE

à Paris (Alhambra Maurice-Chevalier) le mercredi 24 mai 1961, à vingt heures trente.

**portant les terminaisons de numéros et numéros ci-après :**

| Nombre de lots. | Numéros. | Montant des lots (1) | Sommes à payer (2) | Nombre de lots. | Numéros. | Montant des lots (1) | Sommes à payer (2) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | *98.564* | 2.000 NF. | 2.090 NF. | 8 | *99.634* | 6.000 NF. | 6.030 NF. |
| 8 | *76.132* | 2.000 NF. | 2.000 NF. | 8 | *13.754* | 6.000 NF. | 6.030 NF. |
| 8 | *66.774* | 2.000 NF | 2.030 NF. | 8 | *15.564* | 8.000 NF. | 8.090 NF. |
| 8 | *05.645* | 2.000 NF. | 2.030 NF. | 8 | *58.823* | 8.000 NF. | 8.000 NF. |
| 8 | *16.849* | 2.000 NF. | 2.000 NF. | 8 | *18.982* | 10.000 NF. | 10.000 NF. |
| 8 | *48.060* | 4.500 NF. | 4.500 NF | 8 | *79.589* | 10.000 NF. | 10.000 NF. |
| 8 | *10.889* | 4.500 NF. | 4.500 NF. | 8 | *01.260* | 10.000 NF. | 10.000 NF. |
| 8 | *95.506* | 4.500 NF. | 4.500 NF. | 8 | *13.174* | 10.000 NF. | 10.030 NF. |
| 8 | *30.089* | 4.500 NF. | 4.500 NF. | 8 | *83.770* | 10.000 NF. | 10.000 NF. |
| 8 | *12.397* | 4.500 NF. | 4.500 NF. | 8 | *21.244* | 10.000 NF. | 10.030 NF. |
| 8 | *61.685* | 6.000 NF. | 6.030 NF. | 8 | *11.221* | 10.000 NF. | 10.060 NF. |
| 8 | *65.193* | 6.000 NF. | 6.000 NF. | 8 | *66.795* | 10.000 NF. | 10.030 NF. |
| 8 | *67.123* | 6.000 NF. | 6.000 NF. | 8 | *76.249* | 10.000 NF. | 10.000 NF. |
| | | | | 8 | *84.352* | 10.000 NF. | 10.000 NF. |

| Nombre de lots. | Les billets portant le numéro : | Montant des lots (1) | Sommes à payer (2) |
|---|---|---|---|
| 7 | *97.485* gagnent dans les autres groupes..... | 1.500 NF. | 1.530 NF. |
| 7 | *07.852* gagnent dans les autres groupes..... | 1.500 NF. | 1.500 NF. |
| 7 | *96.285* gagnent dans les autres groupes..... | 3.000 NF. | 3.030 NF. |
| 7 | *36.806* gagnent dans les autres groupes..... | 12.000 NF. | 12.000 NF. |
| 7 | *69.598* gagnent dans les autres groupes..... | 50.000 NF. | 50.000 NF. |

**OU SUPERIEURS A 10.000 NF.**

différents lots attribués à ces finales ou numéros. Donc, une seule ligne et une seule somme à lire par billet gagnant.

le mercredi 31 mai 1961 à Montmorency (Seine-et-Oise).

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

# SITUATION RÉSUMÉE DES OPÉRATIONS DU TRÉSOR

## AU 31 DECEMBRE 1960

ET

## DEVELOPPEMENTS DIVERS, D'OPERATIONS BUDGETAIRES ET DE TRESORERIE


| | Désignation des pages |
|---|---|
| ANALYSE | — |
| La présente publication comprend deux séries de tableaux statistiques: | |
| A. — La situation résumée des opérations du Trésor proprement dite qui constitue la balance des opérations du Trésor depuis le 1er janvier 1960. | |
| Cette situation comprend: | |
| I. — Le tableau sommaire des charges et ressources du Trésor faisant apparaître le solde de l'exécution des lois de finances et celui des emprunts et des moyens de trésorerie..... | 4713 |
| II. — Des tableaux de développement reprenant le détail des diverses lignes du tableau sommaire et concertant les opérations suivantes: | |
| TABLEAU A. — Opérations de caractère définitif... | 4715 |
| TABLEAU B. — Opérations de caractère temporaire. | 4717 |
| TABLEAU C. — Opérations d'emprunts..... | 4719 |
| TABLEAU D. — Opérations des correspondants du Trésor ..... | 4722 |
| TABLEAU E. — Comptes avec les instituts d'émission de la zone franc..... | 4724 |
| TABLEAU F. — Mouvements des encaisses et fonds en route..... | 4724 |
| B. — Des tableaux annexes reprenant certains chiffres donnés dans les tableaux de développement, soit pour en compléter le détail, soit pour en donner une présentation différente en vue d'autres utilisations. | |
| Les tableaux annexes comprennent: | |
| ANNEXE 1. — Détail par ministère des dépenses budgétaires ..... | 4725 |
| ANNEXE 2. — Détail par ligne des recettes budgétaires ..... | 4727 |
| ANNEXE 3. — Evolution et situation de la dette publique de l'Etat et du budget annexe des postes et télécommunications: | |
| A. — Tableau récapitulatif..... | 4728 |
| B. — Dette intérieure de l'Etat non exigible ..... | 4729 |
| C. — Dette extérieure de l'Etat non exigible ..... | 4732 |
| D. — Dette de l'Etat exigible (intérieure et extérieure)..... | 4733 |
| E. — Dette propre du budget annexe des postes et télécommunications... | 4734 |
| F. — Situation en devises de la dette extérieure ..... | 4735 |
| ANNEXE 4. — A. — Situation des encaisses des comptables du Trésor..... | 4736 |
| B. — Situation d'ensemble des relations du Trésor avec les instituts d'émission de la zone franc..... | 4736 |
| ANNEXE 5. — Tableau des échéances des bons du Trésor ..... | 4737 |
| ANNEXE 6. — Situation des comptes des correspondants du Trésor..... | 4737 |
| ANNEXE 7. — Situation résumée des opérations faites en devises..... | 4738 |
| ANNEXE 8. — Situation résumée des opérations des comptables des postes et télécommunications ..... | 4739 |

# I — TABLEAU SOMMAIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

| NUMERO d'ordre | | OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS du mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges. | Ressources | Charges. | Ressources. |
| | | (Milliards de nouveaux francs.) | | | |
| | **1. — EXECUTION DES LOIS DE FINANCES** | | | | |
| | A. — OPERATIONS DE CARACTERE DEFINITIF (1) | | | | |
| | *a*) **Budget général.** | | | | |
| | **1959.** | | | | |
| | (Opérations de la période complémentaire.) | | | | |
| 1 | *Dépenses* | 2,43 | » | 0,01 | » |
| 2 | *Recettes* | » | 0,95 | » | » |
| | **1960.** | | | | |
| 3 | Dépenses civiles (titres I à VI) | 39,87 | » | 5,98 | » |
| 4 | Dépenses militaires (titres III, IV et V) | 14,70 | » | 1,04 | » |
| 5 | Réparation de dommages de guerre (titre VII) (3) | 2,01 | » | 0,27 | » |
| | *Recettes:* | | | | |
| 6 | Recettes fiscales | » | 53,75 | » | 6,00 |
| 7 | Autres recettes budgétaires | » | 6,39 | » | 1,31 |
| 8 | Fonds de concours | » | 1,23 | » | 0,17 |
| | **1961.** | | | | |
| 9 | *Dépenses* | 1,09 | » | 1,03 | » |
| 10 | Totaux: opérations budgétaires (§ 1) | 60,10 | 62,32 | 8,33 | 7,48 |
| | *b*) **Budgets annexes.** | | | | |
| 11 | Dépenses d'équipement des postes et télécommunications financées par l'emprunt | » | » | » | » |
| 12 | *c*) **Comptes d'affectation spéciale** (2). | 2,89 | 3,26 | 0,29 | 0,17 |
| 13 | Totaux des opérations de caractère définitif (§ A) | 62,99 | 65,58 | 8,62 | 7,65 |
| | B. — OPERATIONS DE CARACTERE TEMPORAIRE | | | | |
| | *a*) COMPTES DE PRÊTS | | | | |
| 14 | Prêts du fonds de développement économique et social | 3,83 | 0,52 | 0,66 | 0,12 |
| 15 | Prêts aux organismes des habitations à loyers modérés | 2,13 | 0,11 | 0,28 | » |
| 16 | Consolidation des prêts spéciaux à la construction | 1,42 | 0,07 | » | » |
| 17 | Autres prêts | 0,01 | » | » | » |
| 18 | Avances consolidées | 0,04 | 0,04 | » | 0,03 |
| 18 *bis* | Totaux | 7,43 | 0,74 | 0,94 | 0,15 |
| 19 | *b*) AUTRES COMPTES SPÉCIAUX (charge nette ou ressource nette) | 0,05 | » | 0,54 | » |
| 20 | Totaux des opérations de caractère temporaire (§ B) | 7,48 | 0,74 | 1,48 | 0,15 |
| | Totaux généraux (§ 1) | 70,47 | 66,32 | 10,10 | 7,80 |
| | Solde de l'exécution des lois de finances | 4,15 | » | 2,30 | » |

(1) Articles 21, 22 et 23 } Loi de finances pour 1960 (59-1454 du 26 décembre 1959).
(2) Article 24 }
(3) Déduction faite de la ligne n° 619, tableau D, § *b* (page 4722), excédent créditeur du compte courant de la C. A. R. E. C. (voir page 4715, tableau A).

# I. — TABLEAU SOMMAIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (suite)

| NUMERO d'ordre. | 2. — OPERATIONS DE TRESORERIE | OPÉRATIONS du 1er janvier au 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS du mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Charges. | Ressources. | Charges. | Ressources. |
| | | (Milliards de nouveaux francs.) | | | |
| | A. — CHARGES D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE | | | | |
| | *Echéances d'emprunts.* | | | | |
| 21 | Dette intérieure. — Dette à moyen et long terme | 1,54 | » | 0,61 | » |
| 22 | Dette intérieure. — Titres de dommages de guerre | 0,86 | » | 0,18 | » |
| 23 | Dette extérieure | 0,93 | » | 0,17 | » |
| 24 | Total des charges d'amortissement de la dette publique | 3,33 | » | 0,96 | » |
| | B. — EMPRUNTS | | | | |
| 25 | Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme — Emissions dans le public | » | » | » | » |
| 26 | Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme — Titres de dommages de guerre | » | 0,83 | » | 0,18 |
| 27 | Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme — Autres emprunts | » | 0,06 | » | 0,02 |
| 28 | Emissions d'emprunts extérieurs | » | » | » | » |
| 29 | Bons du Trésor — Comptes courants — Secteur bancaire et divers | » | 1,75 | » | 0,43 |
| 30 | Bons du Trésor — Comptes courants — Correspondants du Trésor | » | 0,16 | 0,17 | » |
| 31 | Bons du Trésor — Comptes courants — Institut d'émission de la zone franc | 0,47 | » | 0,12 | » |
| 32 | Bons du Trésor — Bons sur formules | » | 3,38 | » | 0,38 |
| 33 | Avances de la Banque de France | 1,74 | » | » | 0,30 |
| 34 | Diverses opérations relatives aux emprunts | » | 0,25 | » | 0,13 |
| 35 | Totaux emprunts | 2,21 | 6,43 | 0,29 | 1,44 |
| | C. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR | | | | |
| 36 | Services de l'Etat dotés d'un budget annexe — Fonds d'emprunts émis par les postes et télécommunications | » | » | » | » |
| | Services de l'Etat dotés d'un budget annexe — Autres opérations | » | 1,00 | » | 0,77 |
| | Solde net | » | 1,00 | » | 0,77 |
| 37 | Etablissements du secteur public (1) | » | 0,42 | » | 0,28 |
| 38 | Collectivités administratives | » | 1,84 | » | 0,91 |
| 39 | Divers correspondants | » | 0,13 | » | 0,48 |
| 40 | Totaux : correspondants du Trésor | » | 3,39 | » | 2,44 |
| 41 | D. — COMPTES DES INSTITUTS D'EMISSION DE LA ZONE FRANC | 0,14 | » | » | 0,11 |
| 42 | E. — MOUVEMENTS DES ENCAISSES | 0,17 | » | 0,22 | » |
| 43 | E. — FONDS DE ROUTE | » | 0,18 | 0,22 | » |
| | Totaux généraux | 5,85 | 10,00 | 1,69 | 3,99 |
| | Solde des opérations de trésorerie | » | 4,15 | » | 2,30 |

(1) Déduction faite du solde de la ligne n° 619, tableau D (§ *b*) (p. 4722), excédent créditeur du compte courant de la C. A. R. E. C. compris dans la ligne n° 5 (p. 4715, tableau A).

# II. — TABLEAUX DE DEVELOPPEMENT

## A. — OPERATIONS DE CARACTERE DEFINITIF

### a) Budget général.

| NUMERO d'ordre | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes | Dépenses. | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **1. — OPERATIONS COMPLEMENTAIRES DE 1959** | | | | |
| 1 | Dépenses. Civiles | (2) 1.451.216 | » | 5.299 | » |
| 2 | Dépenses. Militaires | (3) 894.733 | » | » | » |
| 3 | Dépenses. Effectuées sur ressources affectées | 79.170 | » | » | » |
| | Dépenses. Total (ligne 1 du tableau I) | 2.428.119 | » | 5.299 | » |
| 4 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente. Recettes pour lesquelles des crédits à l'enlèvement ont été accordés par l'administration des douanes en gestion 1959 | » | 476.750 | » | » |
| 5 | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente. Autres recettes | » | (4) 170.786 | » | » |
| | Apurement des recettes et des dépenses imputées à des comptes d'attente. Total (ligne 2 du tableau I) | » | 947.536 | » | » |
| | Total des opérations relatives à la gestion précédente | (5) 2.428.119 | 947.536 | 5.299 | » |
| | **2. — 1960** | | | | |
| | DÉPENSES | | | | |
| 6 | Fonctionnement des services civils (titres I à IV) | 33.719.169 | » | 5.628.615 | » |
| 7 | Investissements civils exécutés par l'Etat, subventions et participations (titres V et VI) | 5.921.803 | » | 1.132.213 | » |
| 8 | Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente. Dépenses de fonctionnement | 225.576 | » | (6)(—) 775.148 | » |
| 9 | Dépenses civiles imputées à des comptes d'attente. Dépenses d'investissements | 732 | » | (6)(—) 4.971 | » |
| | Total des dépenses civiles (ligne 3 du tableau I) | 39.870.580 | » | 5.980.739 | » |
| 10 | Fonctionnement des services militaires (titres III et IV) | 9.298.777 | » | 189.660 | » |
| 11 | Equipement des services militaires (titre V) | 5.280.974 | » | 852.353 | » |
| 12 | Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente. Dépenses de fonctionnement | 113.846 | » | 21.739 | » |
| 13 | Dépenses militaires imputées à des comptes d'attente. Dépenses d'équipement | 1.686 | » | (6)(—) 21.322 | » |
| | Total des dépenses militaires (ligne 4 du tableau I) | 14.695.283 | » | 1.039.439 | » |
| | *Réparation des dommages de guerre* (titre VII). | | | | |
| 16 | Versements à la caisse autonome de la reconstruction | 1.956.542 | » | 391.300 | » |
| 17 | Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane | 4.373 | » | » | » |
| 18 | Reconstitution du réseau de la Société nationale des chemins de fer français | 66.000 | » | 16.500 | » |
| 20 | Dépenses imputées à des comptes d'attente | » | » | (6)(—) 57.156 | » |
| | Total (1) (ligne 5 du tableau I) | 2.026.915 | » | 350.644 | » |
| | Total des dépenses du budget de 1960 | 56.592.778 | » | 7.370.822 | » |

(1) La charge des dépenses des dommages de guerre supportée par la Trésorerie depuis le 1er janvier 1960 s'élève à (ligne 6 du tableau I.:

| | |
|---|---|
| En effet, il convient de rectifier les résultats des lignes 16 à 20 | 2.026.915 |
| En déduisant l'excédent créditeur de l'année du compte courant de la C. A. R. E. C. | — 13.940 |
| Soit | 2.012.975 |

(2) Déduction faite d'une somme de 54.390 milliers de NF représentant le montant de dépenses diverses transportées à la ligne n° 8 pour imputation définitive au budget de 1960 et aux lignes n°s 8 et 9 de la situation au 31 décembre 1959.

(3) Déduction faite d'une somme de 86.230 milliers de NF représentant le montant de dépenses transportées à la ligne n° 9 pour imputation définitive au budget de 1960 et aux lignes n°s 12 et 13 de la situation au 31 décembre 1959.

(4) Ces recettes se décomposent comme suit: 1° 373.220 milliers de NF, versements du S. E. I. T. A.; 2° 108.416 milliers de NF, montant des retenues pour pensions civiles P. T. T. Déduction faite de 10.850 milliers de NF imputés à un compte d'attente en 1959 et transportés au budget de 1960 en attendant l'imputation définitive qui sera faite ultérieurement, soit 481.636 milliers de NF — 10.850 milliers de NF = 470.786 milliers de NF.

(5) D'après la situation au 31 décembre (*Journal officiel* du 22 mai 1960, page 4676), ces paiements s'élevaient à 2.560.050 — 140.620 soit: 2.419.430 milliers de NF. La différence représente le montant d'opérations comptabilisées postérieurement à l'établissement de la situation du 31 décembre 1959.

(6) Réduction provenant d'imputations aux comptes définitifs de dépenses.

## a) Budget général (suite et fin).

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **Recettes.** | | | | |
| | *Recettes fiscales.* | | | | |
| 25 | Contributions directes | » | 20.617.221 | » | 2.373.456 |
| 26 | Enregistrement et timbre | » | 3.723.266 | » | 627.975 |
| 28 | Douanes | » | (1) 6.621.390 | » | 668.172 |
| 29 | Contributions indirectes | » | 1.053.531 | » | 119.480 |
| 30 | Taxes sur les transports de marchandises | » | 190.636 | » | 7.506 |
| 31 | Taxes sur la valeur ajoutée et sur les prestations de service | » | 19.558.982 | » | 2.719.926 |
| 32 | Taxes uniques | » | 1.978.177 | » | 328.842 |
| 33 | Recettes imputées à des comptes d'attente | » | 12.117 | » | (3)(—)874.566 |
| | Total des recettes fiscales (ligne 6 du tableau I) | » | 53.755.320 | » | 6.000.791 |
| | *Autres recettes budgétaires.* | | | | |
| 34 | Monopoles, exploitations industrielles et revenus du domaine de l'Etat | » | (2) 2.330.674 | » | 215.670 |
| 35 | Produits divers | » | 3.454.086 | » | 972.966 |
| 36 | Ressources exceptionnelles en contrepartie des dépenses de reconstruction et d'équipement | » | 575.931 | » | 124.019 |
| 37 | Ressources exceptionnelles, coopération internationale | » | 31.220 | » | » |
| 38 | Recettes non fiscales imputées à des comptes d'attente | » | » | » | » |
| | Total (ligne 7 du tableau I) | » | 6.391.911 | » | 1.312.655 |
| 39 | Fonds de concours, ordinaires et spéciaux | » | 975.021 | » | 153.515 |
| 40 | Fonds de concours, coopération internationale | » | 253.919 | » | 19.167 |
| | Total (ligne 8 du tableau I) | » | 1.228.940 | » | 172.682 |
| | Total des recettes du budget de 1960 | » | 61.376.171 | » | 7.486.128 |
| | 3. — **1961.** | | | | |
| 41 | Paiements faits aux unités administratives (Air, Guerre, Marine) | 998.614 | » | 932.985 | » |
| | Paiements effectués au titre de règlement d'arrérages de pensions | 85.888 | » | 85.888 | » |
| | Total des opérations du budget de 1961 (ligne n° 9 du tableau I) | 1.084.502 | » | 1.018.873 | » |
| | RECAPITULATION DES OPERATIONS DU BUDGET GENERAL | | | | |
| | Opérations relatives à la gestion précédente | 2.128.119 | 947.536 | 5.299 | » |
| | Dépenses du budget de 1960 | 56.592.778 | » | 7.370.822 | » |
| | Recettes du budget de 1960 | » | 61.376.171 | » | 7.486.128 |
| | Opérations du budget de 1961 | 1.084.502 | » | 1.018.873 | » |
| | Totaux généraux des opérations du budget général exécutées dans l'année 1960 (ligne 10 du tableau I) | 60.105.399 | 62.323.707 | 8.394.994 | 7.486.128 |
| | Dont, en devises étrangères | 717.164 | 321.903 | 104.716 | 36.092 |

(1) Déduction faite d'une somme de 610.762 milliers de nouveaux francs représentant les crédits du droit à l'enlèvement accordés par l'administration des douanes.
(2) Dont 1.853.510 milliers de nouveaux francs représentant le montant des recettes constatées au titre du S. E. I. T. A.
(3) Réduction provenant d'imputations aux comptes définitifs de recettes.

### b) Budgets annexes.

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| 100 | Dépenses d'équipement des Postes et Télécommunications financées par l'emprunt (ligne 11 du tableau I) | » | » | (1) (—) 337 | » |

(1) Transport à la ligne 606-2, tableau D.

### c) Comptes d'affectation spéciale.

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| 101 | Loterie nationale (exercice précédent et courant) | 661.903 | 663.640 | 102.972 | 59.677 |
| 102 | Fonds national pour le développement des adductions d'eau | 93.273 | 53.892 | 21.425 | 6.297 |
| 103 | Fonds forestier national | 58.577 | 65.171 | 7.714 | 8.735 |
| 104 | Réception des équipements et matériels du plan d'assistance militaire | 307.746 | 307.746 | 906 | 906 |
| 105 | Financement des diverses dépenses d'intérêt militaire | 505.114 | 503.795 | 64.734 | 62.112 |
| 106 | Opérations de reconstruction effectuées pour le compte de la caisse autonome de la reconstruction | 251.628 | 251.628 | 80.048 | 80.048 |
| 107 | Allocations aux familles d'enfant recevant l'enseignement du premier degré | 323.584 | 369.673 | 26.717 | 46.817 |
| 108 | Dépenses diverses en contrepartie de l'aide américaine | » | » | » | » |
| 109 | Compte des certificats pétroliers | 2.327 | 7.619 | » | » |
| 112 | Fonds spécial d'investissement routier | 301.003 | 480.649 | 102.970 | 69.680 |
| 113 | Fonds d'assainissement du marché de la viande | » | » | (1)(—) 55.430 | (1)(—) 71.366 |
| 114 | Fonds d'assainissement du marché du lait et des produits laitiers | » | » | (1)(—) 81.503 | (1)(—)110.416 |
| 115 | Fonds d'encouragement à la production textile | 46.577 | 81.560 | 9.103 | 10.125 |
| 116 | Fonds de soutien aux hydrocarbures | 298.160 | 318.371 | 54.069 | 22.081 |
| 120 | Opérations diverses | 101.233 | 152.800 | 27.638 | 13.112 |
| 120 *bis* | Opérations de dépenses payables par virements différés | (—) 57.631 | » | (—) 61.391 | » |
| | Total des comptes d'affectation spéciale (ligne 12 du tableau I) | 2.893.494 | 3.256.544 | 296.672 | 167.808 |
| | Dont, en devises étrangères | » | » | » | » |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | Budget général | 60.105.399 | 62.323.707 | 8.391.991 | 7.486.128 |
| | Budgets annexes | » | » | (—)(2) 337 | » |
| | Comptes d'affectation spéciale | 2.893.494 | 3.256.544 | 296.672 | 167.808 |
| | Totaux des opérations de caractère définitif (ligne 13 du tableau I) | 62.998.893 | 65.580.251 | 8.691.329 | 7.653.936 |

(1) Transport à la ligne n° 615 du tableau D par suite de l'institution du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (voir page 4722).
(2) Transport à la ligne 606-2, tableau D.

## B. — OPERATIONS DE CARACTERE TEMPORAIRE

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | *a*) **Comptes de prêts.** | | | | |
| 121 | Prêts du Fonds de développement économique et social (ligne 14 du tableau I) | 3.628.757 | 516.516 | 661.519 | 115.971 |
| 122 | Prêts aux organismes des habitations à loyers modérés (ligne 15 du tableau I) | 2.126.881 | 110.402 | 278.363 | » |
| 123 | Consolidation de prêts spéciaux à la construction (ligne 16 du tableau I) | 1.423.608 | 73.596 | » | 6.751 |
| 124 | Autres prêts (ligne 17 du tableau I) | 18.120 | 3.491 | » | 1.237 |
| 125 | Avances consolidées (ligne 18 du tableau I) | 38.000 | 36.908 | 300 | 20.462 |
| | Total des comptes de prêts (ligne 18 *bis* du tableau I) | 7.435.366 | 740.913 | 940.182 | 144.421 |
| | *A reporter* | 7.435.366 | 740.913 | 940.182 | 144.421 |

## B — OPERATIONS DE CARACTERE TEMPORAIRE (suite et fin).

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes. | Dépenses | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | *Report*..... | 7.435.366 | 740.913 | 940.182 | 144.421 |
| | **b) Autres comptes spéciaux.** | | | | |
| | *Comptes d'avances au Trésor.* | | | | |
| 130 | Aux budgets annexes..... | 69.934 | 65.074 | » | » |
| 131 | Aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat..... | » | 41.753 | » | 1.255 |
| 132 | A des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte.. | » | » | » | » |
| 133 | A la Société nationale des chemins de fer français..... | » | 53.824 | » | 53.824 |
| 134 | Aux départements, communes, établissements et divers organismes sur le produit des impositions leur revenant..... | 4.684.551 | 4.535.654 | 697.441 | 191.793 |
| 135 | Aux collectivités métropolitaines..... | 25.474 | (1) 18.648 | 6.426 | 1.710 |
| 136 | Aux territoires d'outre-mer et Etats membres de la Communauté..... | 12.977 | (2) 37.477 | 580 | 1.449 |
| 137 | A des entreprises industrielles ou commerciales..... | » | 2 | » | » |
| 138 | A divers organismes, services ou particuliers..... | 7.527 | 14.865 | 1.134 | 520 |
| 139 | A des gouvernements ou services étrangers ou à des organismes internationaux | » | » | » | » |
| 140 | A divers organismes de caractère social..... | 80.000 | » | 35.000 | » |
| | Totaux ..... | 4.880.463 | 4.767.297 | 740.581 | 250.551 |
| | *Comptes de commerce.* | | | | |
| 150 | Subsistances militaires..... | 455.941 | 446.068 | 52.441 | 2.776 |
| 151 | Gestion de titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat..... | 138.241 | 133.061 | 500 | 21.755 |
| 152 | Réception et vente de marchandises de l'aide américaine..... | 12.931 | 119.005 | 3.327 | 6.729 |
| 153 | Fabrication d'armement et de certains matériels aéronautiques..... | 1.671.812 | 1.673.322 | 228.768 | 126.965 |
| 154 | Fonds de garantie mutuelle et d'orientation de la production agricole..... | » | » | (3)(-)59.117 | (3)(-)30.617 |
| 155 | Fonds national d'aménagement du territoire..... | 201.426 | 60.999 | 61.903 | 14.724 |
| 156 | Opérations de compensation sur denrées et produits divers..... | 297.203 | 317.599 | 141.307 | 153.983 |
| 160 | Opérations diverses..... | 151.489 | 212.922 | (4)(-)26.591 | 24.705 |
| | Totaux ..... | 2.929.043 | 2.962.976 | 402.538 | 321.020 |
| | *Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.* | | | | |
| 165 | Aide consentie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique..... | 37.401 | 7.320 | » | » |
| 167 | Contribution des nations signataires du pacte Atlantique au financement de diverses dépenses d'intérêt militaire..... | 492.000 | 479.424 | 62.000 | 40.726 |
| 169 | Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers..... | 55.791 | 53.635 | 772 | 626 |
| 170 | Comptes d'exécution de divers accords financiers avec des gouvernements étrangers ..... | 49.779 | 29.269 | 2.104 | 621 |
| 175 | Opérations diverses..... | » | » | » | » |
| | Totaux ..... | 634.971 | 569.648 | 64.876 | 41.973 |
| | *Comptes d'opérations monétaires.* | | | | |
| 176 | Pertes et bénéfices de change..... | 20.250 | 70.804 | 8.625 | 5.584 |
| 177 | Emission de billets du Trésor libellés en francs Djibouti..... | 921 | 2.819 | 57 | » |
| 178 | Compte d'opérations monétaires et de règlement avec les banques nationales du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam..... | » | 12.353 | » | » |
| 179 | Participation française au fonds européen..... | 32.170 | » | » | » |
| 180 | Compte d'émission des monnaies métalliques..... | » | 60.000 | » | 60.000 |
| 181 | Opérations diverses..... | 19.021 | 16.618 | 7.979 | 1.772 |
| | Totaux ..... | 72.362 | 162.594 | 16.661 | 67.356 |
| | *Comptes en liquidation.* | | | | |
| 185 | Réalisation des surplus américains et des biens prélevés en Allemagne..... | 178 | 1.011 | » | 11 |
| 186 | Liquidation des organismes professionnels..... | » | » | » | » |
| 187 | Comptes d'opérations effectuées dans les pays étrangers..... | 8.197 | 10.518 | 560 | 798 |
| 188 | Opérations consécutives à l'introduction du franc en Sarre..... | » | » | » | » |
| 190 | Opérations diverses..... | » | 1.895 | » | 295 |
| | Totaux ..... | 8.375 | 13.424 | 560 | 1.104 |
| | *Apurements comptables (pour ordre).* | | | | |
| 191 | Apurements ..... | » | » | » | » |
| | Total des autres comptes spéciaux (ligne 19 du tableau I)..... | 8.525.214 | 8.475.939 | 1.225.216 | 682.004 |
| | Total des opérations de caractère temporaire (ligne 20 du tableau I). | 15.960.580 | 9.216.852 | 2.165.398 | 826.425 |
| | Dont, en devises étrangères..... | 106.962 | 575.813 | 9.306 | 46.398 |

(1) Dont 9.100 milliers de nouveaux francs d'avances consolidées. } Cf. au montant des dépenses de la ligne n° 125.
(2) Dont 28.900 milliers de nouveaux francs d'avances consolidées. }

(3) Transport à la ligne n° 615 du tableau D par suite de l'institution du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (voir page 4722).

(4) Réduction provenant de l'imputation aux comptes définitifs de dépenses, d'opérations de virements différés réalisées le mois précédent.

## C. — EMPRUNTS

Les détails de ces opérations figurent dans la situation de la dette publique sous les numéros de rubriques qui sont regroupés dans la marge du tableau ci-dessous. D'autre part, les opérations constatées en atténuation des ressources ou des charges de la dette de l'Etat figurent au présent tableau sous les numéros d'ordre 601 à 604.

| NUMÉROS des rubriques de la situation de la dette publique. — Annexe n° 3. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Échéances ou remboursements. — Dépenses. | Émissions ou avances. — Recettes. | Échéances ou remboursements. — Dépenses. | Émissions ou avances. — Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **I. — CHARGES D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE** | | | | |
| | **Echéances d'emprunts.** | | | | |
| 305 à 370, de 372 à 379 | Dette intérieure — Dette amortissable à moyen et long terme (ligne 21 du tableau I) | 1.540.832 | » | 612.124 | » |
| 371 | Dette intérieure — Titres de dommages de guerre (ligne 22 du tableau I) | 857.101 | » | 179.433 | » |
| 415 à 428 et de 440 à 455 | Dette extérieure (ligne 23 du tableau I) | 931.340 | » | 171.478 | » |
| | Totaux du paragraphe I (ligne 24 du tableau I) | 3.329.273 | » | 963.035 | » |
| | Dont, en devises étrangères | » | » | » | » |
| | II. — **EMPRUNTS** | | | | |
| | **A. — Emissions d'emprunts intérieurs à long et moyen terme.** | | | | |
| | *Emissions dans le public au cours de l'année 1960.* | | | | |
| | Emprunt de (montant des émissions) (ligne 25 du tableau I) | » | » | » | » |
| | Primes de remboursement | » | » | » | » |
| | Total | » | » | » | » |
| 371 | Titres de dommages de guerre (ligne 26 du tableau I) | » | 832.120 | » | 180.211 |
| | *Autres emprunts non émis dans le public.* | | | | |
| 330, 360 à 365 | Dette amortissable à long, moyen et court terme (ligne 27 du tableau I) | » | 58.783 | » | 17.837 |
| | Primes de remboursement | » | » | » | » |
| | Total | » | 58.783 | » | 17.837 |
| | **B. — Emissions d'emprunts extérieurs.** | | | | |
| | Emprunt | » | » | » | » |
| | Total (ligne 28 du tableau I) | » | » | » | » |
| | *Totaux à reporter* | » | 890.903 | » | 198.048 |

## C. — EMPRUNTS (suite)

| NUMÉROS des rubriques de la situation de la dette publique — Annexe n° 3. | NUMÉRO d'ordre | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Échéances ou remboursements — Dépenses. | Émissions ou avances — Recettes. | Échéances ou remboursements. — Dépenses. | Émissions ou avances. — Recettes. |
| | | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | | *Report*..... | » | 890.903 | » | 198.048 |
| | | **D. — Bons du Trésor.** | | | | |
| 380 à 380 *ter* | | Comptes courants. — Catégorie A 75 à 105 jours..... (Cadre III de l'annexe n° 3.) | 121.571 | 117.247 | 10.011 | 14.919 |
| | | Comptes courants. — Catégorie B 355 à 365 jours..... (Cadre III de l'annexe n° 3.) | 158.416 | 172.276 | 12.435 | 26.567 |
| | | Comptes courants. — Catégorie C 715 à 725 jours..... (Cadre III de l'annexe n° 3.) | 9.773.314 | 11.201.212 | 677.587 | 796.138 |
| | | Totaux..... | 10.053.301 | 11.490.735 | 700.033 | 837.624 |
| 381 et 381 *bis* | | Bons sur formules. — Bons à 1 an et 2 ans..... | 2.198.760 | 2.601.602 | 253.768 | 268.993 |
| 384 | | Bons sur formules. — Bons à intérêt progressif 3 mois 3 ans (1)..... | 6.537.508 | 6.716.093 | 478.110 | 669.209 |
| 500 à 510 | | Bons sur formules. — Bons échus et non remboursés (2)..... | 16.247.574 | 19.046.364 | 1.284.101 | 1.455.887 |
| | | Totaux (ligne 32 du tableau I)..... | 24.983.842 | 28.364.059 | 2.015.979 | 2.394.089 |
| 396 à 401 | | E. — **Avances de la Banque de France** (ligne 33 du tableau I)..... | 21.504.000 | 19.765.000 | 2.117.000 | 2.416.000 |
| | | **F. — Diverses opérations relatives aux emprunts.** | | | | |
| 300 à 301 | | Dette intérieure. — Dette perpétuelle (diminution)..... | 82 | » | 23 | » |
| 515 à 534 | | Dette intérieure. — Dette exigible (à l'exclusion des bons du Trésor) ..... | 2.779.441 | 2.813.321 | 753.199 | 912.550 |
| 432 | | Dette extérieure — Bons du Trésor spéciaux souscrits par divers correspondants étrangers. — Échéances et émissions ..... | 254.500 | 254.500 | 16.000 | 16.000 |
| 541 | | Dette extérieure — Bons du Trésor spéciaux souscrits par divers correspondants étrangers. — Échus et non remboursés ..... | 265.500 | 254.500 | 33.000 | 16.000 |
| 550 à 591 | | Dette extérieure — Dette exigible (à l'exclusion des bons du Trésor spéciaux)..... | 1.269.304 | 1.179.503 | 252.574 | 251.891 |
| 345, 350, 370 et 375 (recettes). | | Autres opérations..... | » | 175.028 | » | 31.921 |
| | 600 | Amortissements du budget et divers organismes..... | » | (3) 127.524 | » | 81.565 |
| | 601 | Amortissements par voie de rachats en Bourse..... | » | 6.983 | » | 481 |
| | 602 | Contrepartie des engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers (4)..... | 140.573 | » | 27.260 | (5)(—)117.113 |
| | 603 | Charges ou profits..... | (6) 186.417 | 1.629 | 89.867 | 575 |
| | 604 | Remboursements par la caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme..... | » | 334.668 | » | 117.113 |
| | | Totaux (ligne 34 du tableau I)..... | 4.895.817 | 5.147.656 | 1.171.923 | 1.310.983 |
| | | Totaux du paragraphe II (ligne 35 du tableau I)..... | 61.436.960 | 65.658.353 | 6.004.935 | 7.156.744 |
| | | Totaux généraux des emprunts (paragraphes 1 et 2).... | 64.766.233 | 65.658.353 | 6.967.970 | 7.156.744 |
| | | Dont, en devises étrangères..... | 898.889 | » | 189.054 | » |

(1) Bons souscrits depuis moins de trois mois.
(2) Bons souscrits depuis plus de trois mois.
(3) Dont 80.096 représentant le remboursement par les P. et T. des charges d'amortissement des bons et obligations P. et T.
(4) Contrepartie de la dette figurant à la ligne n° 350.
(5) Transport à la ligne n° 604.
(6) Notamment 84.408: échéances d'emprunts gérés par l'Etat (dont 76.961: bons d'obligations P. et T.); 82.578: primes de remboursement de divers emprunts d'Etat (dont 74.142: emprunt national 5 p. 100 1956 amortissable en 15 ans et 4.277: bons 5 p. 100 1957 à prime indexée); 9.540: dépenses de rachats en Bourse.

## Tableau C (suite).

### SITUATION DES COMPTES COURANTS DE BONS DU TRESOR AU 31 DECEMBRE 1960

Ce tableau développe les données inscrites aux lignes 29, 30 et 31 du tableau I:

| | SITUATION au 1er janvier 1960 | VARIATIONS entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Débit | VARIATIONS entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Crédit. | SITUATION au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|
| | (Milliards de nouveaux francs.) | | | |
| **1° Secteur bancaire et divers.** | | | | |
| A. — *Comptes tenus par la Banque de France.* | | | | |
| Banque de France. — Son portefeuille | 1,97 | 0,08 | » | 1,89 |
| Banque de France. — Banque centrale de Tunisie (1) | 0,11 | 0,10 | » | 0,01 |
| Banque de France. — Banque du Maroc (1) | 0,36 | » | 0,03 | 0,39 |
| Banque de France. — Autres banques centrales étrangères | » | » | 0,01 | 0,01 |
| Banques françaises | 9,02 | » | 1,76 | 10,78 |
| Etablissements financiers | 0,14 | » | 0,04 | 0,18 |
| Agents de change | 0,35 | » | 0,08 | 0,43 |
| Compagnies d'assurances | 0,17 | » | 0,05 | 0,22 |
| Total | 12,12 | 0,18 | 1,97 | 13,91 |
| B. — *Comptes courants tenus par la Banque de l'Algérie* | 0,61 | 0,04 | » | 0,57 |
| Total (ligne 29 du tableau I) | 12,73 | 0,22 | 1,97 | 14,48 |
| **2° Correspondants du Trésor.** | | | | |
| Crédit foncier de France | 0,02 | » | 0,01 | 0,03 |
| Caisse centrale de coopération économique | » | » | » | » |
| Caisse des dépôts et consignations | 4,44 | » | 0,07 | 4,51 |
| Caisse nationale des marchés de l'Etat | 0,28 | » | » | 0,28 |
| Crédit national | 0,01 | » | 0,02 | 0,03 |
| Société nationale des chemins de fer français | 0,56 | » | 0,06 | 0,62 |
| Total (ligne 30 du tableau I) | 5,31 | » | 0,16 | 5,47 |
| **3° Instituts d'émission de la zone franc.** | | | | |
| Banque de l'Algérie | 1,81 | 0,49 | » | 1,32 |
| Banque de Madagascar | 0,08 | » | 0,02 | 0,10 |
| Total (ligne 31 du tableau I) | 1,89 | 0,49 | 0,02 | 1,42 |
| Total général | 19,93 | 0,71 | 2,15 | 21,37 |

(1) Dans la situation au 31 décembre 1959 (*Journal officiel* du 22 mai 1960) les bons détenus par la Banque centrale de Tunisie et la Banque du Maroc figuraient à la rubrique n° 3 « Instituts d'émission de la zone franc ».

## D. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR

| NUMERO d'ordre. | | OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPERATIONS EFFECTUEES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | *a*) **OPERATIONS DES SERVICES D'ETAT DOTES D'UN BUDGET ANNEXE** (1) | | | | |
| 606-1 | Fonds d'emprunts émis par les Postes et Télécommunications | » | » | » | » |
| 606-2 | Postes et Télécommunications (autres opérations) | 39.516.366 | 40.527.752 | 2.848.684 | 3.597.348 |
| | Total (cf. annexe n° 8, page 4739) | 39.516.366 | 40.527.722 | 2.848.684 | 3.597.348 |
| 607 | Caisse nationale d'épargne | 635.310 | 602.743 | 240.758 | 222.432 |
| 608 | Service des poudres et des essences | 1.041.262 | 1.024.996 | 92.403 | 19.200 |
| 610 | Prestations sociales agricoles | 1.866.840 | 1.889.448 | 104.855 | 139.234 |
| 611 | Monnaies et médailles | 272.114 | 335.392 | 51.038 | 51.761 |
| 612 | Imprimerie nationale | 39.392 | 37.521 | 3.271 | 1.646 |
| 613 | Légion d'honneur | 10.989 | 13.484 | 1.436 | 201 |
| 614 | Ordre de la Libération | 187 | 278 | » | 34 |
| 615 | Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (3) | 410.323 | 365.084 | 280.849 | 365.084 |
| | Total (ligne 36 du tableau I) | 43.792.783 | 44.796.698 | 3.623.294 | 4.396.940 |
| | Dont, en devises étrangères | 56.208 | 16.304 | 14.736 | 2.433 |
| | *b*) **OPERATIONS DES ETABLISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC** (2) | | | | |
| 616 | Caisse des dépôts et consignations | 128.390.084 | 127.148.484 | 11.613.926 | 11.173.442 |
| 618 | Crédit national | 3.818.159 | 3.692.632 | 289.228 | 262.015 |
| 619 | Crédit national (caisse autonome de la reconstruction) | 1.205.600 | 1.219.540 | 169.104 | 246.813 |
| 620 | Radiodiffusion-télévision française | 312.369 | 363.082 | 69.107 | 28.504 |
| 621 | Caisse centrale de coopération économique | 1.324.103 | 1.429.041 | 156.162 | 280.099 |
| 622 | Service des alcools | 382.197 | 383.990 | 74.838 | 36.186 |
| 623 | Caisse national de crédit agricole | 6.513.040 | 7.182.614 | 982.556 | 1.313.245 |
| 624 | Office national interprofessionnel des céréales | 827.727 | 988.283 | 60.030 | 223.878 |
| 625 | Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme | 5.744.105 | 5.744.200 | 277.811 | 277.911 |
| 626 | Société nationale des chemins de fer français | 7.367.619 | 7.382.656 | 1.034.681 | 975.267 |
| 627 | Electricité de France | 1.626.719 | 2.141.719 | 119.999 | 474.999 |
| 628 | Gaz de France | 153.000 | 156.000 | » | » |
| 629 | Charbonnages de France | 321.772 | 417.560 | 38.650 | » |
| 630 | Caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie | 2.160.035 | 2.078.808 | 370.486 | 347.664 |
| 631 | Autres établissements nationaux | 4.550.393 | 4.799.780 | 458.723 | 470.588 |
| 640 | Divers | 407.964 | 406.060 | 71.625 | 31.807 |
| | Total (ligne 37 du tableau I) | 165.104.886 | 165.534.449 | 15.786.926 | 16.142.418 |
| | Dont, en devises étrangères | 35.810 | 2.561 | 2.510 | 60 |

(1) Les résultats inscrits dans les colonnes dépenses et recettes des « Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe » décrivent les relations de la trésorerie proprement dite de l'Etat avec la trésorerie des budgets annexes et non pas les opérations des budgets annexes eux-mêmes.

(2) Les opérations retracées dans les colonnes « Dépenses et Recettes » des établissements du secteur public ne constituent pas l'ensemble des opérations de dépenses et de recettes des organismes considérés, mais seulement celles qu'ils effectuent à leurs comptes de dépôt au Trésor soit qu'ils y laissent la totalité de leurs disponibilités, soit qu'ils n'y versent qu'une partie de leurs fonds libres, et notamment les ressources d'emprunts.

(3) Institué à compter du 1er janvier 1960 par la loi de finances rectificative pour 1960 (n° 60-706 du 21 juillet 1960), *Journal officiel* du 22 juillet 1960.

## D. — OPERATIONS DES CORRESPONDANTS DU TRESOR (suite)

| NUMERO d'ordre. | | OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPERATIONS EFFECTUEES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes. | Dépenses | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **c) OPERATIONS DES COLLECTIVITES ADMINISTRATIVES** | | | | |
| 641 | Départements | 5.310.208 | 5.559.538 | 513.104 | 751.123 |
| 642 | Communes et établissements publics locaux | 20.232.394 | 21.236.610 | 2.020.975 | 2.284.561 |
| 643 | Etablissements départementaux et régionaux | 69.292 | 74.240 | 9.115 | 8.556 |
| 644 | Départements d'outre-mer | 307.737 | 318.539 | (1)(-)21.327 | (1)(-)29.014 |
| 645 | Territoires d'outre-mer et Etats de la Communauté | 2.887.770 | 2.896.232 | 176.895 | 232.096 |
| 646 | Algérie | 23.052.501 | 23.685.534 | 2.808.603 | 3.167.037 |
| 647 | Sahara | 55.096 | 81.313 | 24.245 | 18.315 |
| | Totaux (ligne 38 du tableau I) | 52.014.998 | 53.852.006 | 5.531.610 | 6.432.674 |
| | Dont, en devises étrangères | 59.095 | 76 | 5.614 | 7 |
| | **d) DIVERS CORRESPONDANTS** | | | | |
| | *1° Opérations des correspondants étrangers.* | | | | |
| 651 | Trésor chérifien | 414.944 | 414.919 | 31.631 | 35.049 |
| 652 | Trésor tunisien | 213.645 | 212.317 | 17.645 | 15.363 |
| 653 | Trésors du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam (liquidation) | 232.843 | 234.280 | 209.846 | 209.886 |
| 654 | Compte d'opérations avec les Trésors camerounais, guinéen et togolais | 500.252 | 427.442 | 11.094 | 11.147 |
| 655 | Comptes courants des banques du Laos, du Cambodge et du Viet-Nam (liquidation) | 26.464 | 22.760 | 4.000 | 4.304 |
| 656 | Communauté économique européenne: fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer | 5.618 | 162.923 | » | 162.923 |
| 665 | Opérations diverses | 73.100 | 71.923 | 4.500 | 3.295 |
| | Totaux (§ 1) | 1.466.866 | 1.546.564 | 278.716 | 441.967 |
| | *2° Opérations des autres correspondants.* | | | | |
| 670 | Dépôts au Trésor: fonds particuliers des comptables | 11.109.184 | 11.267.850 | 1.086.881 | 1.110.450 |
| 671 | Dépôts au Trésor: organismes divers | 5.609.945 | 5.674.282 | 608.497 | 694.348 |
| 672 | Chèques et titres de paiement émis au profit de particuliers | 12.987.153 | 13.013.119 | 1.575.798 | 1.617.806 |
| 673 | Consignations au Trésor | 2.519.770 | 2.564.878 | 260.647 | 278.093 |
| 674 | Opérations d'encaissements divers pour le compte de particuliers | 277.663 | 277.634 | 30.663 | 31.303 |
| 675 | Décaissements provisoires et avances aux régisseurs | 319.683 | 319.017 | 49.924 | 34.231 |
| 676 | Reliquats appartenant à des particuliers | 4.597.920 | 4.511.595 | 659.447 | 726.567 |
| 677 | Crédit foncier | 3.298.618 | 3.153.963 | 92.389 | 88.915 |
| 678 | Compte d'opérations avec les Trésors des autres Etats de la Communauté | 5.759.835 | 5.599.215 | 216.212 | 298.672 |
| 679 | Dépôts au Trésor: fonds de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun | 29.670 | 186.348 | » | 5.643 |
| 685 | Opérations diverses | 29.807 | 15.152 | 39 | 15.133 |
| | Totaux (§ 2) | 46.539.248 | 46.583.053 | 4.575.497 | 4.895.161 |
| | Totaux (§ *d*) (ligne 39 du tableau I) | 48.006.114 | 48.129.617 | 4.854.213 | 5.337.128 |
| | Dont, en devises étrangères | 1.584.141 | 1.463.630 | 251.434 | 240.208 |
| | Totaux des opérations des correspondants du Trésor (ligne 40 du tableau I) | 308.918.781 | 312.312.770 | 29.796.043 | 32.309.160 |

(1) Réductions provenant de rectifications prescrites dans les écritures des comptables supérieurs des départements d'outre-mer.

## E. — COMPTES DU TRESOR AVEC LES INSTITUTS D'EMISSION DE LA ZONE FRANC

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses — Augmentation. | Recettes. — Diminution | Dépenses — Augmentation. | Recettes. — Diminution |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| 700 | Banque de l'Algérie. — Compte d'encaisses | 3.536.757 | 3.439.601 | 541.406 | 599.091 |
| 701 | Banque de l'Indochine. — Compte d'encaisses | 132.977 | 121.389 | 15.562 | 11.890 |
| 702 | Banque de Madagascar — Compte d'encaisses | 766.156 | 764.399 | 793 | 794 |
| 703 | Banque de Madagascar — Compte d'opérations | 498.038 | 479.088 | 61.702 | 63.253 |
| 704 | Banque de Madagascar — Compte provisionnel | 33.909 | 38.663 | 5.339 | 4.504 |
| | Total | 1.298.103 | 1.282.150 | 67.834 | 68.551 |
| 705 | Caisse centrale de coopération économique. — Compte d'encaisses | » | » | » | » |
| 706 | Caisse centrale de coopération économique. — Compte d'opérations | 34.449 | 40.777 | 3.593 | 6.180 |
| | Total | 34.449 | 40.777 | 3.593 | 6.180 |
| 707 | Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. — Compte d'encaisses | 2.288.073 | 2.295.190 | 131.538 | 131.549 |
| 708 | Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. — Compte d'opérations | 2.709.216 | 2.629.770 | 130.208 | 190.873 |
| | Total | 4.997.289 | 4.924.960 | 261.746 | 322.422 |
| 709 | Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. — Compte d'encaisses | 940.717 | 942.466 | 28.943 | 28.153 |
| 710 | Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun. — Compte d'opérations | 614.578 | 626.845 | 67.444 | 56.542 |
| | Total | 1.555.295 | 1.569.311 | 96.387 | 84.695 |
| 711 | Institut d'émission des départements d'outre-mer. — Compte d'encaisses | 1.431.427 | 1.430.473 | 448.751 | 436.451 |
| 712 | Institut d'émission des départements d'outre-mer. — Compte d'opérations | 839.136 | 874.036 | 90.218 | 105.769 |
| | Total | 2.270.563 | 2.304.509 | 538.969 | 542.220 |
| | Totaux (ligne 41 du tableau I) | 13.825.433 | 13.682.697 | 1.525.497 | 1.635.049 |

## F. — MOUVEMENTS DES ENCAISSES

### (à l'exclusion de celles chez les instituts d'émission de la zone franc).

| NUMERO d'ordre. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses | Recettes. | Dépenses. | Recettes. |
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| 751 | Numéraire des comptables publics | 25.696.977 | 25.712.974 | 14.117.221 | 14.236.444 |
| 752 | Compte courant du Trésor à la Banque de France | 466.477.277 | 466.527.222 | 72.682.966 | 72.619.216 |
| 753 | Fonds déposés par le Trésor à la Caisse des dépôts et consignations et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | » | 30.000 | » | » |
| 754 | Fonds déposés à la Banque de France et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | » | 82 | » | » |
| 755 | Compte courant du Trésor dans diverses banques d'outre-mer | 607.462 | 610.706 | 59.326 | 80.422 |
| 756 | Devises étrangères | 3.542.746 | 3.518.211 | 609.509 | 629.019 |
| 757 | Traites et valeurs mobilisables | 31.931.199 | 31.694.189 | 6.925.604 | 6.618.504 |
| | Totaux (ligne n° 42 du tableau I) | 528.255.661 | 528.093.384 | 94.394.626 | 94.183.605 |
| 800 | Fonds en route (Banque de France) | » | » | » | (—) 5.079 |
| 801 | Chevauchements comptables, apurement des comptes d'attente | » | 181.274 | » | (—) 218.977 |
| | Totaux des fonds en route (ligne n° 43 du tableau I) | » | 181.274 | » | (—) 224.056 |

# ANNEXES

## ANNEXE N° 1

**Détail par ministère ou par service des dépenses du budget 1960 constatées par les comptables du Trésor au 31 décembre 1960.**

| MINISTÈRES OU SERVICES ORDONNATEURS | TITRE Ier — Dette publique. | TITRE II — Pouvoirs publics. | TITRE III — Moyens de service. | TITRE IV — Interventions publiques | MONTANT des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|
| **A. — Dépenses ordinaires.** | | | | | |
| a) *Dépenses civiles* | | | | | |
| Affaires culturelles | » | » | 153.736 | 14.934 | 168.670 |
| Affaires étrangères | » | » | 193.667 | 429.072 | 622.739 |
| Agriculture | 1.897 | » | 294.939 | 879.139 | 1.175.975 |
| Anciens combattants et victimes de la guerre | » | » | 90.160 | 493.768 | 583.928 |
| Construction | » | » | 137.218 | 20.103 | 157.321 |
| Education nationale | » | » | 5.004.542 | 459.560 | 5.464.102 |
| Finances et affaires économiques: | | | | | |
| I. — Charges communes | 4.581.242 | 144.349 | 5.322.948 | 5.954.877 | 16.003.416 |
| II. — Services financiers | » | » | 1.546.465 | 644 | 1.547.109 |
| III. — Affaires économiques | » | » | 96.561 | 70.654 | 167.215 |
| IV. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité | » | » | 4.539 | 11.229 | 15.768 |
| Industrie et commerce | » | » | 75.814 | 119.161 | 194.975 |
| Intérieur | » | » | 1.493.271 | 134.790 | 1.628.061 |
| Justice | » | » | 367.065 | 578 | 367.643 |
| Services du Premier ministre: | | | | | |
| Information | » | » | 1.307 | 28.580 | 29.887 |
| Services généraux | » | » | 87.860 | 5.739 | 93.608 |
| Journaux officiels | » | » | 14.477 | » | 14.477 |
| Secrétariat général pour les affaires algériennes | » | » | 553.049 | 4.819 | 557.868 |
| Etat-major général de la défense nationale | » | » | 21.947 | » | 21.947 |
| Service de documentation extérieure et de contre-espionnage | » | » | 17.269 | » | 17.269 |
| Groupement des contrôles radio-électriques | » | » | 16.420 | » | 16.420 |
| Administration des services de la France d'outre-mer | » | » | 24.300 | 8.546 | 32.846 |
| Aide et coopération | » | » | 87.348 | 424.536 | 511.884 |
| Départements et territoires d'outre-mer | » | » | 16.992 | 25.929 | 42.921 |
| Conseil économique et social | » | » | 14.754 | » | 14.754 |
| Sahara | » | » | 89.750 | 18.663 | 108.413 |
| Santé publique et population | » | » | 50.884 | 1.243.354 | 1.294.238 |
| Travail | » | » | 96.535 | 604.561 | 701.096 |
| Travaux publics et transports: | | | | | |
| I. — Travaux publics et transports | » | » | 972.933 | 1.919.728 | 2.892.661 |
| II. — Aviation civile et commerciale | » | » | 226.394 | 78.004 | 304.398 |
| III. — Marine marchande | » | » | 26.707 | 282.076 | 308.783 |
| Total des dépenses civiles | 4.583.139 | 144.349 | 17.099.860 | 12.233.044 | 35.060.392 |
| b) *Dépenses militaires.* | | | | | |
| Armées: | | | | | |
| Section commune | » | » | 1.598.532 | » | 1.598.532 |
| Section commune (affaires d'outre-mer) | » | » | 719.060 | » | 719.060 |
| Section Air | » | » | 1.898.126 | 1.732 | 1.899.858 |
| Section Terre | » | » | 5.377.943 | 21.907 | 5.399.850 |
| Section Marine | » | » | 1.446.823 | 600 | 1.447.423 |
| Total des dépenses militaires | » | » | 11.040.484 | 24.239 | 11.064.723 |
| Total général des depenses ordinaires | 4.583.139 | 144.349 | 28.140.344 | 12.257.283 | 46.125.115 |

| DÉSIGNATION DES MINISTÈRES ou services ordonnateurs. | TITRE V — Investissements exécutés par l'État. | TITRE VI — Investissements exécutés avec le concours de l'État (subventions et participations). | MONTANT des dépenses. |
|---|---|---|---|
| **B. — Dépenses en capital.** | | | |
| *a) Dépenses civiles.* | | | |
| Affaires culturelles | 76.750 | 3.355 | 80.105 |
| Affaires étrangères | 27.289 | 16.859 | 44.148 |
| Agriculture | 53.675 | 404.145 | 457.820 |
| Construction | 15.841 | 40.307 | 56.148 |
| Education nationale | 655.903 | 724.377 | 1.380.280 |
| Finances et affaires économiques: | | | |
| I. — Charges communes | 199 | 91.355 | 91.554 |
| II — Services financiers | 140.246 | » | 140.246 |
| III. — Affaires économiques | 1.413 | » | 1.413 |
| Industrie et commerce | 49.613 | 79.134 | 128.747 |
| Interieur | 13.557 | 72.178 | 85.735 |
| Justice | 3.927 | » | 3.927 |
| Services du Premier ministre: | | | |
| Services généraux | 45 | 940.519 | 940.564 |
| Journaux officiels | 1.166 | » | 1.166 |
| Secrétariat général pour les affaires algériennes | 19 | 1.000.000 | 1.000.019 |
| Etat-major général de la défense nationale | 3.504 | » | 3.504 |
| Service de documentation extérieure et de contre-espionnage | 146 | » | 146 |
| Groupements des contrôles radio-électriques | 692 | » | 692 |
| Administration des services de la France d'outre-mer | » | 2.364 | 2.364 |
| Aide et coopération | 6.395 | 526.761 | 583.156 |
| Départements et territoires d'outre-mer | » | 98.253 | 98.253 |
| Sahara | 6.466 | 156.300 | 162.766 |
| Santé publique et population | 5.707 | 77.918 | 83.625 |
| Travail | 1.148 | 5.704 | 6.852 |
| Travaux publics et transports: | | | |
| I. — Travaux publics et transports | 336.821 | 9.266 | 346.087 |
| II. — Aviation civile et commerciale | 174.408 | 11.547 | 185.955 |
| III. — Marine marchande | 13.019 | 219.428 | 232.447 |
| Total | 1.587.949 | 4.479.770 | 6.067.719 |
| *b) Dépenses militaires.* | | | |
| Armées: | | | |
| Section commune | 547.867 | 5 | 547.872 |
| Section commune (affaires d'outre-mer) | 43.727 | » | 43.727 |
| Section Air | 2.385.549 | » | 2.385.549 |
| Section Terre | 1.701.888 | 5.076 | 1.706.964 |
| Section Marine | 767.945 | » | 767.945 |
| Total des dépenses militaires | 5.446.976 | 5.081 | 5.452.057 |
| Total général des dépenses en capital | 7.034.925 | 4.484.851 | 11.519.776 |
| **Dépenses de reconstruction (titre VII).** | | | |
| Finances et affaires économiques: | | | |
| Versements à la Caisse autonome de reconstruction | | | 909.272 |
| Emissions de titres en règlements de dommages de guerre | | | 1.047.270 |
| Travaux publics et transports: | | | |
| Marine marchande. Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche | | | 4.373 |
| Reconstitution du réseau S. N. C. F. et des chemins de fer d'intérêt général | | | 66.000 |
| **Total des dépenses de reconstruction** | | | 2.026.915 |

## TABLEAU DE CONCORDANCE

(Milliers de nouveaux francs.)

| | DÉPENSES admises en paiement et classées ci-dessus 1 | DERNIERS renseignements parvenus des territoires d'outre-mer non classés ci-dessus 2 | TOTAL des imputations définitives des dépenses. (1+2) 3 | A DEDUIRE | | MONTANT net à lire à la S.R.O.T. (tableau A). (1+2)—(4+5) 6 | NUMÉROS des lignes. 7 | PAIEMENTS imputés à des comptes d'attente (lignes 8, 9, 12, 13, 20 du tableau A). 8 | TOTAL des dépenses budgétaires du 1er janvier au dernier jour du mois courant. (6+8) 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Paiements faits durant la gestion précédente. 4 | Paiements à faire durant le mois suivant. 5 | | | | |
| A. — Dépenses de fonctionnement: | | | | | | | | | |
| Services civils | 35.060.392 | 146.691 | 35.207.083 | 4.838 | 1.482.776 | 33.719.469 | 6 | 225.576 | 33.945.045 |
| Services militaires | 11.064.723 | 136.540 | 11.201.263 | 969.979 | 932.507 | 9.298.777 | 10 | 113.846 | 9.412.623 |
| B. — Dépenses en capital exécutées par l'Etat: | | | | | | | | | |
| Investissements civils | 6.067.719 | 23.873 | 6.091.592 | » | 166.789 | 5.924.803 | 7 | 732 | 5.925.535 |
| Investissements militaires | 5.452.057 | 17.204 | 5.469.261 | » | 188.287 | 5.280.974 | 11 | 1.686 | 5.282.660 |
| C. — Réparations de dommages de guerre | 2.026.915 | » | 2.026.915 | » | » | 2.026.915 | 16 à 18 | » | 2.026.915 |
| Totaux | 59.671.806 | 324.308 | 59.996.114 | 974.817 | 2.770.359 | 56.250.938 | | 341.840 | 56.592.778 |
| | | | | | | | | (*) Total des lignes 6 à 20 de la S. R. O. T., tableau A. | |

# ANNEXE N° 2

## Détail par ligne des recettes du budget de 1960 constatées par les comptables du Trésor au 31 décembre 1960.

| DÉSIGNATION selon la nomenclature de la loi de finances. | MONTANT des recettes. |
|---|---|
| | (Milliers de nouveaux francs.) |
| **A. — *Recettes fiscales.*** | |
| Produits des contributions directes: | |
| Contributions directes perçues par voie d'émission de rôles | 8.780.694 |
| Impôts sur les sociétés | 5.590.741 |
| Versement forfaitaire sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, taxe proportionnelle sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères perçu par voie de retenue à la source | 4.477.577 |
| Versement forfaitaire sur certaines rentes non commerciales et taxe proportionnelle sur les bénéfices non commerciaux perçus par voie de retenue à la source | 7.762 |
| Taxe proportionnelle sur les revenus des valeurs mobilières | 1.021.258 |
| Taxe exceptionnelle sur les réserves de sociétés (loi du 2 août 1956) | 2.440 |
| Taxe exceptionnelle sur les réserves de sociétés | 4.111 |
| Taxe sur les réserves spéciales de réévaluation et sur les décotes et dotations sur stocks | 732.638 |
| Total des produits des contributions directes | 20.617.221 |
| Produits de l'enregistrement | 2.485.885 |
| Produits du timbre | 1.054.928 |
| Produits de l'impôt sur les opérations de Bourse | 182.453 |
| Produits des douanes (1) | 7.232.152 |
| Produits des contributions indirectes | 1.053.531 |
| Taxe sur les transports de marchandises | 190.636 |
| Produits des taxes sur le chiffre d'affaires | 19.558.982 |
| Produits des taxes uniques | 1.978.177 |
| Recettes imputées à des comptes d'attente (2) | 12.117 |
| Total des recettes fiscales | 54.366.082 |
| *A reporter* | 54.366.082 |

| DÉSIGNATION selon la nomenclature de la loi de finances. | MONTANT des recettes. |
|---|---|
| | (Milliers de nouveaux francs.) |
| *Report* | 54.366.082 |
| **B. — *Autres recettes budgétaires.*** | |
| Produits du monopole des poudres à feu | 18.156 |
| Exploitations industrielles | 2.033.086 |
| Produits et revenus du domaine de l'Etat | 279.091 |
| Produits divers | 3.450.049 |
| Ressources exceptionnelles en contrepartie des dépenses de reconstruction et d'équipement: | |
| Produits du prélèvement exceptionnel institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 | 53 |
| Intérêts des prêts consentis en exécution de l'article 12 de la loi n° 48-466 du 21 mars 1948 et de l'article 9 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 | 508.333 |
| Recettes en contrepartie des dépenses de reconstitution de la flotte de commerce et de pêche | 29.703 |
| Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction | 37.842 |
| Ressources exceptionnelles: coopération internationale | 31.220 |
| Total | 60.753.615 |
| Fonds de concours (ordinaires et spéciaux) | 974.666 |
| Fonds de concours (coopération internationale) | 253.919 |
| Total | 1.228.585 |
| Derniers renseignements complémentaires parvenus des territoires d'outre-mer et Etats de la Communauté | 4.733 |
| Total des recettes du budget de 1960 | 61.986.933 |

(1) Y compris le montant des crédits du droit à l'enlèvement accordé par l'administration des douanes pour 610.762 milliers de NF.
Montant total des recettes constatées au budget de 1960: 61.986.933.
Montant total des recettes recouvrées en 1960: 61.986.933 — 610.762 = 61.376.171 (total égal au chiffre indiqué au tableau A).

# ANNEXE N° 3

## Evolution et situation de la dette publique de l'Etat et du budget annexe des postes et télécommunications.

### A. — TABLEAU RECAPITULATIF

| CATÉGORIES DE DETTES | SITUATION DE LA DETTE AU | | | ÉVOLUTION DE LA DETTE entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 31 décembre 1957. | 31 décembre 1958. | 31 décembre 1959 | Diminution. | Augmentation. | |
| | (Milliers de nouveaux francs.) | | | | | |
| **DETTE DE L'ETAT** | | | | | | |
| **Dette non exigible.** | | | | | | |
| a) *Dette intérieure.* | | | | | | |
| I. — Dette perpétuelle | 980.450 | 745.340 | 553.889 | 82 | (3) 316 | 554.123 |
| II. — Dette amortissable à long, moyen et court terme | 22.644.180 | 25.324.050 | 25.288.092 | 2.397.933 | 1.065.615 | 23.955.774 |
| III. — Bons du Trésor (1) | 19.216.800 | 21.468.740 | 25.126.449 | 18.789.569 | 20.808.430 | 27.145.310 |
| IV. — Engagements envers les instituts d'émission | 10.846.290 | 10.847.800 | 9.140.800 | 21.504.000 | 19.765.000 | 7.401.800 |
| Totaux de la dette intérieure | 53.687.720 | 58.385.930 | 60.109.230 | 42.691.584 | 41.639.361 | 59.057.007 |
| b) *Dette extérieure.* | | | | | | |
| I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme | 2.865.040 | 4.039.420 | 5.075.505 | 529.552 | 254.500 | 4.800.453 |
| II. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux | 4 656.380 | 6.282.860 | 5.753.403 | 656.288 | » | 5.097.115 |
| Totaux de la dette extérieure | 7.521.420 | 10.322.280 | 10.828.908 | 1.185.840 | 254.500 | 9.897.568 |
| Total de la dette de l'Etat non exigible | 61.209.140 | 68.708.210 | 70.938.138 | 43.877.424 | 41.893.861 | 68.954.575 |
| **Dette exigible.** | | | | | | |
| a) *Dette intérieure.* | | | | | | |
| I. — Emprunts et bons échus | 298.780 | 303.000 | 335.110 | 14.931.736 | 15.005.612 | 408.986 |
| II. — Bons du Trésor à intérêt progressif remboursables à vue (2) | 6.449.100 | 7.205.670 | 9.494.641 | 4.095.279 | 6.854.073 | 12.253.435 |
| Total de la dette intérieure | 6.747.880 | 7.508.670 | 9.829.751 | 19.027.015 | 21.859.685 | 12.662.421 |
| b) *Dette extérieure.* | | | | | | |
| I. — Emprunts et bons échus | 465.910 | 1.337.750 | 102.781 | 1.445.004 | 1.434.003 | 91.780 |
| II. — Bons remboursables à vue | 1.984.500 | 2.169.920 | 3.167.900 | 89.800 | » | 3.078.100 |
| Total de la dette extérieure | 2.450.410 | 3.507.670 | 3.270.681 | 1.534.804 | 1.434.003 | 3.169.880 |
| Total de la dette exigible | 9.198.290 | 11.016.340 | 13.100.432 | 20.561.819 | 23.293.688 | 15.832.301 |
| **Total de la dette de l'Etat** | **70.407.430** | **79.724.550** | **84.038.570** | **64.439.243** | **65.187.549** | **84.786.876** |
| **Dont** Dette intérieure | **60.435.600** | **65.894.600** | **69.938.981** | **61.718.599** | **63.499.046** | **71.719.428** |
| **Dont** Dette extérieure | **9.971.830** | **13.829.950** | **14.099.589** | **2.720.644** | **1.688.503** | **13.067.448** |
| **DETTE PROPRE DU BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS** | **1.054.550** | **1.301.470** | **1.219 146** | **87.725** | **»** | **1.131.421** |

(1) Bons souscrits depuis moins de 3 mois (en ce qui concerne les bons du Trésor à intérêt progressif).
(2) Bons souscrits depuis plus de 3 mois.
(3) Régularisation dans les écritures de l'agent comptable de la dette publique.

# ANNEXE N° 3 (suite)

## B. — DETTE INTERIEURE NON EXIGIBLE

| NUMERO d'ordre. | DESIGNATION DES DIFFERENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960. | OPERATIONS EFFECTUEES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **I. — DETTE PERPETUELLE** | | | | |
| 300 | Rentes 3 p. 100 | 132.768 | 80 | 311 | 132.999 |
| 301 | Rentes 5 p. 100 1949 | 421.121 | 2 | 5 | 421.124 |
| | Totaux de la dette perpétuelle | 553.889 | 82 | 316 | 554.123 |
| | **II. — DETTE AMORTISSABLE A LONG TERME** | | | | |
| 305 | 1° Rentes sur l'Etat amortissables | | | | |
| | 5 p. 100 1920-1960, 60 ans, remboursables à 150 F | 98.730 | 17.253 | » | 81.477 |
| | 3 p. 100 1942-1955, 60 ans et 2 mois | 7.550 | 67 | (2) 738 | 8.221 |
| | 3,50 p. 100 1942-1952, 60 ans | 22.170 | 362 | (2) 2.678 | 24.486 |
| | 3 p. 100 1945-1954, 60 ans et 3 mois | 105.230 | 1.341 | » | 103.889 |
| | 4,50 p. 100 1952, 60 ans | 84.600 | 417 | » | 84.183 |
| | 3,50 p. 100 à capital garanti 1952-1958 | 6.917.900 | (1) 49.910 | » | 6.867.990 |
| | 4,50 p. 100 1929-1960, 40 ans | 29.960 | 5.523 | » | 24.437 |
| | 4,50 p. 100 1941-1960, 50 ans et 3 mois | 211.520 | 4.441 | » | 207.079 |
| 310 | 2° Obligations du Trésor amortissables: | | | | |
| | 4,50 p. 100 1933-1960, 60 ans, remboursables à 150 F | 21.190 | 1.514 | » | 19.676 |
| | 4 p. 100 1934-1960, 50 ans, remboursables à 140 F | 42.590 | 2.185 | » | 40.405 |
| | 4,50 p. 100 1935, 30 ans | 3.120 | 514 | » | 2.606 |
| | 3,50 p. 100 1943-1953, 30 ans | 12.980 | 913 | (2) 6 | 12.073 |
| | 3,50 p. 100 1944-1954, 30 ans | 3.800 | 198 | » | 3.602 |
| 315 | 3° Obligations du Crédit national émises pour le compte de l'Etat: | | | | |
| | 4 p. 100 1941, 50 ans | 98.920 | 1.888 | » | 97.032 |
| | 3 p. 100 juillet 1945, 50 ans | 183.740 | 3.131 | » | 180.609 |
| | 3 p. 100 juillet 1946, 50 ans | 285.430 | 4.629 | » | 280.801 |
| | 6 p. 100 1950, 30 ans | 228.880 | 6.026 | » | 222.854 |
| | 3,50 p. 100 1957 | 156.000 | 2.822 | » | 153.178 |
| 322 | 6° Emissions diverses | » | | | |
| | Totaux de la dette amortissable à long terme | 8.514.310 | 103.134 | 3.422 | 8.414.598 |
| | **Emprunts remboursables par annuités à long terme.** | | | | |
| 330 | 1° Engagements envers la Caisse des dépôts et consignations pour prêts d'intérêt économique, agricole ou social: | | | | |
| | Habitations à loyer modéré | 3.574.580 | 101.879 | » | 3.472.701 |
| | Crédit immobilier | 724.280 | 21.453 | » | 702.827 |
| | Amélioration des cités d'urgence (art. 82 de la loi du 4 août 1956) | 14.340 | 242 | » | 14.098 |
| | Autres engagements | 33.180 | 4.314 | » | 28.866 |
| 335 | 2° Engagements envers la Caisse des dépôts et consignations: | | | | |
| | Semestrialités remises en contrepartie des prêts de 10 et 12 milliards de francs (décrets des 20 mars et 5 septembre 1945) | 139.590 | 7.049 | » | 132.541 |
| | Obligations du Trésor remises en vertu de la décision du 23 mai 1949 | 1.166.970 | 6.967 | » | 1.160.003 |
| | Engagements divers | 35.960 | 2.874 | » | 33.086 |
| 340 | 3° Engagements envers le Crédit foncier de France | 168 | 72 | » | 96 |
| | *A reporter* | 5.689.068 | 144.850 | » | 5.544.218 |

(1) Dont 834 milliers de nouveaux francs admis en paiement d'impôts.
(2) Régularisations dans les écritures de l'agent comptable de la dette publique.

## ANNEXE N° 3 (suite)

| NUMERO d'ordre | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | *Report*..... | 5.689.068 | 144.850 | » | 5.544.218 |
| 345 | 4° Engagements envers la Société nationale des chemins de fer français et de compagnies ou réseaux de chemins de fer | | | | |
| | Avances en argent et travaux antérieurs au 31 décembre 1937 et insuffisance d'exploitation des exercices 1911 à 1937..... | 231.310 | 7.339 | 1.955 | 225.956 |
| | Annuités à la Société nationale des chemins de fer français pour emprunts affectés à la couverture de dommages de guerre (loi n° 54-916 du 16 septembre 1954)..... | 194.120 | 15.914 | » | 178.206 |
| | Annuités diverses..... | 3.110 | 88 | » | 3.052 |
| 350 | 5° Engagements envers les collectivités locales: | | | | |
| | Annuités attribuées en paiement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement rural..... | 335.010 | 32.086 | 60.808 | 363.732 |
| | Annuités attribuées en paiement de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (art 8 de la loi n°55-137 du 2 février 1955)..... | 455.610 | 14.737 | 77.177 | 518.050 |
| | Annuités attribuées en paiement de subventions pour l'exécution de travaux d'équipement des ports et de défense contre les eaux et contre la mer (loi du 1er octobre 1918)..... | 6.830 | 274 | 2.090 | 8.646 |
| | Autres annuités..... | 860 | 175 | » | 685 |
| 355 | 6° Engagements envers les anciens actionnaires d'entreprises nationalisées: | | | | |
| | Obligations de la Banque de France remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945)..... | 18.800 | 2.687 | » | 16.113 |
| | Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des banques nationalisées (loi n° 45-015 du 2 décembre 1945)..... | 86.300 | 2.401 | » | 83.899 |
| | Obligations de la Banque d'Algérie remises aux anciens actionnaires de cet établissement (loi n° 46-1070 du 17 mai 1946)..... | 3.500 | 500 | » | 3.000 |
| | Parts bénéficiaires remises aux anciens actionnaires des sociétés d'assurances nationalisées (loi n° 46-835 du 25 avril 1946)..... | 48.110 | 1.297 | » | 46.813 |
| 360 | 7° Emprunts des groupements de sinistrés et associations syndicales de reconstruction: | | | | |
| | Emprunts obligataires (art. 45 et suivants de la loi du 30 mars 1947)..... | 977.540 | 33.897 | 47.285 | 990.928 |
| | Emprunts auprès de la caisse des dépôts et consignations et de divers organismes ..... | 107.210 | 2.454 | 4.445 | 109.201 |
| 365 | 8° Engagements au profit de divers organismes, services ou particuliers: | | | | |
| | Titres d'annuités trentenaires délivrés en paiement d'indemnités pour dommages de guerre (loi du 31 juillet 1920)..... | 2.710 | 1.232 | » | 1.478 |
| | Annuités servies à la Compagnie franco-espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez (convention du 18 mars 1913 approuvée par la loi du 11 août 1914)..... | 11.600 | 52 | » | 11.548 |
| | Attributaires d'indemnités de dommages de guerre (indemnités d'éviction, loi du 26 août 1948)..... | 19.550 | (1) 188 | 7.053 | 26.415 |
| | Emprunts des compagnies de navigation en vue de la construction de navires devenus la propriété de l'Etat (loi du 28 février 1948)..... | 10.500 | 799 | » | 9.701 |
| | Titres d'annuités trentenaires remis à des sociétés d'assurances (art. 35 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953)..... | 45.070 | 1.737 | » | 43.333 |
| 366 | Engagements au profit de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (convention du 26 septembre 1955)..... | 97.156 | 27.759 | » | 69.397 |
| | Totaux des emprunts remboursables par annuités à long terme.... | 8.344.024 | 290.466 | 200.813 | 8.254.371 |

(1) Dont 21 milliers de nouveaux francs admis en paiement d'impôts.

## ANNEXE N° 3 (suite)

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **Emprunts à moyen ou à court terme.** | | | | |
| 370 | 1° Obligations de la caisse autonome de la défense nationale 5 p. 100 1938-1960. | 24.472 | 9.895 | 1.644 | 16.221 |
| 371 | 2° Emprunts de la caisse autonome de reconstruction | 3.229.953 | 857.101 | 832.120 | 3.204.972 |
| 372 | 3° Bons de la caisse nationale de crédit agricole à 20 ans (sans intérêt), émis en 1947-1950, remboursables à 200 p. 100 | 869 | 15 | » | 854 |
| | 4° Emprunts du Trésor: | | | | |
| 373 | Obligations à 2, 4, 6 ou 8 ans 1952 | 365.130 | 365.130 | » | » |
| 374 | Certificats d'investissements 5 p. 100 1953-1954 amortissables | 684.030 | 171.051 | » | 512.979 |
| 375 | Bons d'épargne 1955 | 238.050 | 265.666 | 27.616 | » |
| 376 | Bons d'équipement industriel et agricole | 707.610 | 51.772 | » | 655.838 |
| 377 | Emprunt national 5 p. 100 1956 amortissable en 15 ans | 2.417.470 | (1) 177.865 | » | 2.239.605 |
| 378 | Bons 5 p. 100 1957 à prime indexée | 730.690 | 92.231 | » | 638.459 |
| 379 | 5° Titres amortissables en 5 ans, remis aux distillateurs | 31.484 | 13.607 | » | 17.877 |
| | Totaux des emprunts à moyen ou court terme | 8.429.758 | 2.004.333 | 861.380 | 7.286.805 |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | Emprunts amortissables à long terme | 8.514.310 | 103.134 | 3.422 | 8.414.598 |
| | Emprunts remboursables par annuités à long terme | 8.344.024 | 290.466 | 200.813 | 8.254.371 |
| | Emprunts à moyen ou à court terme | 8.429.758 | 2.004.333 | 861.380 | 7.286.805 |
| | Total de la dette amortissable à long, moyen ou court terme | 25.288.092 | 2.397.933 | 1.065.615 | 23.955.774 |
| | **III. — BONS DU TRESOR** | | | | |
| | 1° Comptes courants de bons du Trésor: | | | | |
| 380 | Catégorie A. — 75 à 105 jours | 39.910 | 121.571 | 117.247 | 35.586 |
| 380 *bis* | Catégorie B. — 355 à 365 jours | 141.597 | (2) 158.416 | (*a*) 172.276 | 155.457 |
| 380 *ter* | Catégorie C. — 715 à 725 jours | 19.746.300 | (2) 9.773.314 | (*b*) 11.201.212 | 21.174.198 |
| 381 | 2° Bons du Trésor à 1 an | 973.928 | 992.426 | (*c*) 1.086.530 | 1.068.032 |
| 381-2 | 3° Bons du Trésor à 2 ans | 2.554.217 | 1.206.334 | (*d*) 1.515.072 | 2.862.955 |
| 384 | 4° Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (3) | 1.670.497 | 6.537.508 | 6.716.093 | 1.849.082 |
| | Total des bons du Trésor (4) | 25.126.449 | 18.789.569 | 20.808.430 | 27.145.310 |
| | **IV. — ENGAGEMENTS ENVERS LES INSTITUTS D'EMISSION** | | | | |
| | 1° Avances de la Banque de France: | | | | |
| 400 | Prêts à l'Etat (convention du 29 octobre 1959) | 6.500.000 | » | » | 6.500.000 |
| 401 | Avances à l'Etat (convention du 29 octobre 1959) | 2.640.000 | 21.504.000 | 19.765.000 | 901.000 |
| | Totaux | 9.140.000 | 21.504.000 | 19.765.000 | 7.401.000 |
| | 2° Engagements divers: | | | | |
| 405 | Avances de la Banque d'Algérie | 800 | » | » | 800 |
| | Totaux | 800 | » | » | 800 |
| | Total des engagements envers les instituts d'émission | 9.140.800 | 21.504.000 | 19.765.000 | 7.401.800 |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | I. — Dette perpétuelle | 553.889 | 82 | 316 | 554.123 |
| | II. — Dette amortissable à long, moyen ou court terme | 25 288.092 | 2.397.933 | 1.065.615 | 23.955.774 |
| | III. — Bons du Trésor | 25.126.449 | 18.789.569 | 20.808.430 | 27.145.310 |
| | IV. — Engagements envers les instituts d'émission | 9.140.800 | 21.504.000 | 19.765.000 | 7.401.800 |
| | Totaux de la dette intérieure | 60.109.230 | 42.691.584 | 41.639.361 | 59.057.007 |

(1) Dont 975 milliers de nouveaux francs admis en paiement d'impôts.

(2) Dont 59.775 milliers de nouveaux francs d'opérations d'ordre, transfert aux catégories B et C de bons à 1 an ou 2 ans transformés en comptes courants et inversement, soit respectivement:

*a*) 32.934 milliers de nouveaux francs de bons à 1 an transformés en comptes courants catégorie B.
*b*) 26.588 milliers de nouveaux francs de bons à 2 ans transformés en comptes courants catégorie C.
*c*) 4 milliers de nouveaux francs des comptes courants catégorie B transformés en bons à 1 an.
*d*) 249 milliers de nouveaux francs des comptes courants catégorie C transformés en bons à 2 ans.

(3) Bons souscrits depuis moins de trois mois. — Les bons souscrits depuis plus de trois mois sont remboursables à vue et figurent parmi la dette exigible.

(4) Le tableau des échéances est reporté en annexe n° 5.

# ANNEXE N° 3 (suite)

## C. — DETTE EXTERIEURE NON EXIGIBLE

| NUMERO d'ordre | DESIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **I. — Dette amortissable à long, moyen et court terme à échéances massives.** | | | | |
| | *Emprunts amortissables à long terme.* | | | | |
| 415 | Emprunt à 4 p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse | 62.752 | 18.581 | » | 44.171 |
| | *Emprunts remboursables par annuités à moyen et long terme.* | | | | |
| 420 | 1° Engagements envers les États-Unis. — Accords du 28 mai 1946, prêt-bail et autres créances militaires | 2.560.970 | 96.952 | » | 2.464.018 |
| 421 | 1° Engagements envers les États-Unis. — Accords des 30 janvier et 5 mai 1958 | 289.897 | » | » | 289.897 |
| 422 | 1° Engagements envers les États-Unis. — Accords du 29 juin 1953 | 22.775 | 1.199 | » | 21.576 |
| 425 | 2° Emprunt du Crédit national à la banque internationale pour la reconstruction et le développement 3,25 p. 100 1947 | 1.111.712 | 21.850 | » | 1.089.862 |
| 426 | 3° Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers : — l'Allemagne (accord du 17 mars 1959) | 661.374 | » | » | 661.374 |
| 427 | 3° Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers : — la Belgique (convention du 21 avril 1959) | 254.158 | (1) 86.751 | » | 167.407 |
| 428 | 3° Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers : — la Suisse (accord du 10 avril 1959) | 111.867 | (2) 49.719 | » | 62.148 |
| | Total des engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements | 1.027.399 | 136.470 | » | 890.929 |
| | Total des emprunts à moyen et long terme | 5.012.753 | 256.471 | » | 4.756.282 |
| | *Emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives.* | | | | |
| | Bons du Trésor souscrits ou remis par divers correspondants : | | | | |
| 432 | Bons du Trésor souscrits par la Banque européenne d'investissements | » | 254.500 | 254.500 | » |
| 433 | Bons du Trésor remis au fonds monétaire international | » | » | » | » |
| 434 | Bons du Trésor remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | » | » | » | » |
| | Total des emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives | » | 254.500 | 254.500 | » |
| | RECAPITULATION | | | | |
| | Emprunts amortissables à long terme | 62.752 | 18.581 | » | 44.171 |
| | Emprunts remboursables par annuités à moyen et à long terme | 5.012.753 | 256.471 | » | 4.756.282 |
| | Emprunts à moyen ou à court terme à échéances massives | » | 254.500 | 254.500 | » |
| | Total de la dette amortissable à long, moyen ou à court terme à échéances massives | 5 075.505 | 529.552 | 254.500 | 4.800.453 |

(1) Dont 58.668 milliers de nouveaux francs remboursés par anticipation.
(2) Dont 37.537 milliers de nouveaux francs remboursés par anticipation.

# ANNEXE N° 3 (suite)

## C. — DETTE EXTERIEURE NON EXIGIBLE (*suite*)

| NUMERO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960 |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **II. — Crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux.** | | | | |
| | *Crédits de gouvernements étrangers et de banques étrangères.* | | | | |
| 440 | 1° Crédits du Gouvernement britannique: Accords financiers des 25 mai 1945, 29 avril et 3 décembre 1946 | 237.713 | (1) 237.713 | » | » |
| 443 | 2° Crédits du Gouvernement des Etats-Unis. Crédit de 50 millions de dollars consenti par les Etats-Unis d'Amérique pour l'achat de biens meubles en surplus situés sur les territoires des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948) | 6.890 | 1.953 | » | 4.937 |
| 446 | 3° Crédits du Gouvernement du Canada: Accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947 | 772.668 | 42.926 | » | 729.742 |
| | *Avances d'organismes bancaires étrangers ou internationaux.* | | | | |
| | Avances de l'Export-Import Bank: | | | | |
| 450 | Convention du 4 décembre 1945 | 1.470.774 | 90.570 | » | 1.380.204 |
| 451 | Convention du 13 juillet 1946 | 2.074.627 | 153.486 | » | 1 921.141 |
| 452 | Contrat du 28 octobre 1948 | 810.160 | 9.880 | » | 800.280 |
| 453 | Contrat du 18 décembre 1950 | 48.988 | 597 | » | 48.391 |
| 454 | Contrat du 18 avril 1952 | 213.408 | 988 | » | 212.420 |
| 455 | Accords des 30 janvier et 5 mai 1958 | 118.175 | (2) 118.175 | » | » |
| | Total des crédits ou avances de gouvernements ou organismes étrangers ou internationaux | 5.753.403 | 656.288 | » | 5.097.115 |
| | Totaux de la dette extérieure | 10.828.908 | 1.185.840 | 254.500 | 9.897.568 |

(1) Dont 119.153 milliers de nouveaux francs remboursés par anticipation.
(2) Dont 118.175 milliers de nouveaux francs remboursés par anticipation.

## D. — DETTE DE L'ETAT EXIGIBLE

| NUMERO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **1. — DETTE INTERIEURE EXIGIBLE** | | | | |
| | **Emprunts et bons échus.** | | | | |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor.* | | | | |
| 500 | Bons du Trésor à court terme (1 an et 2 ans) | 77.985 | 12.152.295 | 12.192.291 | 117.981 |
| 510 | Bons du Trésor à intérêt progressif de 3 mois à 3 ans (1) | 9.494.641 | 4.095.279 | 6.854.073 | 12.253.435 |
| | Total des Bons du Trésor | 9.572.626 | 16.247.574 | 19.046.364 | 12.371.416 |
| 515 | Rentes sur l'Etat, obligations et valeurs du Trésor | 248.880 | 1.104.646 | 1.131.622 | 275.856 |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor et intérêts à la charge du budget général.* | | | | |
| 520 | Emissions diverses de bons du Trésor | 4.936 | 259.576 | 265.665 | 11.025 |
| 525 | Emprunts de la Caisse autonome de la Reconstruction | » | 766.173 | 766.173 | » |
| 530 | Emprunts remboursables par annuités à moyen et long terme | 3.303 | 616.773 | 617.579 | 4.109 |
| | *Echéances en capital à la charge de divers organismes et intérêts à la charge du budget général.* | | | | |
| 532 | Titres d'annuités trentenaires remis à des sociétés d'assurances (art. 35 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953) | 6 | 3.198 | 3.192 | » |
| 533 | Titres amortissables en 5 ans remis aux distillateurs (loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953, art. 12) | » | 14.344 | 14.359 | 15 |
| | Echéances en capital à la charge des comptes spéciaux du Trésor | » | » | » | » |
| 534 | Annuités attribuées en paiement de subventions pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (art. 8 de la loi n° 55-137 du 2 février 1955) | » | 14.731 | 14.731 | » |
| | Total de la dette intérieure exigible | 9.829.751 | 19.027.015 | 21.859.685 | 12.662.421 |

(1) Bons souscrits depuis plus de 3 mois.

# ANNEXE N° 3 (suite)

## D. — DETTE DE L'ETAT EXIGIBLE (*suite*)

| NUMÉRO d'ordre. | DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| | **2. — DETTE EXTERIEURE EXIGIBLE** | | | | |
| | **I. — Emprunts et bons échus.** | | | | |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor.* | | | | |
| 541 | 1° Bons du Trésor souscrits par la Banque européenne d'investissements | 102.000 | 265.500 | 254.500 | 91.000 |
| 550 | 2° Emprunts 4 p. 100 1939 (30 ans) aux Pays-Bas et en Suisse | 226 | 18.557 | 18.630 | 299 |
| 555 | 3° Emissions diverses | 365 | 150 | 76 | 291 |
| | *Echéances en capital à la charge du Trésor et intérêts à la charge du budget général.* | | | | |
| 570 | 1° Engagements envers les Etats-Unis (accord du 28 mai 1946: prêt-bail et autres créances militaires, accords des 30 janvier, 5 mai 1958 et 29 juin 1953) | » | 155.189 | 155.189 | » |
| 572 | 2° Emprunts du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement: 3,25 p. 100 1947 | » | 21.850 | 21.850 | » |
| 573 | 3° Crédits du Gouvernement britannique | » | 238.924 | 238.924 | » |
| 576 | 4° Crédits du Gouvernement des Etats-Unis | 190 | 1.953 | 1.953 | 190 |
| 579 | 5° Crédits du Gouvernement du Canada | » | 66.106 | 66.106 | » |
| 585 | 6° Avances de l'Export-Import Bank | » | 498.638 | 498.638 | » |
| 586 | Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers l'Allemagne, la Belgique et la Suisse (accords des 17 mars, 21 et 10 avril 1959) | » | 178.137 | 178.137 | » |
| | Total des emprunts et bons échus | 102.781 | 1.445.004 | 1.434.003 | 91.780 |
| | **II. — Bons remboursables à vue.** | | | | |
| 590 | Bons du Trésor à vue sans intérêts remis à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 290.900 | 65.000 | » | 225.900 |
| 591 | Bons du Trésor remis au Fonds monétaire international en représentation de la participation, en francs, de la France | 2.877.000 | 24.800 | » | 2.852.200 |
| | Total des bons remboursables à vue | 3.167.900 | 89.800 | » | 3.078.100 |
| | Total de la dette extérieure exigible | 3.270.681 | 1.534.804 | 1.434.003 | 3.169.880 |
| | Total de la dette de l'Etat exigible | 13.100.432 | 20.561.819 | 23.293.688 | 15.832.301 |

## E. — EVOLUTION ET SITUATION DE LA DETTE PROPRE DU BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960. | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution. | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|
| | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| **DETTE INTERIEURE** | | | | |
| Obligations 4 p. 100 1941-1952 | 31.070 | 8.025 | » | 23.045 |
| Obligations 3 1/2 p. 100 1943 | 15.331 | 2.737 | » | 12.594 |
| Bons 5 1/2 p. 100 1950, 10 ans | 6.024 | 6.024 | » | » |
| Bons 6 p. 100 1953, amortissables en 15 ans | 88.621 | 9.836 | » | 78.785 |
| Bons 6 p. 100 1954 amortissables en 15 ans | 164.703 | 16.514 | » | 148.189 |
| Bons 6 p. 100 1955, amortissables en 15 ans | 199.151 | 15.675 | » | 183.476 |
| Bons 5,50 p. 100 1956, amortissables en 15 ans | 186.909 | 13.615 | » | 173.294 |
| Bons 6 p. 100 1957, amortissables en 15 ans | 224.780 | 15.299 | » | 209.481 |
| Bons 6 p. 100 1958, amortissables en 20 ans (mai et octobre) | 302.557 | » | » | 302.557 |
| Total | 1.219.146 | 87.725 | » | 1.131.421 |

# ANNEXE N° 3 (suite et fin)

## F. — SITUATION EN DEVISES DE LA DETTE EXTERIEURE

### 1° Situation de la dette en dollars U. S. A. et canadiens.

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960 |
|---|---|---|---|---|
| | (Dollars U. S. A. ou canadiens.) | | | |
| Engagements envers les Etats-Unis. — Accord du 28 mai 1946, prêt-bail et autres créances militaires.. | 518.415.001 | 19.625.999 | » | 498.789.002 |
| Engagements envers les Etats-Unis. — Accords des 30 janvier et 5 mai 1958 | 58.683.579 | » | » | 58.683.579 |
| Engagements envers les Etats-Unis. — Crédit de 50 millions de dollars pour l'achat de meubles en surplus situés sur le territoire des Etats-Unis (accord du 11 mars 1948) | 1.394.901 | 395.338 | » | 999.563 |
| Emprunt du Crédit national à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement 3,25 p. 100 1947 | 225.043.000 | 4.423.000 | » | 220.620.000 |
| Crédit du Gouvernement du Canada (accords financiers des 9 avril 1946 et 20 août 1947) | 152.100.000 | 8.450.000 | » | 143.650.000 |
| Avances de l'Export-Import Bank : | | | | |
| Convention du 4 décembre 1945 | 297.727.500 | 18.334.000 | » | 279.393.500 |
| Convention du 13 juillet 1946 | 429.965.000 | 31.070.000 | » | 388.895.000 |
| Contrat du 28 octobre 1948 | 164.000.000 | 2.000.000 | » | 162.000.000 |
| Contrat du 18 décembre 1950 | 9.916.608 | 120.848 | » | 9.795.760 |
| Contrat du 18 avril 1952 | 43.200.000 | 200.000 | » | 43.000.000 |
| Accords des 30 janvier et 5 mai 1958 | 23.922.000 | 23.922.000 | » | » |
| Total | 1.914.367.589 | 108.541.185 | » | 1.805.826.404 |

### 2° Situation de la dette en livres sterling

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960 |
|---|---|---|---|---|
| | (Livres sterling.) | | | |
| Crédits du Gouvernement britannique (accords financiers des 25 mai 1945 29 avril et 3 décembre 1946) | 17.200.635 | 17.200.635 | » | » |
| Total | 17.200.635 | 17.200.635 | » | » |

### 3° Situation de la dette en francs suisses et de la dette remboursable, à l'option des porteurs, en florins, francs suisses ou dollars (dette évaluée en francs suisses).

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960 |
|---|---|---|---|---|
| | (Francs suisses.) | | | |
| Emprunt 4 p. 100 1939, 30 ans, aux Pays-Bas et en Suisse | 55.532.652 | 16.442.985 | » | 39.089.667 |
| Total | 55.532.652 | 16.442.985 | » | 39.089.667 |

### 4° Situation de la dette en deutsche-marks, en francs belges et en francs suisses.

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION de la dette au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. Diminution | Augmentation. | SITUATION de la dette au 31 décembre 1960 |
|---|---|---|---|---|
| Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers — l'Allemagne (accord du 17 mars 1959) | 562.871.468 | » | » | 562.871.468 |
| Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers — la Belgique (convention du 21 avril 1959) | 2.567.250.000 | 876.275.000 | » | 1.690.975.000 |
| Engagements résultant de la liquidation de l'Union européenne des paiements envers — la Suisse (accord du 10 avril 1959) | 98.997.438 | 43.998.861 | » | 54.998.577 |

# ANNEXE N° 4

## A. — Situation des encaisses des comptables du Trésor.

| | SOLDES au 1er janvier 1960 | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | SOLDES au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|
| | | Débit | Crédit. | |
| | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| Numéraire conservé par les comptables publics | 254.560 | 25.696.977 | 25.712.974 | 238.563 |
| Compte courant du Trésor à la Banque de France | (1) 114.280 | 466.477.277 | 466.527.222 | (1) 64.335 |
| Fonds déposés par le Trésor à la caisse des dépôts et consignations et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | 30.120 | » | 30.000 | 120 |
| Fonds déposés à la Banque de France et affectés à des emplois spéciaux prévus par les accords d'aide américaine | 120 | » | 82 | 38 |
| Compte courant du Trésor à la Banque de l'Algérie | 24.680 | 3.536.757 | 3.439.601 | 121.836 |
| Compte courant du Trésor chez les instituts d'émission de la zone franc | 19.530 | 6.895.547 | 6.890.114 | 24.963 |
| Compte courant du Trésor dans diverses banques d'outre-mer | 11.600 | 607.462 | 610.706 | 8.356 |
| Devises étrangères | 202.360 | 3.542.746 | 3.518.211 | 226.895 |
| Traites et valeurs mobilisables | 2.613.490 | 31.931.199 | 31.694.189 | 2.850.500 |
| Totaux (cf. lignes 751 à 757, page ) | 3.270.740 | 538.687.965 | 538.423.099 | 3.535.606 |

(1) Ce solde correspond à l'excédent des versements sur les prélèvements effectués par les comptables du Trésor au cours des derniers jours du mois de décembre 1960 et centralisés par la Banque de France au début du mois de janvier 1961.

## B. — Situation d'ensemble des relations du Trésor avec les instituts d'émission de la zone franc.

(Milliards de nouveaux francs.)

| DÉSIGNATION des instituts d'émission | SITUATION au 1er janvier 1960 | | A — COMPTES | | | | | | B. — BONS DU TRÉSOR | | | | SITUATION au 31 décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Situation au 1er janvier 1960 | | Variations de l'année. | | Situation au 31 décembre 1960. | | Situation au 1er janvier 1960. | Variations de l'année. | | Situation au 31 déc. 1960. | | |
| | Débit. | Crédit. | Débit. | Crédit. | Débit. | Crédit. | Débit. | Crédit. | Crédit. | Débit. | Crédit. | Crédit. | Débit. | Crédit. |
| Banque de l'Algérie | » | 1,79 | 0,02 | » | 0,10 | » | 0,12 | » | 1,81 | 0,49 | » | 1,32 | » | 1,20 |
| Banque de l'Indochine | » | » | » | » | 0,01 | » | 0,01 | » | » | » | » | » | 0,01 | » |
| Banque de Madagascar | 0,02 | » | 0,10 | » | 0,01 | » | 0,11 | » | 0,08 | » | 0,02 | 0,10 | 0,01 | » |
| Caisse centrale de coopération économique | » | 0,01 | » | 0,01 | » | 0,01 | » | 0,02 | » | » | » | » | » | 0,02 |
| Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest | » | 0,59 | » | 0,59 | 0,07 | » | » | 0,52 | » | » | » | » | » | 0,52 |
| Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun | » | 0,17 | » | 0,17 | » | 0,01 | » | 0,18 | » | » | » | » | » | 0,18 |
| Institut d'émissions des départements d'outre-mer | » | 0,08 | » | 0,08 | » | 0,03 | » | 0,11 | » | » | » | » | » | 0,11 |
| Totaux | 0,02 | 2,64 | 0,12 | 0,85 | 0,19 | 0,05 | 0,24 | 0,83 | 1,89 | 0,49 | 0,02 | 1,42 | 0,02 | 2,03 |
| Soldes | 2,62 | | 0,73 | | 0,14 | | 0,59 | | 1,89 | 0,47 | | 1,42 | 2,01 | |

NOTE. — Le tableau ci-dessus reprend, dans sa partie A, à raison d'une ligne par institut d'émission, les données figurant ci-avant au tableau de développement E, page 4724 (ligne 41 du tableau I), dans sa partie B, pour les instituts d'émission titulaires de comptes courants de bons du Trésor, les données figurant dans un tableau spécial inséré à la page 4721 à la suite du tableau de développement C (ligne 31 du tableau I).

## ANNEXE N° 5

### Tableau des échéances des bons du Trésor.

(Milliers de nouveaux francs.)

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS FONDS | SITUATION générale au 31 décembre 1960. | ÉCHÉANCES exigibles au 31 décembre 1960. | ÉCHÉANCES NON EXIGIBLES AU 31 DÉCEMBRE 1960 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 1961 | 1962 | | | Total des échéances non exigibles. |
| Bons du Trésor à 1 an | | | 1.068.032 | » | » | » | 1.068.032 |
| Bons du Trésor à 2 ans | | | 1.353.334 | 1.509.621 | » | » | 2.862.955 |
| Comptes courants de bons du Trésor. — Catégorie A | 25.414.208 | 117.980 | 35.586 | » | » | » | 35.586 |
| Comptes courants de bons du Trésor. — Catégorie B | | | 155.457 | » | » | » | 155.457 |
| Comptes courants de bons du Trésor. — Catégorie C | | | 10.321.225 | 10.852.973 | » | » | 21.174.198 |
| Emissions diverses | 11.025 | 11.025 | » | » | » | » | » |
| Bons du Trésor à intérêt progressif 3 mois à 3 ans | 14.102.518 | (1) 12.253.436 | 1.849.082 | » | » | » | 1.849.082 |
| Totaux | 39.527.751 | 12.382.441 | 14.782.716 | 12.362.594 | » | » | (2) |
| | | | 27.145.310 | | | | 27.145.310 |

(1) Montant des bons émis depuis plus de trois mois et dès lors exigibles.
(2) Cf. montant Annexe n° 3, page 4731.

## ANNEXE N° 6

### Evolution et situation des comptes de dépôts des correspondants du Trésor.

| DÉSIGNATION DES CORRESPONDANTS | SOLDES au 1er janvier 1960 (1). | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | SOLDES au 31 décembre 1960. |
|---|---|---|---|---|
| | | Dépenses. | Recettes. | |
| | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| Services d'Etat dotés d'un budget annexe | 11.376.482 | 43.792.783 | 44.796.698 | 12.380.397 |
| Etablissements du secteur public | 6.205.076 | 165.104.886 | 165.534.449 | 6.634.639 |
| Collectivités administratives | 7.647.890 | 52.014.998 | 53.852.006 | 9.484.898 |
| Divers correspondants | 3.090.507 | 48.006.414 | 48.129.617 | 3.214.010 |
| Totaux (cf. tableau D, pages 4722 et 4723) | 28.319.955 | 308.918.781 | 312.312.770 | 31.713.944 |

(1) Chiffres provisoires.

# ANNEXE N° 7

## Situation résumée des opérations faites en devises étrangères.

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes. | Dépenses | Recettes. |
| | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| Opérations de caractère définitif (tableau A). — Dépenses et recettes du budget général (§ A) | 717.164 | 321.903 | 104.716 | 36.092 |
| Opérations de caractère définitif (tableau A). — Comptes d'affectation spéciale (§ C) | » | » | » | » |
| Totaux | 717.164 | 321.903 | 104.716 | 36.092 |
| Opérations de caractère temporaire (prêts, avances et autres comptes spéciaux) (tableau B) | 106.962 | 575.813 | 9.306 | 46.398 |
| Opérations des emprunts (tableau C) | 898.889 | » | 189.054 | » |
| Opérations des services d'Etat dotés d'un budget annexe (tableau D, § *a*) | 56.208 | 16.304 | 14.736 | 2.433 |
| Opérations des établissements du secteur public (tableau D, § *b*) | 35.810 | 2.561 | 2.510 | 60 |
| Opérations des collectivités administratives (tableau D, § *c*) | 59.095 | 76 | 5.614 | 7 |
| Opérations des divers correspondants (tableau D, § *d*) | 1.584.141 | 1.463.630 | 251.434 | 240.208 |
| Fonds en route, chevauchements comptables et apurements des comptes d'attente | 24.368 | » | 24.368 | (—) 7.537 |
| Totaux des opérations de l'année | 3.482.637 | 2.380.287 | 601.738 | 317.661 |
| Mouvements des encaisses des comptables (totaux égaux à la ligne « Devises étrangères » de l'annexe 4) | 3.542.746 | 3.518.211 | 609.509 | 629.019 |
| Approvisionnement des encaisses des agents payeurs à l'étranger par l'intermédiaire de la Banque de France | » | 1.970.627 | » | 353.954 |
| Contre-valeur en francs des versements effectués en devises par l'intermédiaire de la Banque de France | 843.742 | » | 89.387 | » |
| Totaux généraux | 7.869.125 | 7.869.125 | 1.300.634 | 1.300.634 |

# ANNEXE N° 8

## Situation résumée des opérations comptables des postes et télécommunications du 1er janvier au 31 décembre 1960.

| | OPÉRATIONS EFFECTUÉES entre le 1er janvier et le 31 décembre 1960. | | OPÉRATIONS EFFECTUÉES pendant le mois de décembre 1960. | |
|---|---|---|---|---|
| | Dépenses. | Recettes. | Dépenses | Recettes |
| | (Milliers de nouveaux francs.) | | | |
| 1. Mouvements des encaisses des comptables des postes et télécommunications | 1.129.131.597 | 1.129.183.397 | 7.841.104 | 8.003.341 |
| 2. Opérations du budge annexe des postes et télécommunications (y compris les opérations de la 2e section) (exercice 1960) | 4.835.411 | 4.840.820 | 1.235.998 | 1.044.847 |
| Opérations avec le Trésor | 176.623 | 165.483 | 43.104 | 40.003 |
| Totaux | 5.012.034 | 5.006.303 | 1.279.102 | 1.084.850 |
| 3. Opérations pour le compte de tiers: | | | | |
| — Mandats français | 141.701.195 | 141.771.862 | 11.261.920 | 11.433.707 |
| — Mandats internationaux | 532.533 | 517.403 | 75.601 | 59.352 |
| — Mandats d'outre-mer | 5.073.269 | 4.870.309 | 1.355.173 | 623.829 |
| — Offices étrangers | 5.483.815 | 5.776.534 | 578.296 | 1.578.327 |
| — Opérations diverses | 2.329.092 | 2.241.505 | 514.409 | 318.863 |
| Totaux | 158.119.904 | 158.180.613 | 16.788.399 | 17.014.078 |
| 4. Comptes courants postaux des particuliers | 345.585.052 | 347.116.769 | 21.293.341 | 22.114.514 |
| 5. Opérations des correspondants des postes et télécommunications: | | | | |
| — Caisse des dépôts et consignations | 370.414 | 364.498 | 90.562 | 8.103 |
| — Etablissements d'Etat | 33.977 | 34.405 | 2.238 | 2.668 |
| — Collectivités administratives | 1.184.908 | 1.136.306 | 208.059 | 269.688 |
| — Caisse nationale d'épargne. ( Recettes effectives (1) | 3.056.599 | 3.853.800 | 284.343 | 321.673 |
| — Caisse nationale d'épargne. ( Règlements avec la C. N. E. | 3.935.111 | 3.028.835 | 251.830 | 243.759 |
| Totaux | 8.581.009 | 8.417.844 | 837.032 | 845.891 |
| 6. Opérations effectuées pour le compte du Trésor: | | | | |
| — Budget général. ( Budget de 1960 | 1.876.523 | 40.991.154 | 223.301 | 258.211 |
| — Budget général. ( Règlements avec le Trésor | 41.113.853 | 2.017.934 | 271.682 | 225.174 |
| — Emprunts du Trésor. ( Emissions et versements au Trésor | 3.762.021 | 3.762.022 | 356.975 | 356.959 |
| — Emprunts du Trésor. ( Paiements et remboursements pour le Trésor | 2.833.621 | 2.694.547 | 258.462 | 259.399 |
| Totaux | 49.586.018 | 49.468.657 | 1.113.420 | 1.099.743 |
| 7. Fonds en route, chevauchements comptables et apurements des comptes d'attente | 316.583 | » | 261.355 | » |
| Totaux des paragraphes 1 à 7 | 1.696.362.197 | 1.697.373.583 | 49.413.753 | 50.162.417 |
| 8. Opérations réciproques entre l'administration des postes et télécommunications et le Trésor: | | | | |
| — Compte courant au Trésor de l'agent comptable des postes et télécommunications | 40.718.043 | 39.625.361 | 10.871.039 | 10.936.135 |
| — Comptes courants postaux des comptables du Trésor (soldes) | », | (3)(—) 160.086 | » | (3)(—) 839.160 |
| — Autres comptes de règlement | (3)(—) 190.291 | 51.091 | (3)(—)7.273.691 | (3)(— 7.248.291 |
| Totaux du paragraphe 8 (2) | 40.527.752 | 39.516.366 | 3.597.348 | 2.848.684 |
| Totaux généraux des paragraphes 1 à 8 | 1.736.889.949 | 1.736.889.949 | 53.011.101 | 53.011.101 |

(1) Dont 2.944.703 de « retraits » et 3.778.921 de « dépôts ».

(2) Correspondant aux opérations de dépenses et de recettes mentionnées au tableau E, sous la rubrique « Postes et télécommunications » (page 4722, ligne 606).

(3) Réduction provenant de l'imputation du compte courant de l'agent comptable des postes et télécommunications.

## Ministère des travaux publics et des transports.

### Avis relatif à l'établissement du plan des services occasionnels de transport public routier de voyageurs du département d'Ille-et-Vilaine.

La liste provisoire des entreprises susceptibles d'être inscrites au plan des services routiers occasionnels de voyageurs sera déposée dans les bureaux du comité technique départemental des transports, service des ponts et chaussées, cité administrative, à Rennes, à partir du 1er juin 1961 et pendant un délai d'un mois.

Cette liste pourra y être consultée tous les jours ouvrables, sauf le samedi, de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures.

Toute entreprise intéressée pourra, pendant une période de deux mois à compter de la date précitée, demander soit la modification de cette liste, soit son inscription sur ladite liste, en apportant les justifications nécessaires.

## Ministère de l'agriculture.

### Avis de concours pour le recrutement de personnel enseignant à l'institut national agronomique.

Les concours sur titres et sur épreuves annoncés au *Journal officiel* du 18 mars 1961 pour le recrutement des personnels enseignants ci-après à l'institut national agronomique seront ouverts aux dates suivantes :

Maître de conférences de mathématiques appliquées à l'agronomie : 20 juin 1961 ;

Chef de travaux d'agro-géologie : 27 juin 1961.

Tous renseignements complémentaires pourront être fournis sur demande adressée soit au directeur de l'institut national agronomique, 16, rue Claude-Bernard, Paris (5e), soit au ministère de l'agriculture (direction générale de l'enseignement et de la vulgarisation, sous-direction de l'enseignement, 1er bureau), 78, rue de Varenne, Paris (7e), où les candidatures devront parvenir dix jours avant les dates d'ouverture desdits concours.

### Avis relatif à l'extension de la convention collective concernant les exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre Ier du code du travail.)

Le ministre de l'agriculture envisage de prendre, en application de l'article 31 *j* du livre Ier du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône la convention collective conclue le 14 avril 1961 à Marseille entre :

D'une part, la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

Et, d'autre part, la section fédérale des travailleurs de l'agriculture (C. G. T.).

Cette convention a pour objet de régler les rapports entre employeurs et salariés des exploitations agricoles des Bouches-du-Rhône qui lui sont assujetties en vertu de son article 1er.

Le texte en a été déposé le 25 avril 1961 au greffe du tribunal d'instance de Marseille.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère de l'agriculture, direction des affaires professionnelles et sociales, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e). (Inutile d'affranchir.)

### Avis relatif à l'extension de l'avenant n° 4 à la convention collective des exploitations maraîchères de la Loire-Atlantique.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre Ier du code du travail.)

Le ministre de l'agriculture envisage de prendre, en application de l'article 31 *j* du livre Ier du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations maraîchères de la Loire-Atlantique l'avenant n° 4 à la convention collective du 3 avril 1958 concernant les exploitations maraîchères du département, conclu à Nantes le 31 mars 1961 entre :

D'une part, la fédération des groupement maraîchers nantais,

Et, d'autre part, le syndicat chrétien des ouvriers maraîchers (C. F. T. C.) et le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles.

Cet avenant a pour objet de modifier l'article 21 de la convention susvisée des exploitations maraîchères de la Loire-Atlantique.

Le texte de cet avenant a été déposé le 17 avril 1961 au greffe du tribunal d'instance de Nantes.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère de l'agriculture, direction des affaires professionnelles et sociales, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e). (Inutile d'affranchir.)

### Avis relatif à l'extension de la convention collective concernant les entreprises de battages et de travaux agricoles du département de Maine-et-Loire.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre Ier du code du travail.)

Le ministre de l'agriculture envisage de prendre, en application de l'article 31 *j* du livre Ier du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des entreprises de battages et de travaux agricoles de Maine-et-Loire la convention collective conclue le 18 mars 1961 à Angers entre :

D'une part, le syndicat départemental des entrepreneurs de battages et de travaux agricoles,

Et, d'autre part, le syndicat départemental des travailleurs de la terre C. F. T. C., l'union départementale C. G. T. et l'union départementale Force ouvrière.

Cette convention a pour objet de régler les rapports entre employeurs et salariés des entreprises de battages et de travaux agricoles de Maine-et-Loire qui lui sont assujetties en vertu de son article 1er.

Le texte en a été déposé le 29 avril 1961 au greffe du tribunal d'instance d'Angers-Sud-Est.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère de l'agriculture, direction des affaires professionnelles et sociales, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e). (Inutile d'affranchir.)

### Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective concernant les exploitations forestières de Saône-et-Loire.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre Ier du code du travail.)

En application de l'article 31 *j* du livre Ier du code du travail, le ministre de l'agriculture envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations forestières de Saône-et-Loire l'avenant n° 5 à la convention collective du 6 avril 1954 conclu le 23 mars 1961 à Mâcon entre :

D'une part, le groupement départemental des exploitants forestiers, scieurs et industriels du bois de Saône-et-Loire et la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

Et, d'autre part, l'union départementale des syndicats C. G. T.

Cet avenant a pour objet de compléter le livre Ier, titre III, de la convention collective susvisée des exploitations forestières de Saône-et-Loire.

Le texte de cet avenant a été déposé le 26 avril 1961 au greffe du tribunal d'instance de Mâcon.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre Ier du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère de l'agriculture, direction des affaires professionnelles et sociales, 1er bureau, 78, rue de Varenne, Paris (7e). (Inutile d'affranchir.)

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de concours pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Sète (Hérault).

Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Sète (Hérault), poste de 2e classe, établissement de moins de 1.000 lits.

Peuvent présenter leur candidature :

1° Les économes comptant au moins six années de fonctions en cette qualité dans un établissement d'hospitalisation, de soins ou de cure public comptant 500 lits au plus ;

2° Les sous-directeurs des hôpitaux et hospices publics, les directeurs économes des hôpitaux et hospices publics de plus de 50 lits et les directeurs administratifs des préventoriums et aériums publics compant au moins six années de fonctions dans leur emploi ou dans l'emploi d'économe d'établissement de plus de 200 lits ;

3° Les économes et receveurs des établissements nationaux de bienfaisance et des hôpitaux psychiatriques autonomes comptant au moins six années de fonctions dans l'emploi d'économe ou dans l'emploi de receveur ;

4° Les sous-économes en fonctions à la date du 5 août 1960 dans un centre hospitalier de ville siège d'une faculté de médecine ou dans un centre hospitalier de plus de 2.000 lits et qui, comptant plus de six années de fonctions dans leur emploi, sont bénéficiaires d'une échelle de rémunération identique à celle des chefs de bureau.

Les demandes, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative du candidat, doivent être adressées dans le délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis à l'inspectrice divisionnaire, directrice départementale de la population et de l'action sociale de l'Hérault, préfecture, à Montpellier.

### Avis de concours pour le recrutement d'agents principaux à l'hôpital-hospice de Calais (Pas-de-Calais).

Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement de deux agents principaux à l'hôpital-hospice de Calais (Pas-de-Calais).

Peuvent présenter leur candidature les commis des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics comptant au moins six ans de fonctions en cette qualité.

Les demandes, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative du candidat, doivent être adressées dans le délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis au directeur de l'hôpital-hospice de Calais.

## Ministère du travail.

### Avis relatif à l'extension de deux avenants à la convention collective des employés de commerce du canton de Rodez.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre I[er] du code du travail.)

En application de l'article 31 *j* du livre I[er] du code du travail, le ministre du travail envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés des professions et de la région comprises dans le champ d'application de la convention collective des employés de commerce du canton de Rodez du 26 février 1954, étendue par arrêté du 25 avril 1956 (*Journal officiel* du 13 mai 1956), deux avenants à cette convention intervenus les 12 juin 1958 et 18 novembre 1960 (un tableau des salaires), entre :

L'Union des syndicats de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du canton de Rodez,

D'une part, et

Les syndicats C. G. T., C. F. T. C., C. G. T.-F. O. des employés et employées du commerce et de l'industrie du canton de Rodez,

D'autre part.

Dans l'avenant du 12 juin 1958, seules subsistent les clauses ci-après :

Disposition complétant l'article 9 de la convention collective du 26 février 1954, modifié par l'avenant du 28 juin 1955.

Article 20 *bis* ajouté à ladite convention collective.

L'avenant du 18 novembre 1960 a pour objet de fixer les salaires de tous les employés des commerces de gros, demi-gros et détail. Il se substitue aux avenants antérieurs ayant le même objet.

Les textes des avenants dont il s'agit ont été déposés au secrétariat du conseil des prud'hommes de Rodez où il pourra en être pris connaissance.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre I[er] du code du travail, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministre du travail, 127, rue de Grenelle, Paris (7[e]). (Inutile d'affranchir.)

### Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective de travail de la librairie de détail de la région parisienne.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre I[er] du code du travail.)

En application de l'article 31 *j* du livre I[er] du code du travail, le ministre du travail envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective de travail de la librairie de détail de la région parisienne du 21 mars 1956 et de son avenant du 4 avril 1960, étendus par arrêté du 6 mars 1961 (*Journal officiel* du 22 mars 1961), un avenant à ladite convention collective, intervenu le 1[er] septembre 1960 entre :

Le syndicat des libraires de Paris et de l'Ile-de-France,

D'une part, et

Le syndicat des employés et agents de maîtrise des industries et commerces du livre C. G. T. ;
Le syndicat chrétien des employés du livre C. F. T. C. ;
Le syndicat F. O du personnel de l'édition et de la librairie C. G. T.-F. O. ;
L'association syndicale des cadres de l'édition et de la librairie française ;
La fédération française des syndicats d'ingénieurs et cadres C. F. T. C. ;
Le syndicat national des cadres, édition, commission, librairie C. G. T. ;
Le syndicat national des cadres et maîtrise des arts graphiques C. G. C.,

D'autre part.

Cet avenant a pour objet de majorer la valeur du point pour le personnel « employés » et « cadres ».

Le texte de l'avenant dont il s'agit a été déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de la Seine, où il pourra en être pris connaissance.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre I[er] du code du travail, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministre du travail, 127, rue de Grenelle, Paris (7[e]). (Inutile d'affranchir.)

En outre, copie de ces communications devra être adressée (sous pli affranchi) à M. l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la 1[re] circonscription, 23, rue de Mogador, à Paris (9[e]).

### Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective régionale de travail des entreprises de courtage d'assurances de la Seine et de Seine-et-Oise.

(Application des articles 31 *j* et suivants du livre I[er] du code du travail.)

En application de l'article 31 *j* du livre I[er] du code du travail, le ministre du travail envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective régionale de travail des entreprises de courtage d'assurances de la Seine et de Seine-et-Oise du 8 juillet 1952, étendue par arrêté du 26 août 1954 (*Journal officiel* du 9 septembre 1954), un avenant à ladite convention, intervenu le 19 janvier 1961 entre :

Le syndicat national des courtiers d'assurances,

D'une part, et

Le syndicat des cadres et agents de maîtrise de courtage et agents d'assurance C. G. C. ;
La fédération des ingénieurs et cadres C. F. T. C. (section des cadres du courtage d'assurances) ;
La fédération des employés, techniciens et agents de maîtrise C. F. T. C. ;
Le syndicat du personnel des organismes d'assurances de la région parisienne C. F. T. C. ;
La fédération des employés et cadres C. G. T.-F. O. ;
Le syndicat F. O. du personnel des assurances de la région parisienne ;
Le syndicat national des cadres de l'assurance C. G. T.-F. O. ;
La fédération nationale des employés et cadres C. G. T. ;
Le syndicat des employés et agents de maîtrise de l'assurance C. G. T. ;
Le syndicat national des cadres et inspecteurs du cadre C. G. T.,

D'autre part.

Cet avenant a pour objet d'instituer un régime de retraite complémentaire.

Le texte de l'avenant dont il s'agit a été déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de la Seine, où il pourra en être pris connaissance.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 31 *k* du livre I[er] du code du travail, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministre du travail, 127, rue de Grenelle, Paris (7[e]). (Inutile d'affranchir.)

En outre, copie de ces communications devra être adressée (sous pli affranchi) à M. l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la 1[re] circonscription, 23, rue de Mogador, à Paris (9[e]).

# BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PUBLICATION DES RECETTES

I. — **Evaluation des recettes de la dix-septième semaine (du 22 avril au 28 avril 1961).** (En nouveaux francs.)

| NATURE DU TRAFIC | 1961 — Recettes évaluées | 1960 — Recettes comptables. | DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1961 | | DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1960 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | En valeur absolue. | Pourcentage | En valeur absolue. | Pourcentage |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Voyageurs | 28.532.040 | 27.424.129 | 1.107.911 | 4 | » | » |
| Bagages | 414.970 | 567.466 | » | » | 152.496 | 26,9 |
| Colis dont le poids ne dépasse pas 50 kg.. | 5.109.080 | 4.844.397 | 264.683 | 5,5 | » | » |
| Marchandises (détail et wagons)..... | 82.582.440 | 79.353.574 | 3.228.866 | 4,1 | » | » |
| Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français.... | 116.638.530 | 112.189.566 | 4.448.964 | 4 | » | » |

II. — **Evaluation des recettes au 28 avril 1961.** (En nouveaux francs.)

| NATURE DU TRAFIC | RECETTES comptables du 1er janvier au 31 mars 1961. | RECETTES évaluées du 1er avril au 28 avril 1961. | TOTAL des recettes du 1er janvier au 28 avril 1961. | RECETTES comptables du 1er janvier au 28 avril 1960. | DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1961 | | DIFFÉRENCE EN FAVEUR DE 1960 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | En valeur absolue. | Pourcentage. | En valeur absolue. | Pourcentage. |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Voyageurs | 394.480.028 | 128.372.210 | 522.852.238 | 478.625.853 | 44.226.385 | 9,2 | » | » |
| Bagages | 5.526.396 | 2.062.450 | 7.588.846 | 7.088.152 | 500.694 | 7,1 | » | » |
| Colis dont le poids ne dépasse pas 50 kg.. | 68.731.884 | 20.427.670 | 89.159.554 | 80.521.911 | 8.637.643 | 10,7 | » | » |
| Marchandises (détail et wagons)..... | 1.048.492.621 | 312.414.250 | 1.360.906.871 | 1.254.408.914 | 106.497.957 | 8,5 | » | » |
| Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français.... | 1.517.230.929 | 463.276.580 | 1.980.507.509 | 1.820.644.830 | 159.862.679 | 8,8 | » | » |

Imprimerie, 26, rue Desaix, Paris (15e) — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels* HENRI MOREL

# COTE DES CHANGES

**En nouveaux francs.**

| DERNIERS cours cotés en Bourse. | PAYS | DEVISES | PARITÉ | COURS LIMITES (1) | | COURS EXTRÊMES cotés à la Bourse du 24 mai 1961. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4,90025 | Etats-Unis | 1 dollar U. S. A. | 4,93706 | 4,90 | 4,9740 | 4,90025 | 4,9000 |
| 4,9645 | Canada | 1 dollar canadien. | ..... | ..... | ..... | 4,9685 | 4,9620 |
| 2,310 | Côte française des Somalis | 100 francs Djibouti. | 2,30281 | 2,2625 | 2,3430 | ..... | ..... |
| 39,18 | Mexique | 100 pesos mexicains. | 39,4965 | ..... | ..... | 39,15 | ..... |
| 123,440 | Allemagne occidentale | 100 deutsche marks. | 123,4265 | 121,590 | 125,290 | 123,440 | 123,390 |
| 18,798 | Autriche | 100 schilling. | 18,98869 | 18,7025 | 19,2790 | 18,800 | 18,792 |
| 9,8090 | Belgique | 100 francs belges. | 9,87412 | 9,727 | 10,023 | 9,8110 | 9,8055 |
| 70,735 | Danemark | 100 couronnes danoises. | 71,47763 | 70,4275 | 72,5335 | 70,780 | 70,720 |
| 13,6855 | Grande-Bretagne | 1 livre sterling. | 13,82376 | 13,6220 | 14,0265 | 13,6900 | 13,6850 |
| 7,8985 | Italie | 1.000 lires. | 7,899296 | 7,78395 | 8,01610 | 7,8985 | 7,8930 |
| 68,420 | Norvège | 100 couronnes norvégiennes. | 69,1188 | 68,055 | 70,155 | 68,465 | 68,405 |
| 136,395 | Pays-Bas | 100 florins. | 136,3828 | 134,339 | 138,455 | 136,390 | 136,335 |
| 17,080 | Portugal | 100 escudos. | 17,17238 | 16,85 | 17,5020 | 17,080 | 17,055 |
| 95,075 | Suède | 100 couronnes suédoises. | 95,43513 | 94,0048 | 96,8646 | 95,065 | 95,005 |
| 113,185 | Suisse | 100 francs suisses. | 112,9033 | 110,110 | 115,810 | 113,175 | 113,120 |
| 69,08 | Tchécoslovaquie | 100 couron. tchécoslovaques. | 68,57027 | 68,05 | 69,08 | 69,08 | ..... |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | 1 dirham | 0,9756 | Zone C. F. A. | 100 francs C. F. A. | 2 |
| Tunisie | 1 dinar | 11,7549 | Zone C. F. P. | 100 francs C. F. P | 5,50 |

(1) Pour le dollar U. S. A. et la couronne tchécoslovaque, cours limites d'intervention de la Banque de France.
Pour chacune des autres devises, cours résultant des limites d'intervention sur le dollar, fixées par l'institut émetteur de la monnaie considérée d'une part et la Banque de France d'autre part.

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### SOCIETE D'ESCAUT ET MEUSE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 24.840.500 NF
SIÈGE SOCIAL: 3, RUE JACQUES-BINGEN, PARIS
R. C.: Seine n° 55-B 10017.

*Obligations Tubes de Bessèges (emprunt 4 1/2 0/0 1911).*

**Quinzième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse 51 obligations.
Il a été amorti par tirage au sort 309 obligations.

**Liste des 309 obligations sorties au tirage du 4 mai 1961, remboursables à partir du 15 juin 1961 à 20 NF, et des obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 83 | 1948 | 5.073 et 5.074 | 1961 | 5.441 et 5.442 | 1961 |
| 945 à 952 | 1959 | 5.076 à 5.081 | » | 5.448 à 5.465 | » |
| 975 | » | 5.086 à 5.089 | » | 5.467 et 5.468 | » |
| 1.040 à 1.047 | 1958 | 5.091 et 5.092 | » | 5.470 à 5.475 | » |
| 1.049 et 1.050 | » | 5.118 à 5.123 | » | 5.478 et 5.479 | » |
| 1.052 à 1.055 | » | 5.125 et 5.126 | » | 5.481 à 5.484 | » |
| 1.057 à 1.061 | » | 5.130 et 5.131 | » | 5.486 | » |
| 2.256 | 1960 | 5.142 à 5.149 | » | 5.491 à 5.493 | » |
| 2.261 | » | 5.153 à 5.155 | » | 5.495 et 5.496 | » |
| 2.287 à 2.301 | » | 5.163 à 5.170 | » | 5.498 et 5.499 | » |
| 2.328 | » | 5.173 à 5.175 | » | 5.502 à 5.510 | » |
| 2.333 et 2.334 | » | 5.188 et 5.189 | » | 5.518 à 5.525 | » |
| 2.336 à 2.346 | » | 5.204 et 5.205 | » | 5.535 | » |
| 2.348 et 2.349 | » | 5.208 et 5.209 | » | 5.538 à 5.542 | » |
| 2.351 | » | 5.211 à 5.214 | » | 5.544 à 5.555 | » |
| 2.353 à 2.359 | » | 5.216 à 5.219 | » | 5.565 | » |
| 2.361 à 2.366 | » | 5.223 à 5.225 | » | 5.585 à 5.590 | » |
| 2.405 et 2.406 | » | 5.229 | » | 5.612 à 5.616 | » |
| 2.485 et 2.486 | » | 5.231 | » | 5.626 et 5.627 | » |
| 2.488 et 2.489 | » | 5.235 à 5.238 | » | 5.634 à 5.636 | » |
| 2.494 | » | 5.248 | » | 5.638 | » |
| 2.496 et 2.497 | » | 5.251 et 5.252 | » | 5.641 et 5.642 | » |
| 2.510 à 2.512 | » | 5.262 | » | 5.648 à 5.662 | » |
| 2.514 | » | 5.264 à 5.267 | » | 5.666 | » |
| 2.516 à 2.518 | » | 5.271 et 5.272 | » | 5.668 à 5.670 | » |
| 2.520 à 2.522 | » | 5.275 à 5.291 | » | 5.684 à 5.686 | » |
| 2.524 | » | 5.295 | » | 5.692 à 5.697 | » |
| 2.531 à 2.537 | » | 5.299 et 5.300 | » | 5.709 et 5.710 | » |
| 2.570 | » | 5.305 | » | 5.713 à 5.718 | » |
| 2.572 | » | 5.325 à 5.332 | » | 5.733 à 5.737 | » |
| 2.579 | » | 5.334 à 5.336 | » | 5.744 à 5.748 | » |
| 5.028 | 1961 | 5.343 à 5.353 | » | 5.751 | » |
| 5.034 à 5.039 | » | 5.355 à 5.359 | » | 5.753 | » |
| 5.044 à 5.049 | » | 5.361 et 5.362 | » | 5.756 à 5.758 | » |
| 5.057 à 5.064 | » | 5.438 et 5.439 | » | 5.762 à 5.769 | » |
| 5.070 | » | | | | |

Les remboursements seront effectués chez:
La banque L. Dupont et Cie, 26, avenue Franklin-D.-Roosevelt, à Paris;
La Banque générale industrielle La Hénin, 21, rue de la Ville-l'Evêque, à Paris;
MM. de Neuflize, Schlumberger et Cie, 12, place de la Bourse, à Paris,
et chez leurs succursales et agences.

### LES SUCCESSEURS DE B. TRAYVOU

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.638.000 NF
SIÈGE SOCIAL: LA MULATIERE (RHÔNE)
R. C.: Lyon 54-B 940.

**Obligations 5 3/4 % 1948 de 50 NF.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de 40 obligations en vue de l'amortissement du 1er juillet 1961.

**LISTE NUMERIQUE**

1° **De la série comprenant les 71 obligations (compte tenu des obligations précédemment rachetées) sorties au tirage complémentaire le 16 mai 1961 et remboursables au pair de 50 NF à partir du 1er juillet 1961, coupons n° 14 (1er juillet 1962) et suivants attachés;**

2° **Des séries comprenant les obligations amorties antérieurement parmi lesquelles il reste des titres non encore remboursés.**

106 à 240 (1961) — 1.148 à 1.410 (1959) — 1.411 à 1.548 (1960)

## AVIS DIVERS

### CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Groupement des collectivités pour le financement des travaux d'équipement (décrets n° 53-709 du 9 août 1953 et n° 60-953 du 8 septembre 1960).

**Avis aux porteurs d'obligations de la série 5 0/0 1960-1970 des emprunts unifiés des collectivités locales.**

Le Groupement des collectivités pour le financement des travaux d'équipement n'ayant pas usé de la faculté de rachat en Bourse prévue par l'arrêté interministériel du 2 novembre 1960, l'amortissement à effectuer par voie de tirage au sort au titre de l'échéance du 1er août 1961 portera sur 801 titres de la catégorie A et 2.526 titres de la catégorie B, conformément aux indications du tableau publié au *Journal officiel* des 12 et 13 mai 1961.

Le tirage aura lieu le mardi 20 juin 1961, à 10 heures, dans une des salles de la Caisse des dépôts et consignations, 56, rue de Lille, à Paris (7e).

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Benlisha (Jacques-Isaac), né à Meknès (Maroc) le 31 août 1932, domicilié à Marseille (5e) (Bouches-du-Rhône), 35, rue Pascal-Ruinat, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de son fils mineur, Pierre-Marc, né à Marseille (Bouches-du-Rhône) le 10 janvier 1961, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Belichard.

Mme Jumentier (Jeanine-Thérèse-Madeleine), veuve en premières noces de M. Taylor (Hubert) et remariée Cale, demeurant 3, place Omer-Vallon, à Chantilly (Oise), agissant en qualité de tutrice légale de sa fille mineure, Taylor (Catherine-Thérèse-Yvette), née le 6 septembre 1958 à Neuilly-sur-Seine, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de faire ajouter au nom patronymique de cette mineure celui de Jumentier.

# CONCESSIONS DIVERSES

## AVIS

**Demande de permis exclusif de recherches de substances minérales autres que celles de combustibles minéraux solides, de sels de potassium et d'hydrocarbures.**

Par pétition du 27 mars 1961, M. Lelong (Marie-Emile-Auguste-Marc), de nationalité française, domicilié à Paris, 73, avenue Mozart, directeur général adjoint de la Société des hauts fourneaux et forges de Saulnes et Gorcy, anciennement Raty et C°, société anonyme au capital de 34.280.000 NF, dont le siège social est à Paris (16e), 8, place d'Iéna, agissant au nom de cette dernière, sollicite, en application des décrets des 20 mai 1955 et 27 décembre 1955, un permis exclusif de recherches de minerais de fer dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Les limites du permis sollicité sont constituées par les côtés d'un polygone M N D' C' P Q R dont les sommets sont définis comme suit :

M Intersection du bord Sud du chemin de la Ferrière à la Gesnais avec le bord Nord-Est du chemin des Fossettes à la Ferrière-en-Messa.

N Intersection du bord Sud du chemin du Grasaulnay au Haut-Branfeul avec la limite Ouest de la concession des mines de fer de la Dominelais, cette dernière étant constituée par une ligne droite joignant l'intersection du bord Est de la route du Nourais au Gras-Richomme avec le bord Nord du chemin de Brandeneuf à Villeray et l'intersection du bord Est de la route de la Noë-Blanche à Grand-Fougeray avec le bord Sud-Ouest du chemin de Haut-Branfeul à la Besnerais. Le point N est situé sur la commune de la Noë-Blanche.

D' Intersection du bord Est de la route du Nourais au Gras-Richomme avec le bord Nord du chemin de Brandeneuf à Villeray, commune de Fougeray.

C' Point situé sur le bord Est du chemin de la Hactais à la Grée, à 80 mètres au Nord, depuis son intersection avec le Nord de la route départementale n° 57 de la Dominelais à Saint-Sulpice-des-Landes, commune de Saint-Sulpice-des-Landes.

P Intersection de la limite des communes de Grand-Fougeray et de la Dominelais avec la limite des deux départements d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique.

Q Intersection du bord Nord du chemin de la Riverais à Petit-Montaudevert avec le bord Est du chemin du Mézerais à Petit-Montaudevert, commune de Grand-Fougeray.

R Intersection de la ligne droite joignant le point Q défini ci-dessus au sommet du clocher de Langon avec la ligne droite joignant le point M défini ci-dessus au point de rencontre de la limite des communes de Sainte-Anne-sur-Vilaine et de Langon avec la limite des départements d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique (rive gauche de la Vilaine).

Lesdites limites renferment une étendue superficielle d'environ 82 kilomètres carrés.

Le permis est sollicité pour une durée de trois ans.

A la demande sont annexés une carte à l'échelle de 1/50.000 et trois exemplaires d'un plan à l'échelle de 1/20.000 précisant les sommets et les limites du permis sollicité.

Une enquête sur cette demande sera ouverte du 24 mai au 24 juin 1961. Pendant la durée de l'enquête, les observations et réclamations seront reçues à la préfecture d'Ille-et-Vilaine et transcrites sur un registre spécial ouvert à cet effet. Elles pourront également être adressées au préfet d'Ille-et-Vilaine par lettre recommandée.

Les demandes en concurrence et les oppositions devront être rédigées et adressées au plus tard le 9 juillet inclus à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, dans les formes et délais prévus par l'article 7 du décret du 27 décembre 1955 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches de substances minérales autres que les combustibles minéraux solides, les sels de potassium et les hydrocarbures liquides ou gazeux (*Journal officiel* du 31 décembre 1955).

Pendant toute la durée de l'enquête, la demande et ses annexes resteront déposées à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, où le public pourra en prendre connaissance.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

25 avril 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Etoile sportive Marly - le Coudray - Puiseux.** But : pratique des sports, de l'éducation physique et des activités de plein air. Siège social : mairie de Marly-la-Ville (Seine-et-Oise).

25 avril 1961. Déclaration à la préfecture de la Guadeloupe. **Club nautique caraïbe.** But : développer les sports de mer. Siège social : Rivieresens, à Basse-Terre.

25 avril 1961. Déclaration à la préfecture du Tarn. **Fédération départementale des combattants volontaires de la Résistance du Tarn.** But : défense des intérêts moraux et matériels des combattants volontaires de la Résistance. Siège social : Maison du Combattant, Albi.

25 avril 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Senlis. **Club sportif d'Apraumont.** But : éducation physique et entraînement sportif de la jeunesse des communes d'Apremont et d'Aumont. Siège social : mairie d'Apremont (Oise).

27 avril 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Groupement d'exploitation de minéraliers-charbonniers (G. E. M. I. C.).** But : assurer la répartition des cargaisons de charbon importé par l'Association technique de l'importation charbonnière entre les navires inscrits au Groupement qui bénéficient d'une convention de priorité pour ces transports. Faire toutes études économiques ou techniques, procéder à toutes recherches sur les trafics pouvant intéresser les associés. Siège social : 6, avenue de Messine, Paris.

28 avril 1961. Déclaration à la préfecture de la Drôme. **Amicale des cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés de l'Electro-Porcelaine de Saint-Vallier.** But : resserrer les liens d'amitié entre les collaborateurs mensuels de l'Electro-Porcelaine. Siège social : établissements Merlin et Gérin, département électro-porcelaine, Saint-Vallier.

29 avril 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Lunéville. **Section tennis de table M. O. S. (Maison des œuvres scolaires).** But : pratique du sport pour adolescents et adultes. Siège social : rue Gambetta, Lunéville (Meurthe-et-Moselle).

6 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Amicale des Bretons de Champigny-Joinville.** But : solidarité, entraide. Siège social : 24, rue Roger-Salengro, Champigny-sur-Marne.

12 mai 1961. Déclaration à la préfecture de la Seine-Maritime. **Comité de défense des intérêts des habitants du hameau de Gauville, Saint-Wandrille-Rançon.** But : défense des intérêts des habitants. Siège social : chez M. Marceau Maurice, hameau de Gauville, Saint-Wandrille-Rançon.

12 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Association de défense des souscripteurs de la Société civile immobilière, 12, rue André-Theuriet, à Bourg-la-Reine.** But : sauvegarde des intérêts des souscripteurs. Siège social : 12, rue André-Theuriet, Bourg-la-Reine.

13 mai 1961. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Oise. **Association sciences et techniques nucléaires.** But : grouper les élèves et anciens élèves de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires ; rechercher, au bénéfice des membres de l'association, les moyens de perfectionnement dans tous les domaines touchant l'énergie nucléaire ; contribuer au développement et à la diffusion de l'enseignement du 3e cycle de l'I. N. S. T. N. Siège social : Institut national des sciences et techniques nucléaires, Saclay.

15 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Groupement des parents catholiques des élèves du lycée d'Asnières.** But : enseignement religieux des enfants. Siège social : 1, rue du Capitaine-Bossard, Asnières.

### MODIFICATIONS

2 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association des étudiants dahoméens en France (A. E. D.)** transfère son siège social du 28, rue Serpente, Paris, au 69, boulevard Poniatowski, Paris.

9 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association amicale des pharmaciens de Nanterre** transfère son siège social du 4, avenue Georges-Clemenceau, Nanterre, au 76, route des Fusillés, à Nanterre.

16 mai 1961. Déclaration à la préfecture de police. L'**Association sportive de la Seine** transfère son siège social du 184, rue de Tolbiac, Paris, au 16, rue du Moulin-des-Prés, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.